

هكمان الكحل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14528 - 8 F

DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tandis qu'est entériné l'éclatement du KGB

La Russie et neuf autres Républiques se rallient au projet de traité économique

Mort d'un monstre

L'HEURE est décidément aux grandes remises en cause dans les services secrets des superpuissances - ou de ce qu'il en reste. Alors que la CIA s'enfonce dans de douloureux débats sur son rôle dans l'ancienne et la nouvelle configuration mondiale, la réorganisation des services de renseignement de l'ex-URSS, confirmée vendredi 11 octobre à Moscou, sonne le glas du KGB en tant que monstre tentaculaire.

Même si le terme de réorganisation paraît plus approprié que celui de dissolution, c'est, de fait, la fin d'un symbole, déjà préfigurée par la déboulonnage de la statue de son fondateur, Félix Dzerjinski. Le KGB tel qu'il fonctionnait depuis 1954 ne pouvait évidemment survivre à la dislocation de l'empire, et le putsch du 19 août devait lui porter un coup fatal. Dès le 29 août, son nouveau chef, M. Vadim Bakatine, successeur du putschiste Krioutchkov, désennobla le KGB en annonçant qu'il n'était plus l'homme le plus puissant d'URSS, annonçant l'inevitable éclatement du KGB. Selon le Conseil d'Etat, trois directions vont ainsi être créées « sur la base des sections » de l'ancien KGB : un service central indépendant de renseignement, un service interrépublicain de contre-espionnage et un comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat.

AUTANT d'incertitudes appèsent sur l'application concrète de cette réorganisation, en particulier sur son caractère « central » ou « interrépublicain », que sur l'avenir de l'Union elle-même. Les très efficaces services d'espionnage (renseignement extérieur), désormais autonomes, ont été confiés à un homme, M. Evgueni Primakov, qui connaît son affaire : « Il n'est pas du sérail proprement dit, il n'a suffisamment fréquenté pour pouvoir en apprécier le fonctionnement. Reste à savoir qui sera le commanditaire de ces renseignements. Le centre ? La Russie ? Et qui pourra en bénéficier ? Toutes les Républiques ? »

La réorganisation du renseignement intérieur, baptisée « contre-espionnage » pour faire oublier la fonction de police politique que remplissait aussi le KGB, pose, elle, d'autres questions. Dans l'hypothèse idyllique d'une Union fédérale, ou même confédérale, on peut, certes, imaginer la création d'une sorte de FBI soviétique.

MAIS la précision du Conseil d'Etat selon laquelle les futurs services sont créés « sur la base des sections » du KGB peut susciter quelque inquiétude sur la démocratisation de ce que les Soviétiques désignaient sous le vocable sinistre d'« organes », ou qu'un refusnik fêtu de littérature policière française appelle un jour la « maison goulag ».

Comme l'a montré l'expansion des pays d'Europe centrale, les nouveaux services emploieront inévitablement le même personnel, et les vieilles habitudes ont le vie dur. C'est là que jouera, en réalité, la nature démocratique des nouveaux régimes de l'ex-URSS : sans commanditaire politique au sommet, les « guébiistes » réfractaires au changement ne pourront en effet que tourner dans le vide.

Le « Comité pour la sécurité d'Etat », le redouté KGB, a été dissous le 11 octobre par le Conseil d'Etat, l'un des nouveaux organes dirigeants du Kremlin. Le KGB, dont la disparition était prévisible depuis le putsch manqué d'août dernier, est remplacé par divers services « inter-républicains ». D'autre part, les représentants de dix Républiques, dont la Russie, ont affirmé vendredi leur intention de signer, dans les plus brefs délais, un traité économique. Dans un entretien au « Monde », le ministre russe des affaires étrangères affirme qu'une Russie forte est la seule chance de construire une nouvelle union.

MOSCOU

de notre correspondant

L'équipe qui dirige l'ex-URSS a montré qu'elle était capable de prendre certaines décisions, d'autant plus facilement qu'il s'agit de consacrer l'affaiblissement du pouvoir central : le Conseil d'Etat, où siège M. Gorbatchev, et les dirigeants des Républiques, a ainsi entériné vendredi 12 octobre la liquidation du KGB d'URSS, déjà blessé à mort dans les jours qui ont suivi l'échec du putsch d'août. Les représentants de dix Républiques ont par ailleurs affirmé leur intention de signer, dans les plus brefs délais, un traité économique, sans pour autant lever toutes les incertitudes qui pèsent sur cette très délicate entreprise.

Le « Comité pour la sécurité d'Etat », héritier de la Tcheka de Lénine et du NKVD de Staline, disparaît donc, en tant qu'organe unique, chargé à la fois d'assurer les fonctions de chien de garde du régime, de surveiller les frontières et de coiffer les divers services de renseignements. Ce monstre organique était condamné depuis que l'échec du putsch avait conduit à l'effacement définitif de l'Etat-parti, et son éclatement en une série de services indépendants avait déjà été annoncé par son nouveau président, M. Bakatine, chargé d'assurer la transition.

Curieusement, le communiqué publié à l'issue de la réunion du Conseil d'Etat se contente pourtant d'abord d'annoncer une « réorganisation du comité pour la sécurité d'Etat de l'URSS » avant d'indiquer qu'il a été décidé de « supprimer le KGB d'URSS » et de « constituer, sur la base de ses sections, un service

central indépendant de renseignements (son chef, M. Evgueni Primakov, avait été nommé quelques jours plus tôt), un service inter-républicain de contre-espionnage », (et un) « comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat », doté d'un « commandement unifié des forces des gardes-frontières ».

Ce dernier point n'est pas d'une totale limpidité dans la mesure où la future Union sera, en principe, constituée d'Etats indépendants, vraisemblablement désireux de surveiller eux-mêmes leurs frontières. En tout état de cause, les résolutions du Conseil d'Etat devraient encore être soumises à l'examen du Soviet suprême de l'URSS, convoqué pour le 21 octobre, mais auquel plusieurs Républiques majeures, comme l'Ukraine, menacent de ne pas participer.

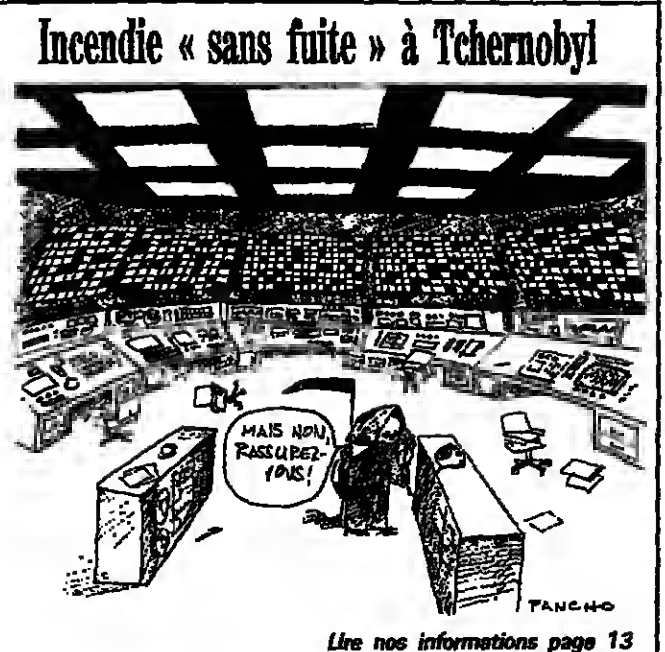
Bien entendu, la décision du Conseil d'Etat ne concerne que le KGB de l'URSS, ou ce qu'il en reste.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

Lire les propos recueillis par SOPHIE SHIHAB, page 4



Incendie « sans fuite » à Tchernobyl

Emploi : M^{me} Cresson reprend l'initiative

En annonçant, le 11 octobre, un plan de 7,5 milliards de francs, M^{me} Edith Cresson a repris l'initiative sur le terrain de l'emploi mais les mesures annoncées ne font qu'anticiper des décisions déjà arrêtées. Repues à l'hôtel Matignon, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FEN ont jugé ces mesures « insuffisantes » mais perçoivent « un certain infléchissement du gouvernement » et ont obtenu l'ouverture de discussions sectorielles. Seule la CGT s'associe à la grève générale décidée par FO pour le 24 octobre.

Lire nos informations page 13

Lire page 17 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

L'industrie militaire irakienne sous contrôle de l'ONU

Lire nos informations page 20

Les ambitions de M. Petre Roman

L'ancien premier ministre roumain ne fait pas mystère de son objectif : revenir au pouvoir

par Sylvie Kauffmann

Ecarté du pouvoir il y a deux semaines par le président Iliescu sous la pression des mineurs, M. Petre Roman n'a qu'une envie : y revenir à grands pas. Le premier ministre démissionnaire n'a même pas encore quitté son bureau - où il est censé expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement - qu'il s'affaire déjà à y préparer son retour. Avec une arrière-pensée non avouée, mais que l'on devine sans peine dans ses propos : au-delà du poste de premier ministre, c'est le rôle de numéro un qu'il vise.

M. Roman a-t-il les moyens de ses ambitions ? Pour l'instant, les choses ne se passent pas aussi bien qu'il le prévoit, avec l'assurance qu'on lui connaît. Après l'erreur tactique qu'il a commise, le 25 septembre, à « remettre son mandat » à M. Iliescu, lequel s'est empressé de transformer ce geste en une démission pure et

simple, il veut montrer qu'il s'est ressaisi : ces jours-ci, laisse-t-il entendre le plus clairement possible, c'est lui qui tire les ficelles dans la formation du nouveau gouvernement.

A quel titre ? Et tout ce que « leader national » du Front de salut national (FSN), premier parti de Roumanie, « Stojan » (le premier ministre désigné) a fait le tour des partis, nous a déclaré M. Roman, cette semaine dans un entretien téléphonique, mais il est bien évident que c'est le FSN qui mène le jeu et qui a essentiellement son mot à dire. Et le message du FSN, transmis par M. Roman, aux futurs « partenaires » du Front dans le gouvernement « d'union nationale », est simple : « Nous sommes les plus forts, il nous faut donc les postes-clés ».

D'autant plus, souligne-t-il avec une fausse candeur, que « le FSN a fait une concession majeure en acceptant que le premier ministre ne soit pas l'un de ses membres ».

Lire la suite page 5

Le chasseur de Similaun

La découverte étonnante d'un « Homo sapiens sapiens » de quatre mille ans rendu par un glacier alpin

par Yvonne Rebeyrol

Le chasseur momifié qui a été découvert le 19 septembre à 3200 mètres d'altitude émergeant du glacier de Similaun à la frontière austro-italienne semble bien dater de l'âge du bronze ancien, c'est-à-dire des alentours de 2000-1800 avant Jésus-Christ.

A la même époque, les Sumériens avaient inventé l'écriture depuis treize siècles, ils construisaient des villes florissantes où régnaient des dynasties relativement puissantes. Les Egyptiens s'étaient eux, inventé une écriture depuis onze siècles et pouvaient contempler la grande pyramide de Kheops depuis six cents ou sept cents ans.

Certes, la datation au carbone 14 d'un fragment des vêtements est en cours et les résultats n'en seront probablement connus que vers Noël. Certes, la plupart des objets sont en train d'être étudiés au Musée de Mayence. Certes, la momie n'a

pas encore été l'objet de tous les examens possibles : pour le moment, deux toмоgraphies (1) ont été faites. Toutefois, selon les préhistoriens, anthropologues, médecins légistes et autres scientifiques qui se sont penchés sur le cas de ce lointain ancêtre, il y a maintenant 100 % de chances (et non plus 90 % ou même 99 %) que cette pauvre momie ait vraiment près de quatre mille ans.

A l'annonce de la découverte, nous devons avouer avoir été un peu sceptique. Comment le glacier avait-il mis quelque quarante siècles à rendre ce corps alors que les cadavres ne mettent, en général, que quelques décennies à réapparaître en bas des glaciers alpins ?

Lire la suite page 13

(1) La tomographie est une technique d'exploration radiologique (donc non destructive) qui permet d'obtenir des images de l'intérieur du corps sans plan. L'intervalle, entre chaque plan, est choisi en fonction de ce que l'on veut étudier. A Innsbruck, les tomographies ont été faites respectivement à 2 et 4 millimètres.

JACQUES CHANCEL

Le désordre et la vie

Journal

Grasset

HEURES LOCALES

Aquitaine : un Far-West à la française

Deuxième étape du tour de France des régions, présenté chaque semaine dans le supplément « Heures locales ». Après l'Alsace, c'est à l'Aquitaine que le Monde rend visite. Des vignobles de l'Entre-Deux-Mers aux immenses espaces des Landes, le voyage permet de découvrir les airs de Far-West de cette région qui étend encore ses frontières. Sur cette terre anciennement radicale-socialiste, la fronde des ruraux et celle des chasseurs « traditionnels » déstabilisent les partis politiques classiques.

Lire pages 10 et 11 les articles de LAURENT GRELSAMER

Egalement au sommaire

Les « petits mickeys » achèvent leur chantier près de Mame-la-Valée

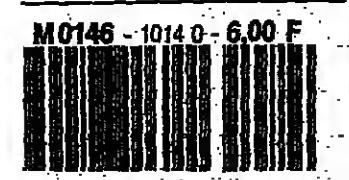
Les régions vont fêter leur vingtième anniversaire : un sondage mesure l'attitude des Français face à la décentralisation.

pages 9 et 12

« Le grand jury RTL-le Monde »

M. Georges Kleinman, ministre délégué chargé de la communication, invité dimanche à 18 h 30.

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRO ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ Irle ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRK ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Singapour, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,30 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



M0146 10140 600 F

groupe des Sept, consacré précédemment à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen, marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

DATES

Il y a soixante-dix ans

La France expulse ses étudiants chinois

« J'ai assisté incidemment à l'embarquement des Chinois visés par la mesure administrative qui les faisait embarquer sur le courrier Paul-Lecat parti le 14 octobre 1921 à destination de leur pays d'origine », écrivait au préfet du Rhône un fonctionnaire en charge de la surveillance des troupes coloniales à Marseille. Soucieux de l'avenir des intérêts français en Extrême-Orient, le fonctionnaire demandait à être informé des circonstances motivant l'expulsion de ces « auteurs de troubles » et, dans un bel élan, à pouvoir disposer de leurs photographies individuelles pour le cas où, de nouveau, ils feraient parler d'eux. Cent quatre étudiants avaient ainsi été poussés par les gardes vers la passerelle du vapeur à destination de Shanghai. Certains des expulsés allaient, en effet, faire parler d'eux : tels Cai Hesen, proche camarade de Mao Zedong et figure de proue du jeune Parti communiste, exécuté par le Guomindang en 1931 ; Li Lisan, devenu brièvement numéro un du PCC linogé pour « déviationisme de gauche », victime plus tard de la révolution culturelle ; Chen Yi, qui entra dans Shanghai à la tête des soldats rouges en 1949 puis en devint le maire et poursuivit une longue carrière comme maréchal de l'armée populaire et ministre des affaires étrangères. D'autres, comme Zhou Enlai, avaient pu échapper au rapatriement forcé bien qu'ils aient été au cœur de ces événements. Beaucoup de ceux qui firent le voyage en Occident au début des années 20 ont joué un rôle déterminant dans l'histoire de la Chine contemporaine. C'est pourquoi la mémoire de ce « charter pour la Chine » est célébrée dans la République populaire comme le « grand mouvement patriotique des étudiants mi-études, mi-travail en France ».

L'affaire avait commencé en 1919, quand, dans le prolongement des événements du 4 mai qui ébranlèrent la Chine et mirent en mouvement sa jeunesse, un groupe d'intellectuels francophiles encouragea les étudiants avides de démocratie et de modernité à découvrir le pays de Voltaire et de Rousseau. A Pékin les candidats au départ affluèrent vers les bureaux de la Société franco-chinoise d'éducation, rue Fangjia. Le journaliste américain Edgar Snow, qui recueillit en 1936 les confidences de Mao Zedong à Yan'an, rapporte que l'étoile montante des communistes s'était lui-même préparé à suivre le mouvement et ne renoua qu'un dernier moment. Forte était, pour cette jeunesse la tentation de l'Occident. Zhou Enlai, avant de prendre passage sur le vapeur Porthos à destination de la France, fit un poème de ses rêves exotiques. Emprisonné à Tianjin pour ses activités contestataires, il dédia vers à son amie du moment :

Tu vas quitter notre pays
Traverser le mer de Chine orientale,
[lo mer de Chine méridionale,
[la mer Rouge et la Méditerranée.
Toutes les vagues houleuses
[de l'immensité
Te conduiront vers les côtes de France,
[berceau de la liberté.

Collages et usines

Les promoteurs de la Société franco-chinoise d'éducation, des lettrés hostiles à la dynastie mandchoue, avaient trouvé leur inspiration dans l'Europe de la Belle Époque. Le premier, Li Yuying, était biologiste, issu d'une grande famille mandarinale, et devait à cette ascendance de s'installer en France, dès 1902, comme attaché à la légation de Chine à Paris. Là, il s'était lié aux milieux anarchistes, avait édité une revue révolutionnaire, le *Sicile nouveau*, publié un ouvrage sur le soja et fondé à La Garenne-Colombes une petite usine où un personnel exclusivement chinois voué aux utopies libertaires fabriquait de la pâte de soja. Le deuxième personnage, Wu Zhihui, était un philosophe réputé, formé au Japon et à Londres, et le troisième, Cai Yuanpei, un éducateur de renom, fixé à Leipzig, recteur de l'université de Pékin à la date du 4 mai, et révérend des étudiants. Tous trois se réclamaient d'idées anarcho-républicaines, qui, traduits dans notre cosmologie, les situent quelque part entre l'anarchisme d'un Elisee

Reclus et le radical-socialisme d'un Edouard Herriot : une ambiguïté qui allait peser fortement sur le devenir de leur initiative.

Les jeunes gens enrôlés sous la bannière de la Société franco-chinoise d'éducation dans le cadre du programme « mi-études, mi-travail » se trouvèrent bientôt quinze cents répartis de Montargis au Creusot, de Châteauneuf à Saint-Chamond, dans des collèges et des usines. Rapidement dépourvus de ressources, nublés des autorités et déçus de leur expérience, ils se sentaient trompés.

Les premiers incidents opposant les jeunes Chinois désargentés à leurs tuteurs et

étudiants recrutés directement en Chine sur concours, pourvus d'un financement et dans le cadre normal du cursus universitaire français. Des pétitions circulaient, mais en vain, pour la transformation du nouvel institut en lieu d'accueil pour les jeunes gens déjà en France dans le cadre du programme « mi-études mi-travail » et désormais privés de bourses. Sur une lettre collective, on relève entre autres le nom de Deng Xiaoping. A l'époque de la révolution culturelle, les gardes rouges reprocheront à Deng Xiaoping son séjour en France comme chacun des gestes de sa longue carrière de « révisionniste » : « 1921 - Le bandit Deng habite Montargis, en France, où, employé dans une

dians eurent le temps d'imprimer et de jeter des tracts : « La police de Lyon expulse sans aucune raison les étudiants chinois, les amis très intimes de la France et de l'Institut franco-chinois de Lyon. » Les Lyonnais voyaient d'un œil goguenard ce spectacle inaccoutumé et les journaux s'en donnaient à cœur joie : « Le péril jaune », « Une chinoiserie peu banale ou un coup d'Etat au fort Saint-Irénée », « L'incident des post-scolaires qui tourne un peu au casse-tête chinois »...

« Délinquants »

Dans les jours et les semaines qui suivirent, des négociations s'engagèrent entre les pouvoirs publics, influencés, les dirigeants de la Société franco-chinoise d'éducation, encensés au compromis, et la légation de Chine, qui jouait double jeu : l'ambassadeur Chen Lu avait même fourni aux manifestants une partie de l'argent de leur voyage de retour, pensant ainsi se défaire du problème. Les responsables universitaires lyonnais, surtout, et les politiques derrière eux, se montrèrent intransigeants. Estimant qu'il y avait eu « acte concerté de propagande par le fait et de rébellion aux agents de l'autorité française », le doyen Lépine s'opposait fermement à l'admission dans l'institut de ceux qu'il nommait les « délinquants ». Le député socialiste Marius Moutet, futur ministre des colonies du Front populaire, renchérit : « Si l'on ne pouvait pas en venir à bout autrement, il faudrait recourir à la manière forte. » Quant au maire Edouard Herriot, il confiait son sentiment au quotidien le *Progrès* : « La ville de Lyon n'a aucune raison de prendre à sa charge ni la centaine d'étudiants qui ont voulu s'imposer à l'institut ni les quarante autres qui n'attendent sans doute que le succès des premiers pour accourir à leur tour. » Le 10 octobre, jour de la fête nationale chinoise, un télégramme du président du conseil, Aristide Briand, donnait au préfet le feu vert : « pour rapatriement [des] élèves-ouvriers chinois dans les meilleures conditions de discrétion et d'efficacité ».

Au fort Moncloux, la vie devenait difficile et le moral baissait. Dans leur français approximatif, les reclus se plaignaient au préfet des conditions de leur détention : « Nous nous portons des effets sales et usés, et nous manquons des toilettes et des choses nécessaires ; ce que nous cause ou causera des maladies interminables. Fournissez-vous que de souffrances nous avons subies et en esprit et en matière ! » Mais lorsque parvint la nouvelle de l'expulsion prochaine, la panique s'empara des étudiants : certains écriturent des lettres suppliant au préfet ; d'autres essayèrent vainement de fuir en escaladant le mur de 8 mètres du fort Moncloux. Enfin, le 13 octobre, les furent conduits sous bonne escorte en gare des Brotteaux, expédiés dans des wagons de troisième classe vers Marseille et dirigés sur le quai de la Joliette, où les aperçut le fonctionnaire zélé des troupes coloniales. Par la voix de Poincaré, la France généreuse réclama avec insistance au gouvernement chinois les 134 724 francs et 20 centimes qu'avait coûté leur rapatriement sur un bateau de la Compagnie des Messageries maritimes.

L'écritain Cheng Tchong, ami de Paul Valéry, a laissé un témoignage de l'état d'esprit qui animait les étudiants-travailleurs au terme de leur expérience : « Ces jeunes Chinois ont fait une traversée de quarante jours, comme passagers d'entrepreneur, pour venir en France. Là, instruits par les difficultés et endurcis par la souffrance, ils sont devenus plus révolutionnaires que jamais. » Leurs maîtres d'autrefois évoluaient, eux, dans un sens diamétralement opposé. En 1927, à l'époque de l'insurrection de Shanghai, qui inspira à André Malraux la *Condition humaine*, les protagonistes de ces événements se retrouvèrent face à face : le trin Li Yuying, Wu Zhihui et Cai Yuanpei, du côté de Chiang Kai-shek, tandis que les anciens étudiants-ouvriers comptaient parmi les principaux cadres du Parti communiste, ceux qui allaient marquer la Chine de leur empreinte.

PHILIPPE VIDELIER
historien,
chargé de recherche au CNRS



Une photographie prise devant le mur d'enceinte de l'Institut de Lyon. Le quatorzième personnage en partant de la gauche (un Chinois portant une longue barbe) est Li Shizong (ou Li Yuying), l'un des promoteurs du mouvement Travail-études.

aux autorités françaises eurent lieu en février 1921, lorsque les plus mobilisés d'entre eux vinrent manifester leur colère devant la légation de Chine à Paris. Il fallut l'intervention musclée de la police française pour éviter que l'ambassadeur ne soit molesté ; un témoin rapporte qu'il fut bousculé de forme violente tandis que fusilaient les cris : « Cassons-lui la gueule ! » Dans les livres d'histoire pékinois, aujourd'hui encore, l'ambassadeur Chen Lu est gratifié du qualificatif peu aimable de « canaille rusée ». Ces événements contribuèrent à radicaliser les étudiants, qui tenaient réunion sur réunion, signaient des pétitions et se montraient sensibles aux arguments d'un noyau marxisant en cours de formation.

Aux mois de juin et juillet, une nouvelle agitation fit frémir la communauté des étudiants-ouvriers : la République chinoise, qui les abandonnait à leur misérable sort, entendait négocier un emprunt qui, aux yeux des jeunes gens pénétrés de sentiments patriotiques, allait renforcer encore la domination étrangère sur leur pays. La mobilisation contre l'emprunt donna lieu à d'autres échauffourées autour de l'ambassade chinoise. Zhou Enlai en fit un compte rendu exalté pour un journal de Tianjin : « Le deuxième meeting contre l'emprunt fut encore plus militant : le secrétaire de la légation, Wang, a été battu comme substitut à Chen Lu. » Nouvelle page de gloire pour les contestataires, l'affaire de l'emprunt était déjà source d'exaspération pour le gouvernement français.

La tension monta d'un cran encore lorsque les étudiants-travailleurs apprirent qu'une « université franco-chinoise » allait ouvrir ses portes à Lyon, par suite d'un accord entre les notables de la région, hommes politiques et professeurs, et les promoteurs chinois de la Société franco-chinoise d'éducation. Le nouveau projet ne laissait aux jeunes sans ressources aucun doute sur la considération dans laquelle ils étaient tenus. Des orientations idéalistes « d'études frugales et de travail diligent », il n'était plus question, et le nouvel Institut franco-chinois avait vocation à recevoir des

usine de chaussures en caoutchouc, il pratiquait le système mi-études, mi-travail. Il est tellement dévoré par l'ambition que certains de ses camarades ne peuvent pas le voir. » Son rôle dans les événements de 1921 est cependant si effacé que la critique ne trouve rien d'autre à lui mettre sous la dent. Ayant évité l'expulsion, il ne conquiert que plus tard ses lettres de noblesse révolutionnaires et le titre de « docteur en sciences » dont l'attribuent ses camarades.

Le rôle de Zhou Enlai

Ses biographies dévotement présentent au contraire Zhou Enlai comme le grand inspirateur de la rébellion que les Chinois nomment *Lida Yundong* : la marche sur l'université de Lyon. « A l'appel du camarade Zhou Enlai », est-il rapporté, une assemblée des étudiants-ouvriers se tint à Paris et décida, le 16 septembre 1921, de forcer les portes de l'Institut franco-chinois de Lyon. Il est loin d'être certain que Zhou Enlai tint le premier rôle : d'autres plus que lui (Cai Hesen, Wang Ruofei), semble-t-il, animaient les réunions radicales de la petite colonie. Quoi qu'il en soit, sur cette résolution, plus d'une centaine de jeunes Chinois désespérés et irrités convergèrent vers Lyon.

Le mercredi 21 septembre 1921, les étudiants en colère, pourvus d'une rousso (ils avaient pensé à tout), se retrouvèrent devant la lourde porte du fort Saint-Irénée qui devait abriter l'Institut franco-chinois : un vieux bâtiment militaire sur la colline qui domine Lyon, à deux pas de la basilique de Fourvière. Pour les autorités, la surprise fut totale. On attendait les Chinois officiels, ceux venus de Chine avec Wu Zhihui à leur tête, mais pas ces étudiants-travailleurs que le gouvernement chinois regardait comme « des coolies indigènes d'intérêt ». Très vite, après une première nuit concédée dans l'enceinte de l'institut, il fut décidé d'interner les rebelles au fort Moncloux. Ce qui fut fait, en fourgons, avec l'intervention des agents de la force publique. Les étu-

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugnot-Devallet, directeur général
Philippe Dupont, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : MONDIPUB 634 128 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les abonnements et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS UE
3 mois	440 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEZ
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Pneu RP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Freytag
directeur de la rédaction
Jacques Gelin
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thierry Ferey
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1990)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

GEORGES KIEJMAN

MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA COMMUNICATION

en direct sur

RTL

animé par
Henri MARQUE

avec André PASSERON
et Yves-Marie LARÉ (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Béatrice HADJAJE (RTL)

ETRANGER

HAÏTI : alors que l'embargo inquiète les milieux d'affaires

Un ancien défenseur des droits de l'homme a été nommé premier ministre

M. Joseph Nèrette, «président provisoire» d'Haïti, installé par les militaires qui ont renversé le président Jean-Bertrand Aristide, a nommé, vendredi 11 octobre, M. Jean-Jacques Honorat au poste de premier ministre. Directeur d'une organisation haïtienne de défense des droits de l'homme, M. Honorat sera chargé de former un gouvernement lorsque le Parlement aura ratifié sa nomination ; il a évoqué la possibilité d'un retour du père Aristide, à «certaines conditions».

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Agé de soixante ans, agronome et juriste de formation, M. Honorat s'était fait remarquer au cours des derniers mois par ses prises de position virulentes contre le président Jean-Bertrand Aristide. Avant même les élections du 16 décembre dernier, largement remportées par le père Aristide, M. Honorat avait délaissé la lutte en faveur des droits de l'homme, qu'il menait depuis plusieurs années, pour le combat politique contre le caudille des laïcs-pour-compte de la société haïtienne.

Une majorité des parlementaires s'est ralliée à ce qu'un diplomate appelle «le putsch constitutionnel», qui a suivi le sanglant coup d'Etat

militaire. Le choix du premier ministre a été précédé de consultations avec l'ensemble de la classe politique, à l'exception des partisans du père Aristide, qui réclament son retour sans conditions.

Menacés, pourchassés, les partisans du «père rouge» se cachent. Le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, a échappé de peu à une exécution sommaire, lors de son arrestation par les militaires la semaine dernière. M. Charles Magnan, un des chanteurs les plus populaires en Haïti, a été arrêté vendredi dans la maison où il s'était réfugié, au sud de la capitale.

Repression et début de résistance

Dans la clandestinité, le premier ministre Aristide tente d'organiser la résistance. Dans un communiqué diffusé sous le manteau, il appelle la population à ne pas payer ses impôts, ses factures d'électricité ou de téléphone, et à attendre de nouvelles instructions sur les ondes d'une radio émettant en crête, depuis la frontière avec la République dominicaine.

La répression continue de frapper les stations de radio qui ont pourtant cessé d'émettre des bulletins d'information dès les premiers jours du coup d'Etat. Après Radio Caïque, Radio Antilles vient d'être saisi. Seule la radio nationale, étroitement contrôlée, diffuse des informations justifiant

le nouvel ordre créé par le coup d'Etat et de longues diatribes contre le président Aristide. Le télédiff (le téléphone arabe version crête) est redevenu la principale source d'information et les rumeurs (rumeurs) contribuent à alourdir le climat.

La bourgeoisie et les milieux d'affaires, qui ne cachent pas leur soulagement à l'annonce du départ du président Aristide, s'inquiètent des réactions de la communauté internationale. L'embargo décrété par l'Organisation des Etats américains (OEA) sera-t-il dur ou mou ? Cette question, jusqu'à présent sans réponse, est au centre des conversations dans les bureaux et les commerces qui rouvrent timidement. «Le seul vrai péché, si les Américains veulent vraiment le retour d'Aristide, ils empêcheront les compagnies de livrer, et en moins de quinze jours le pays sera paralysé», affirme un chef d'entreprise.

L'inauguration des hibiscus

D'autres soutiennent qu'au nom des «aides humanitaires» et afin de ne pas aggraver la misère de la population, l'embargo sera souple et qu'il sera largement tourné par le contrebande, qui tient lieu de commerce avec la République dominicaine. Les relations entre le président dominicain Joaquín Balaguer et le père Aristide étaient tendues avant le coup d'Etat, et Saint-Domingue est la seule capi-

tale de la région à n'avoir pas fermement condamné les militaires putschistes. L'inquiétude, face aux effets de l'embargo, a poussé les représentants du secteur privé à se prononcer en faveur du retour du président Aristide, à condition que ses pouvoirs soient strictement limités.

«Entre deux maux, il faut choisir le moindre», explique le responsable d'une organisation patronale. Selon ce responsable, qui préfère ne pas être cité compte tenu du climat de violence, un embargo strict mettrait pour longtemps en péril ce qui reste de l'économie haïtienne, à commencer par les usines qui exportent des vêtements et des produits électroniques bas de gamme vers les Etats-Unis. Elles emploient plus de trente mille personnes.

La solution préconisée par le secteur privé, par l'ambassade des Etats-Unis et par une partie de la classe politique consisterait à faire revenir le président Aristide en limitant ses prérogatives à l'«inauguration des hibiscus», selon l'expression de l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufray. Une solution qui aurait le mérite de sauver la lettre, sans l'esprit, des grands principes démocratiques, mais qui ferait peu de cas du choix exprimé il y a dix mois par les électeurs haïtiens. Elle suppose surtout que ses promoteurs aient les moyens de convaincre les militaires putschistes.

JEAN-MICHEL CAROT

L'Assemblée générale de l'ONU réclame le retour au pouvoir du Père Aristide

Alors qu'environ 50 000 Haïtiens défilaient dans les rues de New-York pour réclamer le retour au pouvoir du père Jean-Bertrand Aristide, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté vendredi 11 octobre à l'unanimité et par consensus (sans vote) une résolution consacrée à la «crise de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Soutenant l'action de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'ONU «condamne fermement» le remplacement «illégal» du président haïtien élu conformément à la Constitution, de même que «l'usage de la violence, les contraintes imposées par l'armée et la violation des droits de l'homme dans le pays».

Cette résolution, qui juge «inacceptable» toute entité résultant de la situation illégale ainsi créée (allusion à la nomination d'un «président provisoire» en la personne de M. Joseph Nèrette), «réclame le rétablissement immédiat du gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide», ainsi que l'application de la Constitution et le respect des droits de l'homme. Pour autant, le texte ne va pas jusqu'à exiger l'instauration d'un embargo commercial vis-à-vis

d'Haïti, une mesure appliquée depuis le 8 octobre par l'OEA, et se contente d'invoquer la «nécessaire augmentation de la coopération technique, économique et financière lorsque l'ordre constitutionnel sera restauré en Haïti de façon à soutenir son développement économique et social et à renforcer ses institutions démocratiques contre tout risque de déstabilisation».

La France a demandé le «rétablissement immédiat du gouvernement légitime d'Haïti», dénonçant le processus visant à désigner un «président provisoire», qui constitue, selon elle, «un second coup d'Etat». Rappelant qu'ils avaient suspendu toute assistance à Haïti et gelé les avoirs haïtiens, les Etats-Unis ont demandé au secrétaire général de l'OEA de maintenir des contacts «avec les organisations politiques et démocratiques constituées en Haïti» de façon à garantir les conditions «d'un retour au pouvoir du président Aristide».

Cette réaffirmation sans ambiguïté du soutien américain au père Aristide vise à mettre un terme au flottement observé à Washington après l'échec de la mission de l'OEA à Port-au-Prince et les critiques formulées alors, dans certains milieux haïtiens, sur les premiers mois d'exercice du pouvoir par le président Aristide alors que, dans un premier temps, les Etats-Unis avaient condamné sans équivoque le coup d'Etat.

SERGE MARTI

DIPLOMATIE

La construction européenne
Paris, Bonn et Madrid définissent leur position sur l'union politique

Les ministres des affaires étrangères français, allemand et espagnol ont réaffirmé vendredi 11 octobre, à l'issue d'un déjeuner de travail au quai d'Orsay, «leur volonté d'offrir la présidence néerlandaise de la Communauté à la fin du prochain Conseil européen» et «d'engager ainsi vers une union européenne à vocation fédérale». Lors de ce Conseil, les 9 et 10 décembre à Maastricht, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze auront à se prononcer sur les projets d'union politique et d'union monétaire.

Dans leur communiqué de vendredi, MM. Dumas, Genscher et Ordóñez déclarent :

«L'union économique et monétaire et l'union politique forment un tout.

«La mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité constitue une composante nécessaire de l'union politique ; elle doit inclure l'ensemble des questions relatives à la sécurité et à la défense, avec la perspective, à terme, d'une défense commune. Nous plaidons pour le recours au vote à la majorité qualifiée pour les modalités de mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité.

«L'Union de l'Europe occidentale, qui fait partie intégrante du processus menant à l'Union européenne, pourra être chargée de mettre en œuvre la politique de sécurité et de défense.

Le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a d'autre part déclaré qu'il n'y a pas de doute que MM. Dumas et Genscher, qui avaient pris l'initiative de cette rencontre, à laquelle s'est associé le ministre espagnol, aient eu pour intention de court-circuiter la présidence néerlandaise. «C'est une fausse querelle», a-t-il dit.

«Je ne vois aucune difficulté à ce que les Français, les Allemands et les Espagnols discutent de leur position avant le sommet de Maastricht», a, pour sa part, déclaré vendredi à Blackpool le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, qui a qualifié la rencontre de Paris de «non à fait naturelle».

M. Jiang Zeming rejoint Kim Il-sung à Nankin. Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zeming, s'est rendu «spécialement» à Nankin le jeudi 10 octobre afin d'y retrouver le maréchal Kim Il-sung, chef d'Etat de la Corée du Nord, qui poursuit dans diverses provinces chinoises une visite officielle de dix jours commencée le 4 octobre à Pékin (le Monde du 9 octobre). - (AFP)

ETATS-UNIS : le Sénat et le harcèlement sexuel

Le juge Clarence Thomas face à M^{me} Anita Hill : parole contre parole

Le président George Bush a réaffirmé son soutien à 100 % au juge noir Clarence Thomas, qu'il a nommé à la Cour suprême. Ce dernier a violemment récusé, vendredi 11 octobre, les accusations de harcèlement sexuel qu'une de ses anciennes collaboratrices, M^{me} Anita Hill, continue de porter contre lui, avec force détails, devant la commission sénatoriale chargée de confirmer ou de rejeter sa candidature.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ensemble, d'un même mouvement, les quatorze sénateurs - tous des hommes - piquent du nez dans leurs dossiers. Ils sont alignés côte à côte, assis à une longue table recouverte d'un tapis vert, dans un salon à colonnades du Congrès. Ce qu'ils entendent est assez inhabituel en ces lieux. Devant eux, seule, une jeune femme au tailleur bleu témoigne : Anita Hill accuse le candidat de la Maison Blanche pour un poste de juge à la Cour suprême, le juge Clarence Thomas, de lui avoir fait de très obscènes propositions.

C'était il y a dix ans, lorsque Clarence Thomas était le patron d'Anita Hill dans l'administration. Le jeune homme accuse le juge de lui avoir fait des avances en évoquant ses pousseuses érotiques, son goût pour les films pornographiques, sa curiosité pour les pratiques sexuelles de groupe (avec la participation d'animaux), son intérêt pour telle partie de l'anatomie féminine - bref, d'avoir profité de sa fonction, pour la harceler.

A chaque détail, de plus en plus cru, les sénateurs se courent davantage sur leur bureau, main sur le front, se réfugiant pudiquement dans la contemplation de leurs papiers. Le soleil est silencieux ; pas une seule de la centaine de personnes présentes n'ose émettre la moindre bruit.

La scène se déroulait vendredi 11 octobre devant la commission judiciaire du Sénat qui, depuis plusieurs semaines, est chargée d'examiner la candidature du juge Thomas, un Noir républicain et conservateur.

Un grand psychodrame

Toutes les grandes chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes, y compris le sacro-saint journal télévisé et les publicités, pour diffuser en direct, durant plus de dix heures, ce grand psychodrame à l'américaine. Ce fut un mélange de moralisme axé, de zèle de passion inquisitoriale, de pruderie et de débalage sordide, d'arrière-pensées politiques et de souci de dénoncer une pratique - le harcèlement sexuel - dont sont victimes des millions de femmes.

Pendant près de six heures, Anita Hill a répondu sereinement à toutes les questions des sénateurs. Il y a cependant, une zone d'ombre dans son témoignage : si le juge Thomas a eu le comportement qu'elle décrit, pourquoi l'a-t-elle suivi d'un département ministériel à l'autre, pourquoi, après avoir quitté le gouvernement, s'est-elle continuée à lui téléphoner de temps à autre pour solliciter son avis, prendre de ses nouvelles ?

Vanu témoigner le premier, le juge Clarence Thomas avait été tout aussi éloquent et éloquent. Il a nié en bloc. Il a affirmé avoir cherché en vain dans sa mémoire ce qu'il aurait bien pu dire d'ambigu à Anita Hill lorsqu'ils travaillaient sous ses ordres, au département de l'éducation puis à la commission de contrôle des pratiques discriminatoires dans le travail.

«Dieu jugera», a dit le juge. Il raconte encore l'incroyable «harcèlement» journalistique auquel il est, lui, soumis : constamment suivi par les caméras de la télévision, son garage fouillé par des journalistes qui scrutent les visages

livres qui y sont rangés, dans l'espoir de trouver quelque ouvrage licencieux, son dossier de divorce (d'un premier mariage) étalé sur le placard, etc.

«Avoir été nommé par le président George Bush a été un honneur», explique-t-il ; depuis, c'est devenu un cauchemar, «ça n'est plus l'Amérique, c'est du Kafka». Le juge n'attend pas être «humilié davantage» ; il assure qu'il préfère renoncer à siéger à la Cour suprême plutôt que subir encore, avec sa famille, cette enquête continue de la presse et des sénateurs : «Je ne vous donnerai pas la corde pour me lyncher», lance le noir Clarence Thomas aux quatorze Blancs de la commission.

Anita Hill (trente-cinq ans) et Clarence Thomas (quarante-trois ans) se rassemblent étrangement. Tous deux Noirs, nés en Géorgie, dans des milieux extrêmement modestes, ils ont déclaré avoir travaillé dur, contrairement à la pauvreté et le racisme, pour grimper l'échelle sociale. Tous deux diplômés de Yale, ils sont devenus des juristes respectés : elle est aujourd'hui professeur de droit dans l'Oklahoma, il est juge à la cour d'appel du district de Columbia (Washington). C'est le père de l'un contre celle de l'autre, devient des sénateurs perplexes et une opinion publique partagée, les femmes penchent plutôt pour Anita Hill. Vendredi prochain, lorsque le Sénat devra trancher en séance plénière.

ALAIN FRACHON

Le début officiel des campagnes électorales de M. Bush. En autorisant la création d'un comité pour récolter les fonds qui lui sont nécessaires, le président George Bush a officiellement lancé sa campagne électorale pour obtenir un second mandat lors des élections de novembre 1992. Ce comité était baptisé Bush-Quayle 92, le président confirme ainsi qu'il conservera le vice-président Dan Quayle comme colistier, en dépit de la faible popularité de ce dernier. M. Bush doit officiellement annoncer sa candidature au janvier prochain. - (AFP, Reuter, AP)

CUBA : véritable «gouvernement de l'ombre»

Le secrétariat du comité central du Parti communiste est supprimé

Les délégués du quatrième congrès du Parti communiste cubain ont approuvé à l'unanimité, vendredi 11 octobre, une résolution éliminant de l'organe directeur du parti «la structure du secrétariat du comité central» et la «catégorie de membres suppléants» dans toutes les instances du PCC (une centaine de postes), selon l'agence officielle cubaine AIN. Ces modifications visent, à réduire «la charge bureaucratique aux différents niveaux», à rendre «plus efficace la gestion du parti» et à donner «une importance maximale à la démocratie interne la plus large».

L'élimination du secrétariat, véritable «gouvernement de l'ombre» qui contrôlait directement tous les ministères du gouvernement cubain, semble indiquer une volonté de séparer les rôles de

l'Etat et du parti. L'effet le plus visible et le plus immédiat de cette décision devrait être, estime-t-on, un effacement des titres du numéro un cubain Fidel Castro, jusqu'à présent premier secrétaire du comité central, et de son frère Raul, second secrétaire.

Cette résolution sur les statuts - la première adoptée par le congrès qui a commencé ses travaux jeudi - a également ouvert la possibilité aux «révolutionnaires d'avant-garde ayant des croyances religieuses d'entrer dans le parti». Sept autres décrets ont par ailleurs été arrêtés jeudi et vendredi, ce qui porte à treize le nombre des «démocrates» incarcérés au cours des derniers jours, selon M. Elizardo Sánchez Santa Cruz, président de la commission des droits de l'homme et de la réconciliation, organisation illégale. - (AFP, Reuter)

MANAGER LES ECRITS de vos collaborateurs

82 F

FAIRE LA SYNTHÈSE d'une réunion, d'un dossier, d'un entretien

94 F

BIEN ECRIRE EN AFFAIRES

93 F

DEVENIR UN LECTEUR PERFORMANT

89 F

LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE

DUNOD

Il s'agit de savoir qui fait quoi (le cadre) et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

groupe des Sept, consacré précédemment à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

directement au marché international des capitaux et qui bénéficie de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

EUROPE

Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

« Une Russie forte est la seule chance de construire une nouvelle Union », nous déclare M. Kozyrev

Le ministre des affaires étrangères de la Russie, M. Andreï Kozyrev, achève, samedi 12 octobre, un séjour en France, où il devait proposer l'ouverture d'un consulat et d'une chambre de commerce de la Russie et préparer une visite de M. Boris Eltsine début 1992. Dans un entretien au Monde, M. Kozyrev estime qu'il faut supprimer la dualité du pouvoir centre-République qui persiste dans la seule Fédération de Russie.

« Des conflits déchirent actuellement la direction de la Russie. Obéissent-ils à une logique politique ?

— Il ne s'agit pas de conflits de personnes, mais d'un différend entre gens qui partagent un objectif commun. Tous sont pour des réformes radicales et estiment souhaitable le maintien d'une union politique et économique entre les Républiques. Mais, pour les uns, les réformes ne sont possibles qu'avec un pouvoir central fort, les autres ne sont pas prêts à renoncer à leur souveraineté ; de l'autre, les structures du pouvoir central qui existent encore ne peuvent pas

guider les réformes, elles ne peuvent que les gêner.

— Que proposez-vous donc ?

— Le problème est que ces vieilles structures bureaucratiques ne fonctionnent quasiment plus qu'en Russie. Certaines Républiques ne sont déjà plus dans l'Union depuis longtemps, toutes ont leurs propres ministères républicains. En Russie, par contre, le dualisme centre-République perdure. L'existence de deux gouvernements, de deux bureaucraties concurrentes sur un même territoire y paralyse les réformes et même toute action. Cette paralysie au centre renforce le chaos dans l'Union et menace l'unité de la Fédération de Russie elle-même.

— Mais si 80 %, par exemple, des structures centrales — les ministères de branches qui existent toujours sous d'autres noms — passent sous direction russe, comme cela s'est fait dans les autres Républiques, la Russie pourrait enfin sortir de sa léthargie. Et, au lieu d'attendre la signature d'un traité d'union qui ne vient pas, définir elle-même ses réformes et inviter les autres Républiques à y participer sans contrainte.

— C'est ce que voulait dire M. Guennadi Bourboulis, le bras droit de M. Eltsine, en appelant la Russie à devenir l'héritière des structures de l'Union ?

— Oui, sauf que la Russie ne

prétend pas se substituer au vieux centre pour diriger les Républiques, mais créer ses propres structures. La Russie ne peut être un « centre », mais l'ancien centre ne peut plus l'être non plus. C'est pour cela que nous sommes opposés au texte signé à Alma-Ata sur l'union économique. Il ne définit pas les fonctions ni les structures du centre, qui a toutes les chances de revenir ainsi au même vieux système, amorphe et sans autorité. De plus, le texte parle toujours de « consensus » (soglasie en russe), c'est-à-dire qu'il reconnaît le droit de veto, un droit que vont utiliser les Républiques les plus conservatrices, celles qui se sont empressées d'accepter l'accord.

— Il ne propose pas une intégration à l'occidentale, mais un nivellement par le bas, comme dans les kolchozes soviétiques. Nous, nous voulons remplacer le principe du consensus par un mécanisme de « coordination ». La Russie, du fait de son poids objectif, peut proposer des réformes et les Républiques peuvent s'y joindre ou non, ou bien plus tard. Il faut aussi éviter tous les flous de l'accord, qui prévoit, dans vingt cas, la nécessité d'accords « complémentaires ». Ces accords sont de toute façon nécessaires, mais c'est une œuvre de longue haleine.

— Il n'y aura donc pas d'accord signé bientôt ?

— Pourquoi ? Je pense que les amendements nécessaires peuvent intervenir très vite : on peut retravailler le texte, faire une déclaration unilatérale expliquant la position de la Russie sur les mécanismes de coordination ou encore, conclure un protocole adjoint à l'accord. Mais l'important, actuellement, reste de réorganiser le gouvernement russe, de le renforcer pour le rendre capable de mener les réformes et, parallèlement — et non pas ensuite — négocier avec les Républiques.

— Si nous n'arrivons pas à mener une réforme financière en coordination avec les Républiques, la Russie peut commencer la sienne de façon autonome : cela ne mènera pas forcément à plus de barrières douannières qu'il n'en existe actuellement. Les Républiques pourraient se trouver obligées de s'associer aux mesures d'assainissement financier décidées par la Russie, alors qu'elles refuseront d'obéir à des injonctions du centre.

— Reconnaissez-vous à ce « centre » les compétences en matière militaire, alors que vous-même venez de proposer à l'envoyé du président Bush des mesures de désarmement nucléaire ?

— Le nucléaire est bien sûr un des secteurs où le centre est indis-

pensable. Mais la Russie a la possibilité et l'obligation de donner son avis, sans remplacer le centre dans les négociations. Je pense que les idées que j'ai avancées seront prises en compte par le centre. Elles vont dans le même sens : par exemple, sur le traité START, qui prévoit une réduction de 40 % des têtes de missiles à longue portée. M. Gorbatchev a proposé de passer à 50 % et nous, à 60 %. Nous voulons aussi suivre M. Bush dans son souci de changements qualitatifs visant la stabilité, par exemple dans le développement des systèmes antimissiles.

— Vous êtes le seul, parmi les représentants de Républiques en visite à Paris, à occuper les

locaux de l'ambassade soviétique. Est-ce encore la Russie qui veut hériter des structures de l'Union ?

— Non, bien sûr, il faut que l'ambassade de l'Union soit ouverte à toutes les Républiques. Et nous avons pas d'ambassadeurs de Russie. Le président Gorbatchev a une stature internationale et il peut jouer un grand rôle en soutenant les réformes russes. Je pense que nous serons tous, en Russie, d'accord sur un point : une Russie forte, qui devienne un partenaire attirant pour les autres Républiques, est la seule chance de construire une nouvelle Union, qu'aujourd'hui tous cherchent à fuir.

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAB

Des municipalités proposent la suppression de la fête du 7 novembre. — Les municipalités de Moscou et de Saint-Petersbourg ont proposé, vendredi 11 octobre, de supprimer la Fête de la Révolution du 7 novembre. Moscou propose de déplacer les jours fériés des 7 et 8 novembre aux 30 et 31 décembre, tandis que Saint-Petersbourg suggère de faire du 7 novembre la fête du nouveau nom de Leningrad. — (AFP, Reuters)

GEORGIE : deux morts en Ossétie. — Deux personnes ont été tuées et huit autres blessées, ven-

dredi 11 octobre, à Tskhinvali, chef-lieu de l'Ossétie du Sud, lors d'échanges de tirs entre Géorgiens et Ossètes, a rapporté l'agence Tass. — (AFP)

Un camion pour Saint-Petersbourg. — L'association des artistes russes de Paris prévoit d'envoyer, à la mi-novembre, un camion chargé de vêtements, vivres, médicaments et jouets aux enfants de Saint-Petersbourg. Les dons et chèques sont recueillis par l'association « Court-circuits », 36, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél. : 42-51-48-19.

Ralliement au projet de traité économique

Suite de la première page

Rien n'est dit, par exemple, sur l'avenir du KGB russe, qui, en outre, a repris une bonne part des attributions du grand frère déchu sur le territoire de la fédération de Russie.

Le Conseil d'Etat n'a consacré qu'une petite partie de son temps à cette « réorganisation » radicale, mais sans surprise. Ce qu'on attendait d'abord de lui, et ce qui s'essentielle, c'est de réaffirmer l'attention des médias soviétiques, c'est qu'il prenne position sur le projet de traité économique, paré de dix jours plus tôt à Alma-Ata, mais furieusement attaqué entre-temps par une série de responsables russes.

On craignait donc que les choses ne se passent plutôt mal, mais M. Boris Eltsine, revenu tout bronzé de ses vacances sur les bords de la mer Noire, a heureusement surpris les partisans du traité : mercuriellement un terme à la cacophonie créée par ses multiples conseillers, il a annoncé que la Russie était décidée à signer le texte d'ici au 15 octobre.

Les dirigeants des neuf autres Républiques qui ont participé au Conseil (Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménie, Ouzbékistan) ont pris le même engagement, ce qui, pour certaines d'entre elles, peut paraître surprenant. La veille encore, le président kirghize, M. Askar Akaiiev, se répandait en sarcasmes sur le compte de « Sir Grigori Jorinsky », le père du projet, coupable de vouloir « ressusciter sous d'autres cœurs les organes de l'empire ».

Un « oui » en forme de « oui mais » En fait, au-delà de cette déclaration d'intention (à laquelle n'ont donc pas souscrit, en plus des trois pays baltes, la Géorgie et la Moldavie), l'avenir de ce traité reste un peu brumeux : d'abord parce que le « oui » de M. Boris Eltsine ressemble fort à un « oui mais ». La Russie, a-t-il expliqué, signera d'ici au 15 octobre, mais il faudra auparavant que tous les points particuliers laissés en suspens par le projet de traité soient l'objet

d'un accord. Or, les points en question sont au nombre de dix-sept, et certains touchent des problèmes aussi ardues que la répartition de la dette. Peut-on raisonnablement espérer apaiser toutes ces difficultés en quatre jours ?

M. Eltsine a d'ailleurs ajouté d'autres conditions : il souhaite que soient réexaminées les dispositions concernant la subordination des banques des diverses Républiques à la Banque centrale. Il veut aussi que « cesse le financement des organes économiques qui ne sont pas prévus par le traité ».

M. Gorbatchev : « Nous perdons du temps »

D'autres dirigeants ont eux aussi formulé des réserves : l'azerbaïdjanais Moutalibov a fait savoir que sa République se refusait à signer quoi que ce soit tant qu'elle serait l'objet d'une « agression généralisée » (de la part des Arméniens du Haut-Karabakh). De plus, si les participants à la réunion ont affirmé leur désir de signer le traité à très court terme, ils ont également fait savoir qu'ils décide-

raient ultérieurement de la date à laquelle le texte en question devrait être soumis à ratification...

M. Mikhaïl Gorbatchev avait ouvert la séance en des termes dramatiques en expliquant que « la patience du pays était à bout », que « l'on perdait du temps », qu'il y avait « des tentatives pour opposer entre eux les membres du Conseil d'Etat et susciter la méfiance ». Et il avait aussi souligné que tout cela ne passait pas inaperçu aux yeux des « partenaires étrangers ».

En apparence, son appel a été entendu et le Conseil a fait ce que l'on attendait de lui. A moins qu'il n'ait surtout fait en sorte, par le biais d'une proclamation de bonnes intentions, de rassurer l'opinion et « les partenaires étrangers », quitte à gonfler les désaccords profonds qui risquent de réapparaître très rapidement.

Pour le reste, le Conseil a adopté sans difficulté des dispositions concernant l'approvisionnement alimentaire des Républiques pour l'hiver prochain et pour l'année 1992. Quant au traité d'union politique entre les « Etats souverains », les dirigeants des Républiques se sont accordés dix jours pour donner leur appréciation sur le projet publié par les services de M. Gorbatchev.

JAN KRAUZE

Un numéro spécial des «Dossiers et documents du Monde»

L'URSS, de la perestroïka à l'après-communisme

Quand, peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev lança la politique de perestroïka et de glasnost, il s'agit pour lui de réformer le communisme, d'améliorer les performances, d'effacer les traits les plus barbares et les plus rétrogrades, sans mettre en cause les fondements du système. Les contradictions de cette réforme impossible ont provoqué, pendant six ans, des ébranlements successifs qui, chaque fois, obligé le président de l'URSS à aller plus loin que ses intentions proclamées.

Léninisme affiché, Mikhaïl Gorbatchev a appliqué avec brio une maxime de son maître : « Un pas en avant, deux pas en arrière ». Il se dit communiste quand il scie les bases de l'omnipotence du parti ; il pleide pour la démocratie quand il envoie les troupes spéciales à l'assaut du Parlement lituanien.

Ce jeu de bascule avait épuisé ses affaires quand le putsch d'août 1991 a éclaté. Formé pour sauver le système, le complot maladroite des nostalgiques du communisme

lui a porté un coup fatal. Il a mis au jour ce que les démocrates soviétiques savaient depuis longtemps, mais que Mikhaïl Gorbatchev, élevé dans le sérail, ne pouvait pas admettre : la seule réforme possible du système soviétique, c'est sa destruction. Celle-ci passe par la disparition du Parti communiste, la dissolution des institutions stalinianes, la fin de l'empire et la revanche des nationalités...

Réunissant des articles publiés dans la quotidienneté et de nouveaux points de vue, le brochure du Monde retracera la maturation d'une révolution, brusquement éclatée par le tentative de putsch, le passage du stalinisme-brefnévisme à l'après-communisme, y compris dans les relations internationales. La question de savoir si cet après-communisme sera synonyme de démocratie est une autre histoire.

D. V.

► Numéro spécial de «Dossiers et documents du Monde», nouvelle édition octobre 1991, 114 pages, 42 francs, en vente chez tous les marchands de journaux.

GRANDE-BRETAGNE : la fin du congrès conservateur de Blackpool

« Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée »

déclare M. Major

M. John Major a clôturé, vendredi 11 octobre, les travaux du congrès conservateur de Blackpool. Le premier ministre est, dans une large mesure, parvenu à imposer son autorité sur un parti encore profondément marqué par le « règne » de M. Thatcher. Il s'est présenté comme un homme de caractère qui, notamment sur l'Europe, tiendra bon : il n'est pas question, a-t-il dit, d'imposer une monnaie unique à la Grande-Bretagne.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

L'ère de « Maggie » était définitivement achevée, vendredi 11 octobre, à Blackpool, quand le premier ministre a été élu. M. John Major a été élu, et a-t-il dit, d'imposer une monnaie unique à la Grande-Bretagne.

Le passage le plus faible de l'intervention de M. Major était sans doute sa vision, attendue, des « années 90 » : la « chorée des citoyens » qui constitue la plateforme électorale du Parti conservateur relève quelque peu d'un catalogue de bonnes intentions. M. Major a résumé ce programme par un slogan : « Le pouvoir de choisir, le droit de passer ». Se présentant comme le défenseur de vertus et de valeurs « ordinaires », il a rappelé ses origines sociales humbles (il est né dans un quartier pauvre de Brixton) pour glorifier cette Grande-Bretagne qui, grâce au Parti conservateur, donne à chacun ses chances.

Avec le style modeste qui lui est propre, il a abondamment usé du registre d'un premier ministre proche des gens et de leurs problèmes. Sorti à seize ans du système scolaire, M. Major s'est moqué de lui-même — « on n'a jamais tant écrit sur si peu » — pour défendre une éducation « de base », fort éloignée des « théories progressistes ».

Sensible à la situation de ceux qui sont à la recherche d'un emploi — « je sais ce qu'ils ressentent, je l'ai moi-même », a-t-il dit — M. Major a insisté sur la violence qui a récemment enflammé plusieurs villes de Grande-Bretagne, le premier ministre a aussi répondu avec détermination à la campagne lancée par le Parti travailliste à propos de la privatisation du Service

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

national de santé (NHS), voulue, selon le Labour, par les conservateurs. M. Major a réaffirmé que les principes de base du NHS (notamment la gratuité) sont préservés et qu'il n'était pas question de privatiser celui-ci.

Une « perspective incertaine »

Mais c'est l'Europe — où s'exerce la surenchère nationaliste de M. Thatcher — qui a représenté le point fort de ce discours. M. Major a souhaité « une plus grande union entre Etats, pas une fusion fédérale d'Etats. Quelqu'un de nos partenaires, j'en ai peur, sont davantage prêts à élaborer de nouvelles règles qu'à les conserver », a souligné le premier ministre. Nous avons besoin d'un système qui puisse répondre effectivement à ceux qui se prétendent Européens mais qui déçoivent les citoyens (1) ou entraînent le libre commerce.

M. Major a estimé que la monnaie unique européenne consistait, « au mieux, une perspective incertaine ». « Tout traité, a-t-il dit, doit prévoir la possibilité qu'une décision séparée soit prise — pas maintenant, mais à une date future, par le gouvernement et le Parlement britanniques. Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée. Et je n'accepterai pas un traité qui voudrait nous imposer une monnaie unique, à quelque date que ce soit ».

« En aucune circonstance », a continué M. Major, ni maintenant ni à l'avenir, un gouvernement conservateur n'abandonnera le droit de prendre des décisions cruciales à propos de notre sécurité, de notre politique étrangère et de notre défense. C'est pourquoi le premier ministre ne peut pas « garantir » que les négociations européennes vont aboutir, puis- qu'il s'agit de placer « les intérêts de notre pays avant un accord ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Il s'agit d'une allusion à l'attaque d'un camion britannique transportant de la viande de mouton, par des agents français, fin septembre 1990.

Le Monde ÉDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde ÉDITIONS

Les échos de la mémoire

Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale

Georges Kantin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

EUROPE

YUGOSLAVIE

Incertitudes sur les modalités du cessez-le-feu en Croatie

Le bloc serbe de la présidence collégiale yougoslave, qui s'était emparé du pouvoir au début du mois en décrétant le « danger de guerre imminente », s'est opposé, vendredi 11 octobre, à l'évacuation de l'armée yougoslave de Croatie. Dans la matinée, le ministère fédéral de la Défense avait démenti les déclarations du ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, selon lesquelles le retrait progressif de l'armée fédérale de la Croatie avait été décidé lors de la réunion de jeudi à La Haye. Samedi, le cessez-le-feu semblait à peu près respecté, sauf à Osijek et à Vukovar, en Slavonie.

BELGRADE

de notre correspondant

« Aucun accord n'a été signé jeudi 10 octobre à La Haye », affirment, vendredi, les autorités militaires à Belgrade. Propos curieux, puisque aucun des trois protagonistes yougoslaves (les présidents croate et serbe et le ministre fédéral de la Défense, le général Kadijevic) présents dans la capitale néerlandaise n'avait démenti les propos de M. Van den Broek. Aucun accord n'avait alors été signé en bonne et due forme, mais il existait, semble-t-il, un engagement formel.

La Serbie veut que « tous les Serbes vivent dans un même Etat » et elle entend protéger – avec l'aide de l'armée fédérale – les Serbes de Croatie qui sont, selon elle, menacés de « génocide par le régime fasciste et sanguinaire de Zagreb ». Au lendemain de la sécession de la Croatie, il était donc surprenant que les dirigeants serbes acceptent aussi facilement, à La Haye, que l'armée yougoslave se retire de l'ensemble du territoire croate. Les décisions prises, vendredi, par le bloc serbe de la présidence yougoslave témoignent d'un certain malentendu.

La présidence collégiale, réduite à quatre membres – représentant la Serbie, son allié le Monténégro et les deux provinces autonomes serbes, la Voïvodine et le Kosovo – juge « absolument inacceptable le

retrait de l'armée fédérale des territoires de Croatie où vivent des Serbes car cette mesure les exposerait à un danger de liquidation physique ». C'est pourquoi elle estime que « les forces armées fédérales doivent rester sur les territoires qu'elles occupent actuellement tant que la crise yougoslave n'aura pas été réglée politiquement ». Dans l'attente d'une solution, l'armée yougoslave respectera la trêve, à condition que les forces croates lèvent le blocus des centres et des bâtiments militaires et permettent le regroupement des unités fédérales. Le cas échéant, la présidence ordonnera l'usage de la force.

Concernant la sécession de la Slovénie et de la Croatie, le bloc serbe de la présidence estime que ce sont « des actes illégaux (...) qui portent atteinte à l'intégrité territoriale de la fédération yougoslave et remettent en question ses frontières internationales ». Il menace ouvertement la communauté internationale en cas de reconnaissance des Républiques sécessionnistes : « Toute tentative de reconnaissance des proclamations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie sera considérée comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, comme un acte dirigé contre son autorité territoriale (...) ». Dans ce cas, la Yougoslavie emploiera tous les moyens dont elle dispose. » De plus, il précise que la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie représenterait une violation de la

Charte des Nations unies, des accords de Helsinki et de toutes les conventions internationales concernant l'intangibilité des frontières : « Ces actes unilatéraux et leur reconnaissance risquent d'aggraver encore plus la situation, d'ouvrir de nouveaux foyers de crise et d'entraîner le pays dans le chaos et dans la guerre civile totale. »

Le respect du moratoire

La présidence serbe n'enregistre que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le redécoupage des frontières doit être négocié dans le cadre de la Constitution yougoslave et ne peuvent, en aucun cas, être décidés unilatéralement, au détriment des autres peuples qui vivent dans les Républiques sécessionnistes. Selon le bloc serbe de la direction collégiale, la sécession de la Slovénie et de la Croatie empêche le bon déroulement de la conférence de paix sur la Yougoslavie puisqu'elle anticipe le dénouement de la crise. Elle juge, par conséquent, « indigne » que les deux Républiques sécessionnistes respectent le moratoire sur la mise en œuvre de leur déclaration d'indépendance pendant toute la durée de la conférence. Depuis l'expiration du moratoire de trois mois obtenu par la trêve européenne, le 7 juillet dernier à Brijuni, la Serbie réclame sa prorogation.

FLORENCE HARTMANN

Les représentants de la minorité serbe de Croatie à Paris. – M. Heori Wijayaendts, ambassadeur des Pays-Bas en France et coordonnateur des trois groupes de travail de la conférence de La Haye sur la Yougoslavie, devait s'entretenir, samedi 12 octobre à Paris, avec des représentants de la minorité serbe de Croatie. Ceux-ci seraient MM. Milan Basic et Goran Hadjic, respectivement « chefs de gouvernement » de la Krajina (arrière-pays dalmate) et de la Slavonie, Baranja et Srem occidental.

Le président albanais reconnaît la légitimité de la République du Kosovo. – Le président albanais, M. Ramiz Alia, a reconnu, mercredi 9 octobre, la légitimité de la

République du Kosovo, proclamée par les Albanais de cette province yougoslave sous tutelle serbe au lendemain d'un référendum clandestin sur son indépendance. Dans un message adressé à M. Iljaz Ramajli, président de l'Assemblée du Kosovo, M. Alia « solennel » nom du peuple albanais les résultats positifs du référendum qui a proclamé la République du Kosovo, Etat souverain, ayant le droit d'être un élément constitutif de la communauté des Etats de Yougoslavie. Selon les résultats de la commission électorale du Kosovo, et annoncés par ATA à Tirana, 99,87 % des 914 502 votants se sont prononcés pour la souveraineté du Kosovo. – (AFP)

Les ambitions de M. Petre Roman

Suite de la première page

Façon de parler, bien entendu, puisque M. Theodor Stolojan, ancien ministre des Finances du gouvernement Roman, est l'un de ses proches et que c'est Petre Roman lui-même qui a avancé son nom.

La stratégie immédiate de M. Roman consiste donc, d'abord, à garder le contrôle du gouvernement. Il ne va cependant pas y placer ses premiers lieutenants, en particulier M. Adrian Severin, jusqu'ici vice-premier ministre et qui passe pour le véritable moteur de la réforme économique : « Le rôle politique est trop important, explique-t-il, je les garde en réserve pour préparer avec moi le prochain gouvernement. »

La docilité de M. Stolojan

Façon de parler, encore une fois, puisque le président Iliescu était catégoriquement opposé à ce que M. Severin fasse partie du gouvernement Stolojan. Mais, loin de présenter la « mise en réserve » de M. Severin comme une concession à M. Iliescu, M. Petre Roman s'empresse d'ajouter : « C'est plutôt que je veux le préserver de l'érosion que va subir ce gouvernement. »

L'échec du gouvernement Stolojan fait donc partie, visiblement, des scénarios de M. Roman dans l'optique d'un retour aux affaires. Ce nouveau premier ministre, un homme austère qui déclare ouvertement n'avoir aucune ambition politique et ne fait pas mystère du peu d'enthousiasme que lui inspire sa nomination, a, selon M. Petre Roman, une double mission : « Réaliser la convertibilité du leu et commencer la privatisation. Si la réforme continue, sinon, il l'a clairement dit, son rôle s'arrêtera là. Il ne fera aucun compromis politique. »

D'une docilité exemplaire, M. Stolojan vient d'ailleurs d'admettre, dans un entretien à l'agence Tass, que l'une de ses principales tâches serait de « préparer le terrain » pour le gouvernement qui sera formé après les élections, vraisemblablement début 1992, et que M. Roman souhaite anticiper.

Mais c'est peut-être aller un peu vite en besogne car, pour l'heure, les négociations sur la formation d'un gouvernement Stolojan pèti-ent : l'opposition trouve les prétentions du FSN excessives, certains s'étonnent de voir M. Roman prendre une part aussi importante à ces pourparlers et M. Stolojan se tait. Quant aux professions de foi pour la poursuite des réformes, elles sont contredites par l'une des dernières mesures prises par le gouvernement Roman, le 8 octobre : le gel des prix, jusqu'au 15 octobre, des produits alimentaires, les seuls à avoir échappé jusqu'ici à la libéralisation des prix.

Rénover le Front du salut

Autre volet de la stratégie de M. Roman : rénover le FSN, « le parti » comme il dit, dont il reconnaît que la base est « très hétérogène », « lui faire adopter un programme politique abandonnant toute référence à l'idéologie marxiste, peut-être changer de nom ». Cela va de pair avec la dénonciation des « anciennes structures » : pour l'instant, les rares tâches que M. Roman ait osé demander – le président du Sénat et le chef du SRI, l'héritier de la Securitate – sont toujours en place.

Le président Iliescu pourrait-il être classé parmi ces « anciens de l'appareil » ? Dans l'entourage de M. Roman, on fait volontiers savoir que les relations entre les

deux hommes sont devenues exécrables. Mais, fidèle à sa tactique de ménager la chèvre et le chou, M. Roman se garde de toute attaque frontale : « Je dois être honnête, dit-il au sujet de M. Iliescu, depuis la formation de mon gouvernement, dans les moments difficiles de l'introduction des réformes, il a pris position en faveur de la réforme. »

Etouffante indulgence pour un homme qu'il accusait dix jours plus tôt de l'avoir « sacrifié »... « Il y a eu plusieurs épisodes dans nos relations », poursuit alors M. Petre Roman. L'espèce ne pas avoir à le regretter. Le pays a besoin de stabilité actuellement. (M. Iliescu) est utile là où il est. Moi, je ne veux pas le rucher, le délaier de ce que j'ai fait jusqu'ici. »

Quant à le remplacer à la tête de l'Etat, M. Roman préfère aborder la question autrement : dans le régime actuel roumain, « le chef de l'exécutif, c'est le premier ministre ». Un éventuel « ticket » Roman-président, Severin-premier ministre a-t-il donc « pas réaliste pour le moment ». Pour le moment ? « Pour le moment », réplique M. Roman.

Lui qui hésitait à ne plus se dire marxiste après la révolution de 1989, lui qui a fait campagne aux côtés de M. Iliescu en mai 1990, lui qui soutenait à la même époque que l'organisation nra-nationaliste Vatra Romaneasca était honorable, lui qui s'est abstenu de dénoncer la première intervention des mineurs l'an dernier, professe aujourd'hui un anti-communisme passionné.

Le gouvernement français, l'un des rares d'Occident à s'inquiéter encore du sort de la Roumanie, avait placé quelque espoir en M. Roman, qui s'emploie à l'entretenir par tous les canaux médiatiques et diplomatiques possibles. Mais le désert politique roumain et la faiblesse de l'opposition jouent davantage en sa faveur que ses propres plaidoyers, toujours emprunts d'ambiguïté.

SYLVIE KAUFFMANN

NOUVEAU PS/1 386 SX JAMAIS LA PUISSANCE N'A ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE.



Avec le nouveau et puissant PS/1 386 SX d'IBM, vous accédez tout de suite à l'informatique. Rapidement, facilement et pour longtemps. Car ses possibilités vont vous mener très loin, comme aucun micro de ce prix-là ne l'avait fait jusqu'à présent. Avec le nouveau micro PS/1 d'IBM, vous entrez dans le monde de l'informatique par la grande porte.

Micro PS/1 IBM. Cinq minutes et vous êtes dans le coup.

Pour en savoir plus, appelez le Point réponse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3616 IBM.

IBM

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FAARA

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après un attentat contre des militaires

Net regain de tension
à l'approche de la conférence de paix

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Vous verrez, à mesure que nous approchons de la fin du mois, les extrémistes, et ceux qui rejettent la paix, multiplieront les actions pour la saboter. » S'exprimant jeudi 10 octobre, à la veille de sa nouvelle tournée au Proche-Orient pour préparer la conférence de paix, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui s'appuyait sur des renseignements que l'on suppose privilégiés, ignorait sans doute que, vingt-quatre heures à peine après son avertissement, l'acte, apparemment isolé, d'un Palestinien allait coûter la vie à deux conscrits israéliens.

Le meurtrier, âgé de vingt-cinq ans, a déclaré, selon la police, qu'il voulait tuer des soldats pour « vengeance » la fusillade de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem au cours de laquelle, quasiment à la même date l'an dernier, dix-sept Palestiniens avaient été abattus par la police et plus d'une centaine blessés. On a également relevé que le meurtrier est originaire d'un village nommé Kibya, en Cisjordanie occupée, et que ce village fut le théâtre, il y a plus d'une trentaine d'années, d'un des plus horribles massacres jamais commis par l'armée israélienne : une cinquantaine de maisons avaient été dynamitées avec leurs occupants à l'intérieur ; plus de soixante-dix innocents avaient péri. Vengeance, représailles, contre-représailles ? Cette opération de l'armée faisait suite à l'assassinat d'une mère de famille juive et de ses deux enfants.

Le cruel engrenage proche-oriental est enclenché depuis longtemps, et, selon les périodes, il fait plus ou moins de victimes. Le meurtrier de vendredi matin, à Tel-Aviv, a, semble-t-il, agi de son propre chef. Il a lancé à pleine vitesse un petit camion qu'il avait volé la veille à son employeur israélien, sur un groupe de soldats qui faisaient de l'auto-stop près d'une des plus grandes bases militaires du pays (nos dernières éditions). Deux conscrits ont été tués sur le coup et onze autres blessés, dont trois sont dans un état critique. Les Palestiniens ont été poursuivis par des civils, maltraités et remis à la police. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déploré « une acte cruel » et indiqué qu'Israël « y répondra de manière appropriée ».

Nul ne sait ce que le chef du gouvernement entend par cette vague menace. Le fait est qu'entre le coup de force des colons qui,

soutenus par certains membres du gouvernement, ont occupé un quartier arabe de Jérusalem-est (le Monde du 10 octobre), le survol de plusieurs pays arabes, la semaine dernière, par l'aviation israélienne, et la mort de plusieurs jeunes militants de l'intifada tués par les forces de sécurité, ces derniers jours, dans les territoires occupés, une atmosphère de tension paraît s'installer, à moins de trois semaines de la conférence de paix que Washington veut convoquer pour la fin du mois en Europe.

Attaque
préventive ?

Depuis jeudi 10 octobre, à la suite de mystérieuses fuites, publiées dans le *Washington Times*, largement reprises et développées par la presse israélienne vendredi, on craignait de surcroît une prochaine intervention militaire israélienne en mer. D'après les journaux, un cargo nord-coréen chargé de missiles balistiques Seud, à destination de la Syrie, croiserait actuellement dans l'océan Indien et se dirigerait vers la mer Rouge, puis la Méditerranée où une opération israélienne pourrait être tentée. Les missiles en question, dont la portée est de 500 à 800 kilomètres, constitueraient la seconde livraison d'un contrat passé

entre la Corée du Nord et Damas. Cette affaire inquiète fort le gouvernement de Jérusalem depuis plusieurs semaines. Selon les officiels américains qui ont fourni l'information au *Washington Times* - probablement dans le but de dissuader les Israéliens de passer à l'attaque, - le Pentagone aurait détecté, ces derniers jours, une activité inhabituelle des vedettes de la marine israélienne en Méditerranée. Mais, politiquement, une opération des Israéliens pour détruire le chargement d'un bâtiment non arabe n'aurait pas le même poids, ni les mêmes conséquences, qu'une attaque directe contre l'un des voisins de l'Etat hébreu.

Vendredi 11 octobre, le ministre israélien de la défense se refusait à confirmer ou à infirmer ces informations. Dans l'après-midi, s'exprimant en public, devant un auditoire de juifs américains en visite, le premier ministre, M. Shamir, avait déclaré que son pays se préparait sérieusement aux négociations qui s'annoncent avec les voisins d'Israël. Il avait ajouté : « Mais nous n'entrons dans aucun processus (de paix) aveuglément. Nous ne prendrons pas le risque de mettre en danger notre sécurité et celle de nos populations. »

PATRICE CLAUDE

Selon M. Baker

Damas a formulé des réserves
sur le programme des entretiens

La Syrie a émis des « réserves » sur certains entretiens qu'elle pourrait avoir avec Israël dans le cadre d'une conférence de paix au Proche-Orient, a indiqué, vendredi 11 octobre, M. James Baker.

Le secrétaire d'Etat américain réagissait à des articles de presse parus le même jour selon lesquels la Syrie a informé Washington qu'elle ne participerait pas aux discussions multilatérales qui sont prévues sur des sujets d'intérêt régional, tels que l'eau, le développement économique et le contrôle des armements, le Sud-Est de la Syrie ne souhaitant pas y participer, a-t-il ajouté. Le secrétaire d'Etat a également souligné que

d'autres pays arabes lui ont fait part de leur intérêt pour les entretiens multilatéraux et bilatéraux prévus dans le cadre de la conférence de paix. Auparavant, le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, avait relevé des « erreurs factuelles » dans un article du *New York Times* sur cette affaire.

M. Baker a rencontré une nouvelle fois à Washington la délégation des Palestiniens des territoires occupés avec laquelle il avait déjà eu des entretiens jeudi. A l'issue de cette rencontre, un responsable du département d'Etat a déclaré sous couvert de l'anonymat qu'il était d'accord avec M. Fayçal Husseini « pour estimer que des progrès avaient été accomplis ». - (AFP)

A une semaine des élections législatives

L'aviation turque a effectué
de nouveaux raids en territoire irakien
contre les « séparatistes kurdes »

ANKARA

de notre correspondante

L'armée turque a effectué, vendredi 11 octobre, une nouvelle opération militaire en territoire irakien, contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste agissant au sein de la population kurde de Turquie et disposant de bases en Irak. « Huit avions de combat ont effectué (des) sorties ce matin, à sept kilomètres à l'intérieur du territoire irakien », a déclaré le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz. Des hélicoptères ont ensuite survolé la région pour évaluer les résultats de cette opération, lancée pour venger la mort lundi de onze soldats turcs, tués lors d'affrontements avec cent cinquante combattants du PKK à Cizre, dans la partie est de la frontière turco-irakienne.

En août dernier, la Turquie avait déjà lancé une vaste opération contre le PKK en territoire irakien, pendant plusieurs jours. Avions de combat, hélicoptères et troupes terrestres avaient été utilisés, causant la mort, selon des sources kurdes dans la région, d'une quinzaine de civils, kurdes irakiens, et blessant de nombreux autres villageois. La Turquie avait déclaré avoir tué environ trente-cinq membres du PKK et capturé des stocks importants d'armes, mais les diplomates occidentaux estiment qu'il n'est pas certain que des militants du PKK aient été atteints.

Des journalistes ayant visité les

camps du mouvement séparatiste kurde affirment que les militants du PKK se déplacent fréquemment, en petits groupes, en se cachant sous les arbres et ne peuvent pas facilement être localisés. Des sources militaires occidentales estiment que le raid avait avant tout pour but de démontrer à la population kurde que le PKK représente un problème externe.

En fait, au cours des derniers mois, le PKK semble avoir étendu son influence dans le Sud-Est de la Turquie où les incidents violents se sont multipliés. La présence des nombreux soldats dans la région n'a pas eu un impact déterminant sur le comportement des combattants kurdes, qui ont multiplié les attaques, enlevé des voyageurs occidentaux à deux reprises en août et en septembre, et qui déclenchent toujours sept soldats turcs.

En se montrant résolu à combattre le « terrorisme séparatiste », à une semaine des élections législatives, le premier ministre espère gagner quelques voix supplémentaires auprès des nationalistes turcs.

NICOLE POPE

Nonnel attentat meurtrier. - Deux policiers ont été tués et un autre a été blessé dans une embuscade, tendue par quatre hommes, vendredi 11 octobre, à une voiture de patrouille à Pendik, dans la banlieue d'Istanbul. La veille, trois policiers avaient déjà trouvé la mort dans un attentat. - (Reuters)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : tir contre la maison de Nelson Mandela. - Deux rafales d'arme automatique ont été tirées, sans faire de victimes, jeudi 10 octobre, contre la maison de M. Nelson Mandela, alors qu'il s'y trouvait, a annoncé le Congrès national africain (ANC). D'autre part, sept Noirs ont été tués dans le ghetto d'Umlazi, dans le sud-est du pays, où s'affrontent depuis plusieurs semaines les militants de l'ANC et les membres du parti zoulou Inkatha. - (AFP)

CAMEROUN : élections législatives anticipées en février prochain. - Le président camerounais Paul Biya a annoncé, vendredi 11 octobre, dans un message radio-télévisé, l'organisation d'élections législatives anticipées le 16 février prochain. En avril dernier, M. Biya avait déjà annoncé ces élections pour la fin de cette année. Cette décision avait été critiquée par de nombreux partis d'opposition, qui réclamaient d'abord l'organisation d'une Conférence nationale. - (AFP)

MEXIQUE : assassinat de l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés. - Manuel Salcido, alias « El Cochiloco », l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés au Mexique et aux Etats-Unis, a été assassiné, jeudi 10 octobre, par un groupe armé à Guadalajara (450 kilomètres de la capitale mexicaine). « El Cochiloco » était le dernier fugitif du cartel dit « de Guadalajara », principale organisation mexicaine liée aux trafiquants colombiens. - (AFP)

NIGER : le président Ali Saibou est maintenu au pouvoir. - La Conférence nationale des forces

vives du Niger a décidé, vendredi 11 octobre, de maintenir le président Ali Saibou comme chef de l'Etat pendant la période de transition, rejetant la demande de mise en accusation et de destitution présentée la veille par une de ses commissions. Selon l'Agence nigérienne de presse, six des sept groupes qui comptent la conférence se sont prononcés pour le maintien du général Ali Saibou à la tête de l'Etat. - (AFP)

PAPOUASIE - NOUVELLE GUINÉE : situation dramatique à Bougainville. - La Croix-Rouge australienne a lancé un cri d'alarme, le vendredi 11 octobre, à propos de l'île de Bougainville, qui a proclamé en mai 1990 son indépendance par rapport à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des milliers de vies sont en danger en raison du manque de fournitures médicales, a déclaré M. Alan McLean, responsable de l'organisation australienne. Un accord négocier avec les autorités de Port-Moresby, la capitale papoue, et autorisant la Croix-Rouge à opérer à Bougainville, a été rompu. Plus de quinze cents personnes sont mortes en 1989 et en 1990 du fait de violences politiques, et trois mille auraient été victimes du blocus imposé par Port-Moresby. - (AFP)

SOMALIE : appel à l'aide internationale. - La radio nationale a annoncé, vendredi 11 octobre, que la Somalie demandait une aide alimentaire internationale afin de sauver de la famine « plusieurs centaines de milliers de personnes ». En septembre, l'ONU avait lancé un appel similaire en réclamant 400 millions de dollars. - (AFP)

ASIE

JAPON : la succession de M. Kaifu

M. Miyazawa est pratiquement assuré
de devenir premier ministre

La décision prise la vendredi 11 octobre par le principal clan du Parti libéral démocrate (PLD), au pouvoir depuis trente-six ans, de soutenir, pour le poste de président de la formation, la candidature de l'ancien ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, âgé de soixante-deux ans, fait de celui-ci le virtuel successeur de M. Toshiki Kaifu comme chef du gouvernement japonais. La décision doit être émise formellement la 27 octobre.

Les deux autres candidats, MM. Michio Watanabe et Hiroshi Mitsuoka, reportent désormais leurs espoirs sur la base du parti - qui désigne 101 « grands électeurs » pour participer au scrutin au cours des 395 parlementaires du PLD. Un homme de l'ombre, M. Shin Kanemaru, homme-clé du puissant clan Takeshita, a été le grand artisan de cette manœuvre politique.

Derrière
le rideau

Les deux hommes n'ont guère d'affinités. Mais M. Kanemaru sait faire taire ses antipathies lorsque des intérêts de pouvoir sont en jeu. Le soutien à M. Miyazawa se « pèlera » vraisemblablement d'une mainmise quasi complète du clan Takeshita sur l'appareil du PLD. Bien qu'il n'occupe pas de fonction gouvernementale, M. Kanemaru a une stature politique sans commune mesure avec ses homologues : rarement fut mieux illustré l'adage selon lequel, au Japon, l'homme qui est au premier plan n'est pas celui qui exerce le pouvoir. M. Kanemaru se situe dans la grande tradition des *karumaku* (manipulateurs derrière le rideau) du théâtre de poupées *banraku*. C'est là un jeu auquel il s'est déjà livré, sans grands succès, avec M. Kaifu : mentor du faible premier ministre, il tira les ficelles du pouvoir. Lorsqu'il les coupa, la « marionnette » Kaifu, malgré sa popularité, tomba en quelques heures.

M. Kanemaru a l'assurance ironique des hommes qui, selon le mot du commentateur politique Masaya Ito, « savent créer le pouvoir ». Le nez fort, une carrure puissante, la nuque droite sur un cou de taureau, le cheveu blanc coupé ras, malgré son air de bouledogue, M. Kanemaru est un maître du compromis. Il parle avec une franchise délicate, cynique, faisant preuve, en privé, d'un humour acide, parfois détestant.

Il a été vite connu dans la politique nigronne comme un « bâtisseur ». Ce fils de fabricant de saké de la région de Yamaguchi devenu lui-même homme d'affaires avant d'entrer en politique en 1958, ne dégagea-t-il pas, en judoka chevronné, le président de la chambre des députés assailli par les opposants lorsque fut adoptée de force en juin 1960 la reconduction du traité de sécurité avec les Etats-Unis.

Aujourd'hui, M. Kanemaru joue moins des cordes que d'un pouvoir feutré. Actionnant les

106 élus de la faction Takeshita, il est l'arbitre de toutes les grandes décisions. La « neutralisation » temporaire des caciques du Parti libéral démocrate (MM. Abe - décédé en mai - Miyazawa, Nakasone et Takeshita, tous impliqués dans le scandale Recruit) a renforcé sa position d'arbitre. M. Kanemaru, trop prudent pour toucher à ce qui pourrait être dangereux, est sorti indemne du scandale.

Son pouvoir repose sur plusieurs éléments : il est tout d'abord au point de convergence des réseaux des deux plus importants lobbies politico-financiers japonais dits « d'intérêts spéciaux » (la construction et les télécommunications), constitués lorsqu'il était ministre de ces secteurs. De la présidence de la commission parlementaire chargée de la procédure des débats, il a en outre conservé des liens solides avec l'opposition ; pour les socialistes, cet adversaire politique est aussi un homme de parole.

Ballons
d'essai

M. Kanemaru est d'autant plus en position d'arbitre que l'on sait dans les rangs conservateurs qu'il n'a pas l'ambition de devenir premier ministre. En coulisses, il a pris des initiatives diplomatiques : chef du lobby taiwanais au Japon, il ne se rendit pas moins l'an dernier en Chine, scellant les retrouvailles après le massacre de Tiananmen. Puis, il alla en Corée du Nord où il promit à M. Kim Il-sung des réparations couvrant la période de colonisation japonaise et au-delà - un engagement qui souleva des tempêtes à Tokyo mais débâta les rapports avec Pyongyang.

M. Kanemaru est l'homme des « ballons d'essai ». C'est ainsi qu'il lança l'idée de « *brachats* » par le Japon de deux des quatre îles de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques : une « bouillotte » qui est en train de devenir la base de la politique avec l'URSS. Lors de son soixante-quinzième anniversaire, M. Kanemaru a déclaré qu'il devait se préparer à disparaître du monde politique « telle la fumée ». C'est néanmoins encore lui qui souffle sur le feu !

PHILIPPE PONS

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Lourdes pertes
de la résistance
devant Gardéz

Deux agences de presse dans organisations en lutte contre le régime du président Najibullah ont annoncé, cette fin de semaine au Pakistan, avoir essuyé de lourdes pertes devant Gardéz, une ville située à 100 kilomètres au sud de Kaboul qu'ils assiègent depuis le 15 septembre. Plus de cent moudjahidines ont été tués par des explosions de missiles Seud et Oregan et par des bombardements aériens, notamment en napalm.

Dans les premiers jours de son offensive, la résistance avait fait état de succès substantiels : puis elle a reconnu la véracité de proclamations de Kaboul, selon lesquelles les troupes d'artillerie et les attaques de l'évasion gouvernementale faisaient de très nombreux morts et blessés parmi les rebelles. - (AFP, Reuters)

ZAÏRE

Paris et Bruxelles
font pression
sur le président Mobutu

La France et la Belgique ont pressé le président Mobutu, vendredi 11 octobre, d'accepter la formation d'un gouvernement démocratique. « Un gouvernement de consensus est indispensable. C'est à ce prix que les appuis financiers internationaux pourront être consentis », a déclaré la porte-parole du quai d'Orsay.

A Bruxelles, la ministre belge des affaires étrangères a indiqué que la Belgique ve « insister » auprès de M. Mobutu pour qu'il agisse de façon à permettre la formation rapide d'un gouvernement démocratique.

A Paris, la ministre de la défense a annoncé la retraite, dimanche, d'une des deux compagnies de militaires français qui se trouvent encore au Zaïre. - (AFP, Reuters)

Le Monde

NUMERO SPÉCIAL

L'URSS, DE LA PERESTROÏKA
A L'APRÈS-COMMUNISME

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les déboires judiciaires du président de la chambre de commerce

Deux listes s'opposent à celle de M. Farran aux élections consulaires de Perpignan

Les déboires judiciaires de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, qui se verra notifié, le 18 octobre, une inculpation d'ingérence et abus de confiance à la suite des « graves irrégularités » constatées dans ses activités de président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan (la *Monde* daté 6-7 octobre), divisent les professionnels du département. Pour la première fois, trois listes seront en concurrence aux élections consulaires, prévues le 18 novembre.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

M. Farran n'est plus prophète en son pays catalan. Son bouclier parlementaire devient une passoire. Après vingt et un ans de pouvoir sans partage à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan, le député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, qui rêvait naguère de voir M. Raymond Barre accéder à l'Élysée et nourrissait l'espoir de devenir son ministre du commerce, se voit contraint d'en découdre avec ses anciens vassaux du corps consulaire.

Sa décision de solliciter un nouveau mandat aux élections professionnelles du 18 novembre a provoqué une émeute sans précédent au sein du conseil d'administration de l'Union interprofessionnelle du commerce et de l'industrie. Il a réussi à faire entendre sa présence parmi les candidats soutenus par cette organisation patronale par quarante-deux voix contre vingt et une (il y a eu deux bulletins nuls), mais quatorze administrateurs ont refusé de participer à ce scrutin, et plusieurs de ses anciens collègues ont préféré se retirer de la compétition plutôt que de faire à nouveau équipe avec lui. Or, parmi ces professionnels qui l'abandonnent, figurent des hommes comme le directeur général de la Banque populaire, M. André Ferrat, et le président du syndicat de l'hôtellerie, M. Guy Camredon, dont l'influence est loin d'être négligeable.

Le président du tribunal de commerce, M. Guy Fournier, le défie ouvertement en présentant sa propre liste. Cet entrepreneur en maçonnerie mène campagne sur la nécessité de « dépolitiser » les activités de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) et d'assurer leur « transparence ». La plupart des proches collaborateurs de M. Farran à la direction du palais consulaire militent en effet, comme lui, au Parti républicain. Le secrétaire

départemental du CID-UNATI, M. Henri Romans, a apporté son soutien à M. Fournier en disant : « Il y a vingt ans, par une erreur de jeunesse, nous avons introduit M. Farran à la CCI. Aujourd'hui, nous faisons tout ce que nous pouvons pour qu'il en sorte. » Un comité de défense des commerçants et artisans a également fait son apparition, en déposant in extremis une liste composée de professionnels qui affirment avoir des préoccupations sociales, mais qui n'ont pas encore vraiment explicité leur démarche.

M. Farran est tombé en disgrâce dans les colonnes de l'*Indépendant*, le principal quotidien local, dont le conseil d'administration comprend son épouse, Suzanne, son beau-frère Georges et sa fille Muriel, porteurs de parts minoritaires. Le temps où ce journal avait tendance à occulter tout ce qui pouvait gêner le président de la chambre de commerce ou tout autre notable est révolu. Désormais contrôlé par *Midi Libre*, le quotidien régional imprimé à Montpellier, l'*Indépendant*, après quelques hésitations, traite l'affaire avec rigueur.

Le préfet apostrophé

M. Farran n'a fait irruption dans les locaux de la rédaction, il y a quelques semaines, mais la nouvelle direction du journal n'a pas du tout apprécié cette détermination considérée comme une tentative d'intimidation sur les journalistes en charge du dossier, et elle le fait volontiers savoir.

Accusé par ses autorités de tutelle non seulement d'avoir utilisé les fonds du « 1 % patronal », réservés au logement social, pour des opérations n'ayant qu'un rapport lointain avec cette destination, mais aussi d'avoir commis des « irrégularités nombreuses, graves et répétées » et d'avoir « confondu » ses intérêts privés et les intérêts publics, le président sortant de la CCI de Perpignan ne rate pas une occasion de se poser en victime des pouvoirs publics.

A l'occasion d'une assemblée générale de la chambre de commerce, le 10 octobre, il a aussi pointé un doigt accusateur vers le préfet, M. Jean-René Garnier, assis à sa droite. Il lui a reproché de n'avoir pas été... un bon tuteur. « Moi, lorsque mes nouveaux partenaires sur des votes qu'ils n'auraient pas dû prendre, a expliqué M. Farran, je les incitais à rectifier leur vote. C'est la même chose que j'attendais de votre part, a-t-il lancé à l'adresse du représentant de l'Etat. La préfecture n'a pas joué son rôle ! Il lui a fait grief des enquêtes ouvertes sur la gestion de la chambre de commerce et sur ses comptes personnels en y voyant la barge de fonctionnaires « coupeurs de têtes ». Il s'est fait fort

de prouver, notamment, que toutes les administrations concernées étaient au courant de l'opération d'achat et d'engagement du château de Corbères-Cabès, qui lui vaut d'être poursuivi pour « ingérence » et « abus de confiance ». « Dans cette affaire, s'est-il exalté, il y a un malentendu depuis le départ. Alors, pour quel laisser-passer une situation que nous aurions pu modifier ou abandonner ? »

« Coupeurs de têtes... »

Imperturbable, le préfet a répondu à M. Farran que le rôle du représentant de l'Etat consistait à veiller à l'application de la loi et que la loi est « valable pour tout le monde ». « Je ne connais pas de fonctionnaires coupeurs de têtes, a-t-il ajouté, mais je connais beaucoup plus d'élus coupeurs de têtes de préfets que de préfets coupeurs de têtes d'élus... » M. Farran lui ayant demandé, au passage, « pourquoi ? » l'administration avait en tête de contrôler l'usage des fonds du « 1 % patronal » collectés par la chambre de commerce. M. Garnier a indiqué que c'est son interpellateur lui-même qui lui avait mis la puce à l'oreille : « Rappelez-vous, c'était lors d'un repas à la préfecture, six mois après mon arrivée : vous m'avez dit à quel point « Monsieur le préfet » avait un dossier sur Corbères ? C'est pourquoi j'ai décidé de faire faire les investigations », a malicieusement souligné le préfet. « J'estime avoir fait ce qu'il fallait pour faire respecter la loi, a conclu M. Garnier, et pour faire en sorte que l'argent public aille à la destination prévue pour laquelle il a été prévu. »

Le parquet de Perpignan, de son côté, tient à redire qu'il n'y a pas d'acharnement contre M. Farran, mais que l'affaire n'en est qu'à ses débuts, parce que les comptes personnels, du député sortant eux-mêmes, en cause au terme de sept mois d'enquêtes, ont affirmé notamment, au palais de justice, que les investigations avaient mis en évidence certaines lacunes dans les déclarations fiscales de M. Farran. On précise, par exemple, que celui-ci a entrepris de régulariser le paiement de ses impôts avec un versement de 260 000 francs, après avoir payé 7 millions de francs dans son avant-dernière déclaration de revenus, comme il l'avait lui-même reconnu lors de sa conférence de presse du 4 octobre. La même source indique que cette omission n'a donné lieu à « aucune pénalité » et que l'administration des impôts n'a envoyé aucune contrainte fiscale « qu'une feuille de déclaration rectificative ». Histoire de montrer, peut-être, que M. Farran n'est quand même pas brisé par tout le monde.

ALAIN ROLLAT

Le congrès centriste à Angoulême

M. Méhaignerie et M. Baudis se partageront la présidence du CDS

Par 448 contre 372, les militants du CDS tenant jusqu'à dimanche leur huitième congrès à Angoulême ont ratifié une motion instituant de fait une double présidence, « afin, précise ce texte, d'assurer au CDS sa pleine efficacité à la veille d'événements politiques majeurs et de donner concrètement l'exemple de l'union ». Les centristes ont refusé l'affrontement entre M. Pierre Méhaignerie et M. Dominique Baudis.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Ce fut le partage de minute, et une soirée de dures. Après plus de cinq heures de discours et de discussions, 76 voix, sur un total de près de mille mandats, ont fait pencher la balance en faveur d'une résolution bâtarde. Les centristes ont choisi, une fois encore, de ne pas choisir. Ils ont admis que, pour les deux prochaines années, se trouve à leur tête un président, M. Pierre Méhaignerie, qui va entamer ainsi son cinquième mandat, et qui, quoi qu'on en dise, fait figure quand même aujourd'hui de « président exécuté », et un président dit « exécuté », M. Dominique Baudis, avec à leur côté un secrétaire général, poste qui devait revenir très vraisemblablement, après les votes de samedi après-midi, à M. Bernard Bosson.

Ce fut une soirée de dures parce que, n'ayant pas voulu donner l'image d'un parti divisé, les centristes courent maintenant le risque de présenter, dans les mois prochains, le visage d'un parti déchiré. Au fil de ces retroscènes, il est impossible de ne pas voir que ce parti devient un parti de têtes blanches, un parti qui vieillit et qui semble inexorablement se muer en une sorte d'amical, cultivant à l'envi la convivialité et les sentiments et s'enfonçant dans une sorte de conservatisme de bon aloi.

On ne gouverne pas un parti qu'avec des sentiments, mais c'était le jeu de M. Méhaignerie qui s'y connaît fort bien. « On ne peut pas faire cela à Pierre », c'était l'argument le plus entendu dans les couloirs de ce congrès. « C'est dans ma nature, avait expliqué simplement le président du CDS. J'ai voulu additionner les compétences au lieu de les opposer. Nous serons le premier parti à préférer l'addition des compétences à la division des hommes et de leurs ambitions. »

M. Bosson, protestant de sa bonne foi centriste, a joué, lui aussi, sur le même registre de l'unité centriste indéfectible. Il a accepté de « plaider coupable sur la forme », mais pour affirmer aussitôt que, sur le fond, « il ne s'agit pas d'une combine, ni d'une répartition

des titres ». « Préférez-vous, lança-t-il, que cette tribune devienne un stand de tir où les uns après les autres viendraient s'exercer, ou, au contraire, que nous donnions une autre image de la politique ? En un mot, voulez-vous vivre le congrès socialiste de Rennes ou le congrès centriste d'Angoulême ? »

M. Stasi : « créer le choc »

M. Bernard Stasi s'est bien gardé de céder à de tels excès de dramatisation. A ceux qui jugent, à la suite de M. Baudis, que le parti ne pouvait s'offrir le luxe de la division, il a répondu que au contraire, le CDS est suffisamment adulte et responsable pour, au travers du choc naturel de ses hommes, redécouvrir le point de ses convictions, tout le débat étant ainsi résumé : « Je suis convaincu que nous sommes suffisamment majeurs pour vivre sereinement toute compétition au sommet. » Bien que signataire de l'accord sur la motion mise aux voix, M. Stasi confirmait ainsi, publiquement, qu'il était prêt à suivre M. Baudis « pour créer le choc susceptible de donner un nouveau dynamisme et une nouvelle image au CDS ».

M. Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, a dénoncé de nouveau « ces habillages inutile, ces arrangements, ces compromis », incompatibles, selon lui, avec une politique qui exige aujourd'hui de la clarté. « Ne pensez pas qu'à vous, pensez à

ce que l'opinion attend de nous, dire de nous ! » lança M. Claude Gossu, adjoint au maire de Paris. « Cette élection présidentielle, nous ne l'acceptons que si nous sommes partenaires de nos adversaires », a affirmé le maire de Saint-Malo, M. René Cousneau. Son collègue de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, a dénoncé « cette timidité collective ». « Le véritable enjeu, a-t-il expliqué, est la place du CDS dans la prochaine campagne présidentielle. Devons-nous être les éternels abonnés absents ? Nous avons quatre ans pour lancer un candidat, mais nous avons peur. »

Il y a eu, aussi, ce cri pathétique d'un responsable des jeunes, livrant, pour son premier congrès, tout son dévouement. Il y a eu des silences parlants, comme ceux de M. François Bayrou ou Jean Lecanuet. Cette résolution votée vendredi soir ne résoudra vraisemblablement rien. Quels seront les pouvoirs de M. Méhaignerie, qui, officiellement, se propose de mener les négociations électorales pour les prochaines échéances ? M. Baudis va-t-il se contenter d'un rôle d'attaché de presse ? M. Bosson n'est-il pas déjà, virtuellement, en campagne pour un jour supplanter l'un et l'autre ? Enfin, il n'était pas du tout sûr que la suite de ce congrès d'Angoulême permettrait de percevoir une cohérence dans la stratégie politique de cette nouvelle équipe dirigeante.

DANIEL CARTON

Avant la fête du Front national

M. Le Pen affirme qu'il sera présent au second tour de l'élection présidentielle

Après deux tentatives successives de désenclavement, en plein air, à Auteuil et à Bagatelle, la fête annuelle du Front national devait retrouver, samedi 12 et dimanche 13 octobre, le site couvert du Bourget (Seine-Saint-Denis). A la veille de ce rassemblement, qualifié de « fête des authentiques patriotes » par M. Bruno Mégret, député général du parti d'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé sa confiance dans le résultat de la prochaine élection présidentielle. Tant sur Franco-Inter que dans le *Figaro-Magazine*, le président du Front national s'est dit convaincu de dépasser « la barre des 25 % » au premier tour, en ajoutant : « Quelle que soit l'hypothèse de droite, je serai donc le candidat du deuxième tour. »

Au dernier congrès du Front national, en avril 1990, à Nice, le chef de file de l'extrême droite avait demandé à son parti de se tenir prêt à l'éventualité d'une consultation présidentielle anticipée, qu'il envisageait avec certitude, avant 1995. Il augmenta la pression en donnant à espérer à ses partisans que la victoire finale ne peut guère lui échapper. Un sondage Louis Harris pour *Valeurs actuelles* (fait les 4 et 5 octobre auprès de 1 004 personnes) montre que M. Le Pen a la « préférence » de 7 % des personnes interrogées (9 % en septembre) pour la prochaine élection présidentielle, derrière MM. Valéry Giscard d'Estaing (20 %), Jacques Chirac (17 %), Michel Noir (15 %) et François Léotard (11 %). Un sondage de l'IFOP (réalisé les 3 et 4 octobre auprès de 965 personnes) publié dans *L'Express*, place également M. Le Pen en cinquième position de « meilleur candidat » à ce

scrutin. Cette modération des sondages n'entrave pas l'optimisme de M. Le Pen, qui, en fait, peut s'appuyer sur l'enracinement électoral de son parti aux élections partielles.

Ces consultations, cependant, ne révèlent pas l'immensité du raz-de-marée que le président du Front national croit pouvoir déclencher dans sa Lettre bimensuelle (1^{er} septembre), en écrivant : « Derrière la digue, la marée n'a cessé de monter, jusqu'au jour où elle l'emportera avec ses marées. » Et M. Le Pen affirme l'image de « présidentiable » qu'il se façonne en prononçant, notamment, une révision du statut de la fonction publique - « il y a des nuls du 4 août à faire dans tout le service public » - et l'instauration d'une caution de 100 000 F pour l'entrée en France, après avoir « supprimé les visas de tourisme pour les Maghrébins et Africains ».

Les participants à la fête du Front national pourront utiliser des cars proposant une tournée touristique dans des communes ou des quartiers dont le parti estime qu'ils sont soumis à une « invasion » étrangère. Sur ce sujet, une réunion organisée samedi à Montfermeil - une « diversion », selon la presse d'extrême droite - devait regrouper certains dirigeants du Front national et de la droite parlementaire, comme MM. Jacques Toubon (RPR), Michel Ransigles et Alain Griotery (UDF-PR). Quant aux adversaires de ses thèses, ils devaient se retrouver, dimanche après-midi sur le quai de la Gare à Paris, sous l'égide de l'Appel des 250 pour une « grande journée black, blanc, beur ».

OLIVIER BIFFAUD

L'affaire De Havilland

M. Juppé se demande si M. Delors « a une colonne vertébrale »

M. Alain Juppé a déclaré à propos de M. Jacques Delors, vendredi 11 octobre, à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise), que « cet homme, qui a une image extraordinaire dans l'opinion publique française, [lui] semble être un très, très mauvais candidat à des responsabilités éminentes dans notre pays ». « La légende ne correspond pas à la réalité. Partout où M. Delors est passé, il s'est comporté de la même manière », a ajouté le secrétaire général du RPR. Reprochant au président de la Commission de Bruxelles de s'être abstenu dans l'affaire de Havilland, il s'est demandé si son président « a une colonne vertébrale ». « De 1981 à 1984, lorsque M. Delors était ministre des finances, il menait de son nez la démission tous les trois jours

parce qu'on menait une politique qui ne lui plaisait pas. Il avait des vapeurs, mais il restait », a-t-il ironisé. Apparaissant, M. Juppé avait annoncé que M. Jean-Pierre Deland, député du Val-d'Oise, maire de Deuil-la-Barre, sera le chef de file du RPR dans le département pour les élections régionales de mars. D'autre part, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a estimé, dans sa lettre hebdomadaire, que M. François Mitterrand « doit provoquer des élections ». « S'il n'arrivait trop, on s'il décidait de tenter une ultime manœuvre en modifiant le mode de scrutin, pour servir une fois encore les extrêmes, il prendrait aux yeux de l'histoire une responsabilité étonnante », affirme le groupe RPR.

vie ren-
ver-
deux
najo-
ulent
oins,
rme-
des
est
sion,
syn-
Parti
aussi
n, les
dons
ulents,
a Bul-
esprit
olence,
que les
ussent
ateurs
r... de
lérales
y voir

RALON

COMMUNICATION

Inauguration du 7^e MIPCOM

M. Kiejman réaffirme le droit de regard du gouvernement sur les programmes de télévision

A l'occasion de l'inauguration officielle du 7^e MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), qui eut lieu à Cannes du 10 au 14 octobre, M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a réaffirmé l'accord du gouvernement en faveur de la politique des quotas, destinée à protéger la création audiovisuelle.

CANNES

de notre envoyé spécial

La culture doit-elle prier, elle aussi, devant la loi du marché ? M. Georges Kiejman, ministre de la communication, ne le pense pas. Dans son discours d'inauguration au 7^e MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), il a, vendredi 11 octobre, réaffirmé le droit de regard du ministre de la culture et de la communication sur le contenu des programmes diffusés par les chaînes de télévision. M. Kiejman a

rappelé que le projet de loi sur les conditions de diffusion des programmes de télévision, qui a été adopté par la Commission de Bruxelles, tout en protégeant « la création française et européenne », la règle actuelle, qui oblige les chaînes à diffuser 50 % d'œuvres françaises, sera amendée. Les nouveaux quotas obligeront les diffuseurs à programmer 60 % d'œuvres européennes (et non plus communautaires), dont 40 % d'œuvres françaises. Parce que si les variétés ni les tables rondes et autres débats ne sont concernés, « les quotas représentent à peine un cinquième du temps de diffusion », a estimé M. Kiejman, « mais il est vrai, a-t-il ajouté, que nous préférons que la diffusion d'œuvres de création française et européenne ait lieu aux heures de grande écoute ».

C'est cette nouvelle contrainte, concernant les plages horaires de 18 heures à 23 heures en semaine et 14 heures à 23 heures le mercredi, jour de repos des enfants, qui provoque les vives protestations de la part des présidents des chaînes en général et des petites en particulier. M. Jean Drucker, PDG de M6, interrogé par *Mipcom News*, le quotidien du MIPCOM, a violemment prié de partir « les effets

pervers des excès de réglementation (...) Jamais nous n'avons dit à M6 qu'il ne fallait pas de réglementation (...) Mais ce que nous contestons, c'est tout ce qui est venu après l'attribution des chaînes et qui a été décidé de manière unilatérale par la puissance publique, toujours dans le sens de l'autodestruction, et qui a modifié les conditions d'exploitation des chaînes ». Selon M. Drucker, cette « réglementation excessive et incohérente » a pour but explicite d'obliger M6 à disparaître en tant que chaîne indépendante. Il a réaffirmé la volonté des actionnaires de M6 de ne pas lâcher prise et préconisé le retour à la réglementation qui prévalait en 1987.

M. Kiejman n'a pas eu de difficulté à ironiser sur les déclarations de M. Drucker. Jetant un oeil sur les programmes diffusés par M6 ce vendredi 11 octobre, il a surtout noté la forte présence des feuilletons produits aux Etats-Unis (« *Cosby Show* », « *Ma sœur bien-aimée* », etc.). « La seule finalité d'une chaîne n'est pas le profit », a déclaré M. Kiejman, qui estime qu'en contrepartie du droit de diffuser sur les ondes publiques, les chaînes ont des missions « d'intérêt général ». Il a terminé son discours en stigmatisant la « paresse » des diffuseurs, qui

répugnent à mettre en place des conditions favorables aux auteurs. « Il y a neuf mille auteurs en France et cinq cents au moins en Italie. Encore faut-il favoriser l'écriture de scénarios. Les chaînes doivent agir comme les grands producteurs de Hollywood d'aujourd'hui. Le river de la production existe. Il faut lui donner les moyens de travailler », a conclu M. Kiejman. Quelques heures plus tard, M. Hervé Bourges, président de A2 et de FR3, déclarait que si une liste de bons auteurs existait, il fallait la lui communiquer rapidement.

YVES MAMOU

M. Boutet plaide pour des obligations modérées. — Dans un entretien accordé au *Figaro* du 11 octobre, M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), estime que « le marché ne permet pas actuellement à toutes les chaînes de respecter des quotas d'œuvres francophones ». M. Boutet souhaite donc que les obligations des chaînes soient modulées. De même, il estime que les sanctions envers les chaînes doivent tenir compte des objectifs et ne pas être automatiques.

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

groupes des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficie de certains rapatriements.



POLITIQUE

Le comité directeur et la convention nationale du PS

Les socialistes cherchent les moyens d'une «recomposition» du paysage politique

Le comité directeur et la convention nationale du Parti socialiste, réunis samedi 12 et dimanche 13 octobre pour adopter un projet de texte doctrinal et entériner les candidatures aux élections régionales, devaient être l'occasion de débats sur la stratégie du parti et sur ses alliances. Les socialistes cherchent les moyens d'une «recomposition» du paysage politique, dont une réforme du mode de scrutin serait la clé. Celle-ci, proposée par M. Pierre Mauroy, eût été examinée au cours d'un déjeuner réunissant notamment, au

château de Rambouillet, le 3 octobre, M. François Mitterrand, M. Edith Cresson, le premier secrétaire du PS et M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture.

Dans le «point de vue» qu'on lira ci-dessous, M. Jean-Christophe Cambadélis, jospiniste, député de Paris, explique que, contre le Front national, il faut d'abord mobiliser la gauche, alors que d'autres songent à un «front républicain» associant des personnalités de l'opposition.

POINT DE VUE

Mobiliser la gauche contre le national-populisme

par Jean-Christophe Cambadélis

DE la fin de la deuxième guerre mondiale à la chute du mur de Berlin s'est développée une croyance à des jours meilleurs pour les générations futures. Cette croyance empruntait de multiples visages : visage de la rationalité favorisant le plein emploi, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie, devenues synonymes de bonheur ; visage de la ferveur révolutionnaire, soulevant les montagnes, permettant aux plus démunis de prendre en charge leur destin et de construire la cité idéale de demain ; visage du désir de convivialité, de la construction de «communautés» où les liens effectifs impliqueraient la reconnaissance de l'autre dans sa différence et une vie accordée aux rythmes de la nature. Les idéologies technocratiques, révolutionnaires, écologiques se partageaient le champ de la croyance.

La mise en pratique de ces idéologies contradictoires n'aurait pas sans heurts, mais les divers acteurs sociaux porteurs de ces idéologies ou portés par elles, avaient le sentiment de défendre la bonne cause et disposaient de repères relativement solides. La crise met à mal ces valeurs : les références s'affaiblissent ou se multiplient, créant un véritable «malaise» dans les identifications (1). C'est dans cet espace que le néoracisme (2) de Jean-Marie Le Pen s'est implanté. Il est dérisoire que la droite et la gauche se jettent à la figure la responsabilité du drame : péché d'orgueil du politique, car c'est,

précisément, de sa crise globale que le phénomène s'est nourri. Qu'est-ce qui permet à ce type de conjoncture de devenir redoutable ? D'abord, une société en crise, où les citoyens sont frappés d'irréalité, alors que chacun vit dans une situation de «détresse», tant psychologique que financière, ou lorsque la société, incarnée dans ses gouvernements et ses politiques, ses élites, ne croit plus aux idéaux qu'elle propose ou ne sait plus à quel idéal se rattacher, ce qui l'oblige à en changer constamment. Ensuite, un mouvement dirigé par un chef charismatique, capable de définir un ordre nouveau, qui s'émorce toujours comme un retour à un ordre ancien idéalisé, ordre qui régnait sur un monde sans souillures et sans divisions. Ces deux conditions furent réunies sous l'Allemagne de Weimar... Elles le sont aujourd'hui en France.

Evidemment, les conditions politiques et historiques ne sont pas les mêmes qu'en 1933. Bien sûr, le nationalisme de la préférence nationale et le populisme sont partagés par de nombreux hommes et femmes politiques. Certes, il n'y a pas de marxisme défilé dans les rues de Paris, ni de bastonnades comme celles que nous voyons en Allemagne. Mais les sondages ne sont-ils pas les défilés quotidiens de l'adhésion à tout ce qui remet en cause la démocratie ?

Il faudra faire barrage lors des élections régionales, mais ne sera-t-il pas trop tard ? La réponse

électorale s'annonce délicate, car le mal sera fait. Et le panique qui s'ensuivra sera, aussi, source de décomposition, d'accélération de la remise en cause de la cohésion nationale. Il suffit de voir comment les médias se sont précipités sur Jean-Marie Le Pen lors de son «show» pendant la commission d'enquête sur le financement des partis.

Il faut agir maintenant et, d'abord, en parlant clairement au pays. Cette idéologie n'est pas digne de la France. Il devient, ensuite, urgent pour la gauche de lancer un appel à ses réservistes, les anciens de l'antifascisme, les manifestants de toutes les libérations. Vont-ils, par passivité morbide, laisser passer l'irréversible ?

Avant d'évoquer les «fronts», n'est-il pas temps de proposer une alliance démocratique entre tous les partis de gauche ? Est-ce trop demander que l'on se mobilise ? Peut-on accepter des présidents dans la lutte contre le national-populisme, alors qu'il postule un pouvoir dans des régions ?

Répondre à ces questions par un «à-quoi-bonne» dédaigneux, c'est ne pas comprendre que le pire est encore devant nous. Allons-nous vivre dans le désir obscur de la gifle anti-démocratique ? Notre responsabilité est engagée.

(1) Eugène Enriquez, *Le Retour des forces obscures*.
(2) Pierre-André Taguieff, *Face au nationalisme*.

► Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, est l'un des animateurs du Manifeste contre le Front national.

Les relations entre le PCF et le PCUS

L'Histoire en tranches

«Cas documents exceptionnels rétablissent la vérité sur ce qui étaient réellement les rapports entre le PCF et le PCUS d'Union soviétique», a indiqué M. Alain Bocquet, membre du bureau politique, jeudi 10 octobre à Paris, en présentant les lettres échangées par les deux «partis frères» en 1977 que publient, quatorze ans après, les Cahiers du communisme, revue mensuelle théorique dont il est le directeur (le Monde du 11 octobre). «Ils montrent qu'à l'époque brézhnevienne, contrairement à ce qui est souvent affirmé aujourd'hui, le PCF ne s'est pas aveuglément aligné sur le PC d'Union soviétique», a ajouté M. Bocquet. De même, selon ce dirigeant, le parti français n'a pas «mémorisé ensuite son soutien à la perestroïka», ainsi qu'en atteste également la publication dans le même revue du comité central du script de l'entretien que M. Georges Marchais a eu avec M. Mikhaïl Gorbatchev à Moscou en septembre 1989.

Ces preuves écrites, chères au mouvement communiste depuis les origines, ont une indéniable valeur pour les historiens. Il est sans doute inutile d'épiloguer sur le moment choisi pour les rendre publiques qui eût certainement plus à voir avec la politique qu'avec l'histoire. Les plus anciens ne sont pas inconnus de tout le monde

puisque les opposants dans le parti ont eu largement le temps de s'en faire l'écho. Ce soutien n'était pas celui de la direction. Et pour cause.

M. Marchais, qui eut sa phase rénovatrice pendant une bonne partie des années 70, veut faire croire à la cohérence et à la continuité de sa politique, en langage communiste, n'a cessé de s'efforcer, de s'enrichir, de s'approfondir... avec les résultats que chacun peut constater. En vingt ans, mais il n'est pas le seul responsable, le PCF a perdu les deux tiers, sinon les trois quarts de son électorat, sans parler de ses militants.

A l'évidence, les rapports du PCF avec le parti soviétique ont été très tendus pendant la période du programme commun de gouvernement. Et sans que l'on sache vraiment dans quel sens fonctionnait la mécanique, ils se sont considérablement apaisés après la rupture entre communistes et socialistes. M. Marchais ne pouvait pas combattre simultanément sur deux fronts.

Saisi par un désir de transparence, il ne serait peut-être pas inutile que le PCF «sorte» des documents explicatifs sur ce sujet. Cela lui éviterait de découper son Histoire en tranches et donnerait à penser sur la continuité en politique.

OLIVIER BIFFAUD

LIVRES POLITIQUES

Pour un retour à la vie civile

«HEUREUX être na l'est plus. Dieu sait qu'il l'a voulu, ce mandat politique qui devait lui permettre d'élégier au Parlement, de représenter le peuple, de faire la loi et de contrôler l'action de l'exécutif, de se mettre à l'écoute et au service des habitants de sa circonscription, de contribuer aux grands choix de la nation ! Il l'a voulu, oui, et obtenu au prix fort un terme de contraintes et de disponibilités, de patience et d'endurance. Mais, lorsque l'euphorie de la victoire s'est évanouie, lorsque la grisaille de la reconnaissance sociale s'est dissipée, la déception l'emporte. C'était donc cela, le Parlement !

C'est cela, en effet : le lieu de grandes déceptions. La conséquence logique de cette déception devrait conduire les heureux élus qui l'éprouvent à ne plus se représenter, mais, outre que la cohérence ne gouverne pas les passions humaines, il reste qu'on ne renonce pas si facilement à la vocation politique et à la force d'entraînement - d'entraînement - des engagements qui ont modelé une vie.

Les premiers déçus du Parlement sont les parlementaires, jouets d'un système qui les rend collectivement indispensables et personnellement inutiles. L'absentéisme, qu'on leur reproche si souvent, traduit publiquement le paradoxe et le malaise des représentants du peuple qui mesurent l'inanité d'être là où on les attend. Bien sûr, tous ne ressentent pas ce malaise avec la même force : certains le nient, ou s'en accommodent ; d'autres perdent en espérant mieux ; quelques-uns préfèrent jouer ailleurs tandis que quelques autres s'interrogent sur les règles du jeu.

Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Ailier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de l'Assemblée nationale, se range parmi ces derniers. Il nous parle d'un Parlement à refaire, en des termes qui ne sont pas ceux d'un doux rêveur, mais d'un praticien averti du travail parlementaire, et d'un représentant du peuple ayant une juste et haute idée de son mandat. Son essai dresse «la relation de la pathologie parlementaire» et envisage les moyens qui permettraient à l'institution de recouvrer la santé.

La tentative n'est pas la première du genre, et les maux qu'elle décrit sont pour la plupart chroniques. C'est à dire connus. Il y a longtemps, et pas seulement en France, que, par exemple, les véritables producteurs de la législation ne sont pas au Parlement mais dans l'appareil administratif de l'Etat. Cela ne suffit pourtant pas à expliquer, encore moins à justifier, la propension plus récente qui, comme le souligne Jean-Michel Belorgey, tend à produire des fautes de loi, ou des lois délibérément floues. Fautes, parce qu'elles se réduisent à un discours, une ambition proclamée, et restent sans conséquence réelle sur le droit positif ; elles participent de la politique spectacle (l'auteur cite la loi sur la recherche de 1981 et la loi d'orientation de l'éducation nationale de 1989). Floues sont les textes législatifs fourre-tout qui permettent de faire adopter, dans des délais d'examen insuffisants, des lois hétéroclites de dispositions compliquées. Les parlementaires regardent passer des trains de mesures. Dans les deux cas, ils se sentent floués.

Ils le sont aussi lorsqu'on leur soumet des lois qui traduisent des accords intervenus entre l'exécutif et ses partenaires sociaux, et qu'il leur serait malaisé de corriger. Ou, quand on leur demande de valider des textes réglementaires refusés par le parlement.

Jean-Michel Belorgey observe qu'il existe dans des pays proches, la Grande-Bretagne, l'Espagne, des procédures de médiation dont on pourrait s'inspirer et il rappelle que «soutenir un gouvernement n'est pas la même

chose que le couvrir». Comment ne pas partager, enfin, son inquiétude devant la dérive qui tend progressivement à confier les pouvoirs des institutions publiques aux institutions partisans et, au sein de celles-ci, à des coteries de chefs ? Non seulement on approuve ce défenseur de la démocratie représentative qui rue dans les brancards, mais on s'en vante d'être plus loin.

Cela suppose de remonter dans le passé des années 50. La volonté de donner à la France les moyens politiques de régler les problèmes sur lesquels elle s'achoppait alors (la décolonisation, une capacité de défense qui lui soit propre, la nécessité de renforcer son assise dans l'arena internationale au moment d'engager la construction européenne, ou de se prêter à d'autres formes de coopération, le passage difficile d'une société encore rurale à une société plus urbanisée, davantage tournée vers l'industrie et les services), cette volonté-là, empreinte à certains égards de modernisme, a poussé, sous l'égide du général de Gaulle, à l'installation d'un régime privilégiant les fonctions de commandement avec la soutien populaire de couches de la population jusque-là sous-représentées électoralement, bien qu'étant parmi les plus dynamiques.

Au risque de forcer le trait, on dira que les cadres d'entreprise, les administrateurs de sociétés, ont alors remplacé au Parlement les avocats et les propriétaires terriens. Ils ont dû s'effacer à leur tour devant les administrateurs et propriétaires de la haute administration, enfants choyés de ce pouvoir stable auquel ils rendaient son attachement. La logique majoritaire s'est organisée autour de la nécessité bien comprise, au demeurant compréhensible, de conserver les commandes en se rangeant derrière les chefs qui les dirigeaient et en respectant, pour mieux l'utiliser, la toute-puissance de l'appareil d'Etat.

Depuis, les choses ont changé. La France tous les plans l'environnement international, la place de la France, les structures de l'économie, les mœurs, la composition sociologique de la population, mais, comme toujours, l'inertie politique a maintenu des modes de commandement, des conceptions disciplinaires, des comportements de réseaux ou de clans (plus solidement que les villages idéologiques), une déférence obligée, envers l'autorité centralisée (y compris dans les nouveaux niveaux de décentralisation) qui sont d'une autre époque. Certes, il y a eu des changements mais qui n'ont porté que sur les apparences : les chefs se comportent désormais en sages chargés d'expériences, en experts qui savent mieux que les autres, en professeurs qui expliquent. La relation entre les détenteurs des pouvoirs politiques et les citoyens de plus en plus sceptiques n'en reste pas moins celle de la subordination.

Persone ne réclame le retour au régime dit d'Assemblée, tout au plus dépressé, mais il serait temps que la société politique, qui court désespérément après la société civile, qui s'inquiète de la démolition de l'opinion à son sujet, fasse sa mue et légifère en conséquence sur elle-même. Elle serait bien inspirée, en première urgence, de cesser de confondre les militants et les militaires, les partis et les armées, l'adhésion et l'obéissance, l'initiative et le désordre, l'autorité et la science infuse. En temps de paix, la société civile, si ce concept a un sens, aspire à vivre civilement.

► Le Parlement à refaire, de Jean-Michel Belorgey, Gallimard, 197 pages, 50 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 octobre 1991 :

UN DÉCRET

- N° 91-1039 du 7 octobre 1991 :

modifiant le décret du 15 avril 1912 pris pour l'application de la loi du 10 août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les denrées alimentaires, et spécialement les viandes, produits de la charcuterie, fruits, légumes, poissons et coquillages.

UN ARRÊTÉ

- Du 27 septembre 1991 portant création d'une commission nationale de reconstruction des usages.

Est publié au Journal officiel du samedi 12 octobre 1991 :

UN ARRÊTÉ

- Du 4 octobre 1991 fixant le plafond de ressources de l'année 1990 applicable en 1992 pour l'octroi des majorations aux rentes viagères constituées à compter du 1^{er} janvier 1979.

Le Monde HEURES LOCALES

Euro Disney achève son chantier pharaonique

Près de Marne-la-Vallée, au pied du château de la Belle au bois dormant, les petits « mickeys » vont s'entraîner à l'animation d'un parc qui compte attirer onze millions de visiteurs par an

MICKEY engage aujourd'hui de nouvelles batailles en Europe, après celles du financement de la construction du parc Euro Disneyland, près de Marne-la-Vallée. Jusqu'au dernier moment, il faudra des heures supplémentaires pour tenir les délais. Pourtant, six mois avant l'ouverture, le château de la Belle au bois dormant est terminé, et, samedi 12 octobre, quelques privilégiés ont pu en admirer les fines touches. Bientôt, on va tester le fonctionnement des attractions et planter les 250 000 arbres et arbustes déjà préparés. L'ensemble couvre 600 hectares : 60 hectares pour le parc lui-même et ses vingt-neuf attractions, auquel il faut ajouter six hôtels, totalisant 5 200 chambres, autour d'un lac artificiel, un golf, un camping-caravaning de 600 places, un centre de loisirs comportant des boutiques, des restaurants, des salles de spectacle et des discothèques.

Ce chantier quasi pharaonique (comparable à celui des Jeux olympiques de Barcelone), ouvert en 1989, a employé jusqu'à 5 000 ouvriers et 150 entreprises. Un chantier difficile pour celui-ci, compte tenu de cahiers des charges d'une rigueur et d'une précision maniaques. Il n'a pas échappé aux bavures d'autres grands chantiers (comme celui du TGV Atlantique) : conditions de travail particulièrement rigoureuses ou abus de sous-traitance pour faire face aux contraintes de coûts et de délais, voire emploi de main-d'œuvre clandestine.

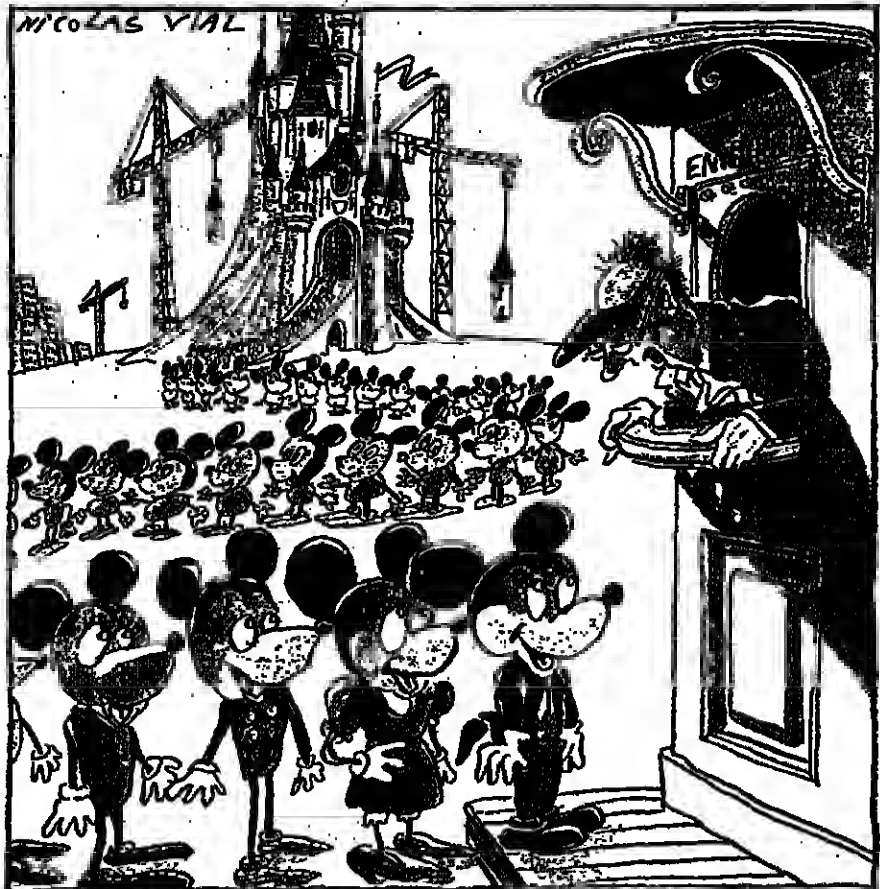
Mais la société a su tenir les prix. Entre les prévisions de 1989 (14,9 milliards de francs) et celles de juin dernier, un écart de 700 millions de francs, soit 5 %, mis à part les deux attractions nouvelles. A comparer avec les dérives d'Eurotunnel...

Un huitième de fonds publics

A ce coût, il faut ajouter ce qui a été pris en charge par la collectivité (Etat, région Ile-de-France, département de Seine-et-Marne, communes et syndicats de communes) : 2,7 milliards de francs au total. Cela recouvre le prolongement du RER jusqu'au site, les voies ferrées et la gare (qui les TGV arriveront en 1994), les voiries et échangeurs autoroutiers, l'adduction d'eau et l'assainissement, presque tout achevé avant l'ouverture du parc.

« Un huitième de fonds publics, c'est une proportion comparable à celle des grands projets d'aménagement dans les villes nouvelles », dit M. Christian Cardon, délégué interministériel pour Euro Disneyland. Mais sans compter, précisons-le, les bonifications d'intérêt accordées pour le prêt de 3,8 milliards de francs 1986 (4,4 milliards 1991) de la Caisse des dépôts et consignations. Ni, faudrait-il ajouter, l'effet de la réduction de 18,6 % à 7 % du taux de la TVA sur les parcs de loisirs, qui profite à tous, mais était surtout destinée à Euro Disneyland. Ni de la possibilité de calculer sur dix ans l'amortissement du parc, ce qui permet, par le jeu des déficits fiscaux, d'alléger notablement le coût du financement.

Pour le décollage du projet, on a appliqué



des règles comparables à celles du financement de l'Airbus, avec un recours très large au crédit-bail. Disney a pu ainsi, tout en conservant la maîtrise des opérations, limiter ses investissements : 17 % de la société de l'investissement, 49 % du capital de la société en commande par actions chargées de la réalisation et de la gestion du parc (confiée à Euro Disney par un contrat de gestion), le reste étant dévolu par des banques copropriétaires (1). Les trois quarts des 16,3 milliards de francs destinés à la réalisation du parc, du golf, du camping et du plus luxueux des hôtels proviennent de prêts ou d'avances d'associés. Les banques ont évidemment été mises fortement à contribution - sans compter les dix entreprises « partenaires » qui prennent en charge une attraction et des services (2).

La méthode n'est pas inédite - le crédit-bail est largement utilisé pour les projets immobiliers ou hôteliers - mais l'ampleur l'est. « Disney n'a pas bénéficié d'un régime de faveur, mais des meilleures conditions permises par la loi », résume M. Cardon. Les services administratifs, locaux ou ministériels, ont joué le jeu, comme les politiques auparavant, de M. Fabius à M. Chirac. On n'a guère eu à solliciter l'ar-

bitrage de Matignon, ou même du délégué : « Le poids même du projet a suffi à convaincre et à faire que chaque question était tranchée à un échelon élevé. » Tout a reposé en définitive sur la croyance en la capacité de Disney de réaliser le parc dans les délais et les coûts.

Dix mille personnes recrutées

Euro Disney doit aujourd'hui recruter et former, en six mois, plus de dix mille personnes, moitié pour le parc, moitié pour les hôtels, dont près d'un tiers d'emplois à temps partiel ou saisonniers, selon des indications données au conseil régional. Après avoir engagé progressivement deux mille sept cents cadres et administratifs depuis 1989, il s'agit aujourd'hui de fournir la main-d'œuvre directe des attractions (spectacles et surtout maintenance) et des hôtels. Opération considérable : pour l'instant, cela représente 60 % au moins du nombre d'emplois créés chaque année dans la région. Afin de répondre à la demande et d'éviter une fuite du personnel des hôtels d'Ile-de-France, redoutée par les professionnels, le conseil régional a lancé un programme de formation : quelque 200 mil-

liards de francs pour 2 200 places de stage supplémentaires (notamment pour les langues), sans compter les établissements scolaires prévus. Mais les responsables du personnel d'Euro Disney n'ont depuis un an prospecté bien au-delà de la région, et même à l'étranger. S'ils ont recruté un millier de personnes - malgré les conditions imposées - depuis le début septembre, dont 70 % domiciliées dans la région (comme les cadres et administratifs) et 25 % en Seine-et-Marne, ils devront chercher plus loin.

Disney table sur 11 millions d'entrées, un bon tiers de plus que le Centre Beaubourg. Au Japon, le parc ouvert en 1983 reçoit 13,5 millions de visiteurs par an, ceux des Etats-Unis, 39 millions - même si, au premier semestre 1991, ils ont subi, comme les autres, une baisse de fréquentation de 15 %. Mais les Européens, qui doivent représenter 95 % de la clientèle du parc (3), et les Français, la moitié, seront-ils aussi attirés ? D'autant que les prix seront élevés : environ 200 francs l'entrée (pour un adulte), et presque autant en achats, boissons et repas, conformément aux habitudes de Disney.

L'ensemble, il est vrai, a été calculé pour capter tous les publics : d'abord les familles, mais aussi les jeunes, grâce au centre de divertissement, les cadres en séminaires, par le centre de congrès, etc. Euro Disney a commencé à discuter avec les tour-opérateurs, les voyagistes et les compagnies de transport. Plusieurs accords ont été conclus, notamment avec la Grande-Bretagne et la Scandinavie. Mais la société, confondant un peu l'information et la publicité, se contente d'affirmer « le grand intérêt », voire « l'enthousiasme », de leurs interlocuteurs, sans donner de précisions ni sur les réservations (4) ni sur les conditions. Les discussions sont souvent difficiles, Euro Disney ayant mis souvent la barre très haut, en demandant à ses partenaires de s'engager sur un nombre de réservations, voire sur des chiffres d'affaires, ou de ne pas travailler avec d'autres parcs de loisirs.

Sur le parc, Euro Disney n'a pas pris de risques, puisque la société équilibre ses comptes avec 7 millions de visiteurs. C'est le remplissage des hôtels qui est le plus délicat, compte tenu des prix élevés et de la présence, d'ores et déjà, d'une quinzaine d'établissements en concurrence à proximité. C'est pour cela qu'Euro Disney a créé son propre tour-opérateur pour la France, qui vend des forfaits de deux ou trois nuits, avec des excursions dans le voisinage. Mais sans exclusivité : « Nous n'avons pas trouvé d'entreprise correspondant à nos besoins. Les tour-opérateurs français vendent surtout des voyages à l'étranger », dit son directeur, M. Louis del Olmo, qui compte sur 20 000 clients la première année.

GUY HERZLICH

- (1) Indoguez (pour 20,5 %), BNP, SG Warburg et le Crédit agricole.
- (2) BNP encore, Coca-Cola, Esso, Europarc, Kodak, Nestlé, Philips, Renault et France Télécom.
- (3) Dont 14 % pour les Allemands, 8 % pour les Belges, 6 % pour le Brésil, 4,5 % pour la Scandinavie.
- (4) Fin juin, on indiquait que 40 000 nuitées étaient déjà vendues.

1 000 projets pour l'an 2000

ALORS que la vacance à la tête du Commissariat général au Plan se prolonge de façon inquiétante, la prospective, la mise en perspective, les scénarios - peu importe le vocabulaire - continuant à mobiliser les nombreux esprits qui s'intéressent à l'aménagement du territoire.

A la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) MM. Jean-Pierre Dupont et Jean-Louis Guigou ont quadrillé la France de groupes de réflexion dont on voudrait bien connaître, enfin, le résultat des cogitations. Le premier ministre relance les Groupes d'études et de mobilisation (GEM) dont plusieurs n'ont pour objectif la futurologie régionale, fondamentale ou appliquée. Des conseils régionaux, aux mêmes, travaillent à détecter ce qui pourrait être leur avenir d'ici à 2000 ou 2010.

Une intéressante contribution à ces recherches a été apportée le 10 octobre à l'occasion du congrès du Conseil national des économistes régionaux à Tournai. Le cabinet Atlanconsult, au terme d'une étude recensant les grands projets d'infrastructure déjà engagés ou sérieusement prévus à l'horizon 2000, aboutit à cette conclusion : « un scénario de la surconcentration, menace le pays ».

Sur les quelque 1 000 opérations repérées, représentant 1 000 milliards de francs environ (essentiellement des infrastructures de transport et de communication) l'Ile-de-France regroupe plus du tiers de l'enveloppe financière globale. L'investissement par habitant est deux fois plus élevé dans la région-capitale que dans les régions de province. Le déséquilibre est surtout manifeste pour les équipements culturels et les opérations d'aménagement urbain ou d'accueil des activités décentralisées. La France de l'Est a en fait plutôt bien mais la région de l'Ouest, au sens large, englobant l'Auvergne et la Centre, présente un retard et risque de s'aggraver puisqu'elle ne capte que... 21 % du volume des investissements prévus.

De quoi relancer le sempiternel débat Paris-province, quelque peu obsolète à l'heure de l'Europe et la décentralisation, beaucoup plus actuelle, d'une politique de péréquation.

FRANÇOIS GROSCHARD

Cinq villages pour un « royaume »

COMME la dame mystérieuse du Grand Maailina, qui n'aurait pas existé sans le Sologne élamour, Euro Disney ne laissera pas son cœur battre au milieu d'un désert. Le royaume de Mickey plonge ses racines dans un vrai territoire de cinq petites communes qu'il bouleverse mais n'efface pas. Ces cinq localités, Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-Longpre et Serris - un peu plus de 5 000 habitants au total aujourd'hui, sept fois plus demain - se sont groupées depuis quatre ans dans un Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des portes de la Brie.

C'est, en langage plus technique, le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, sans orientation axiale en l'état actuel des choses. Champs de grande agriculture, de villages et de forêts, à terre d'élection de Disney. Mais attention : « Nous voulons devenir une ville qui accueille les parcs Disney », prévient M. Charles Boatin, président du SAN, et non la ville des parcs Disney.

La nuance est de taille. Si, à l'origine, Euro Disney est apparu comme la véritable, la seule et unique attraction du secteur IV, acquérant presque 2 000 hectares sur 3 000, les communes ont réagi.

Les collectivités : Etat, établissement public (EPA-Marna),

région, le département de Seine-et-Marne et la SAN ont porté la Brie ont, comme prévu, validé la tarification d'Euro Disney et investi 2,9 milliards de francs pour tenir leurs engagements. Le SAN, pour sa part, aura consacré plus de 300 millions de francs en quatre ans à financer la fourniture en eau potable, les réseaux d'assainissement et d'autres services. Voilà pour mener à « être la ville qui accueille Euro Disney ».

Combattre la mono-activité

Pour ne pas devenir « la ville des parcs Disney » et, au-delà, seulement cela, le groupement des cinq communes veut prévenir les effets pervers d'une mono-activité et préserver l'identité des portes de la Brie. Sur les 1 000 hectares dont disposent encore les cinq bourgades, comme, éventuellement, à l'intérieur du domaine Disney, la SAN projette des « mesures d'accompagnement ». Par exemple, la mise en place d'une université dont la présence engendrerait la présence d'implantations : recherche, labos, entreprises. Dans la préparation de la deuxième phase de Disney, celle qui sera inaugurée en 1995, le SAN soutient la réalisation d'une ZAC de 320 hectares, la Prieuré, où seront construits 700 000 mètres carrés de

bureaux. Les logements restent à définir. Et pas seulement ceux destinés au personnel des parcs et des hôtels. A terme, les emplois Disney ne seraient que 25 % de la population active. « Nous devons veiller », dit M. Boatin, à ce que cette proportion soit respectée dans le calendrier de la construction, de la « typologie » et dans l'occupation des logements du secteur IV ». Pour y parvenir, la SAN a en train de créer un observatoire de l'emploi.

Le SAN met un point d'honneur à ne pas perdre de vue le souci que la décentralisation du secteur bénéficie à l'ensemble de la population. Il a d'ores et déjà attribué 6,6 millions de francs à la première tranche d'un groupe scolaire à Serris. Mais il doit livrer à un délicat travail de péréquation entre les cinq communes. Car si le produit de la taxe professionnelle lui revient, les collectivités locales empoignent les autres taxes (d'habitation, foncières, etc.) à la baisse. Et les disparités sont gigantesques : Chessy, enclavée, d'ici à l'an 2 000, quelques 364 millions de francs quand Serris devrait se contenter de 13 millions ! M. Boatin ne désespère pas de faire exister une solidarité entre les représentants des cinq communes qui l'ont élu.

CHARLES VIAL

Les Français face à la décentralisation

A l'occasion des vingt ans des régions, un sondage mesure l'attachement des citoyens au rôle de l'Etat dans le domaine de l'éducation

La première loi faisant des régions des établissements publics est de 1972 ; celle les élevant au statut de collectivités territoriales est de 1982. C'est dire que cela fait deux décennies que la régionalisation commence à structurer l'organisation administrative et politique française. Pour en tirer les leçons, le conseil régional de Picardie, avec la collaboration de la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut d'études politiques de Paris, l'Observatoire interrégional du politique, l'Association française de sciences politiques, et en partenariat avec le journal Le Monde, organise, le jeudi 17 et le vendredi 18 octobre, un colloque où acteurs de la

décentralisation et chercheurs confronteront leurs observations. Il est vrai, comme le remarquent les socialistes picards, que c'est fêter cent cinquante ans avec quelques mois d'avance ; aussi ceux-ci dénoncent-ils une « opération électorale ». Mais il s'agit, en plus d'un programme scientifique imposant, de dresser un premier bilan de l'action des conseils régionaux à la veille de leur renouvellement en mars 1992.

A cette occasion, le conseil régional de Picardie a commandé à l'Observatoire interrégional du politique un sondage sur l'image de la décentralisation et le rôle de l'Etat.

BIEN des idées reçues sont mises à mal par ce sondage. Même si, comme toujours, un certain nombre de réponses paraissent contradictoires. C'est, en tout cas, sur les rapports des Français avec l'Etat, sujet à la fois d'actualité et essentiel, qu'il est le plus éclairant.

D'après ce que seules 22 % des personnes interrogées considèrent l'Etat « comme quelque chose de proche » (elles sont 74 % à l'estimer « lointain ») alors qu'elles sont 63 % à juger la région « proche », 76 % à porter le même jugement positif sur le département et 90 % sur la commune, tendrait à confirmer le rejet de

l'Etat. D'autant que la chute est particulièrement sensible par rapport à la même question posée par la Sofres en 1970, puisqu'alors elles n'étaient que 51 % à l'estimer « lointain » et 41 % à le juger « proche ». D'autant aussi que ce jugement négatif est le fait de toutes les catégories socioprofessionnelles, même s'il est particulièrement fort chez les agriculteurs, et est généralement quelle que soit l'appartenance partisane des sondés, même s'il est moins fort à gauche (65 % de ceux qui reconnaissent avoir appartenu jusqu'à l'Etat « lointain ») qu'à droite (le taux est alors de 77 %).

D'autres réponses paraissent aller dans le même sens. Ainsi il n'y a plus

que 24 % des sondés à « plutôt faire confiance » à un organisme lorsqu'ils apprennent qu'il relève de l'Etat ; ils étaient encore 43 % en 1981 et 41 % en 1970. Pourtant l'indice de méfiance est resté identique à ce qu'il était il y a vingt et un ans (30 %) ; ce sont donc une partie de ceux qui n'avaient d'abord ni dans un sens ni dans un autre qui ont rejoint le camp des méfiants.

THIERRY BRÉHIER

Lire la suite page 12

► Ce sondage a été réalisé par la Sofres, qui a interrogé, du 17 juin au 3 juillet, 2 000 personnes représentatives de l'ensemble de la population âgée de plus de quinze ans.

du, il s'agit de savoir qui fait quoi de « cadres » et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

هكزان النحل



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

AQUITAINE : un Far-West

à la fra

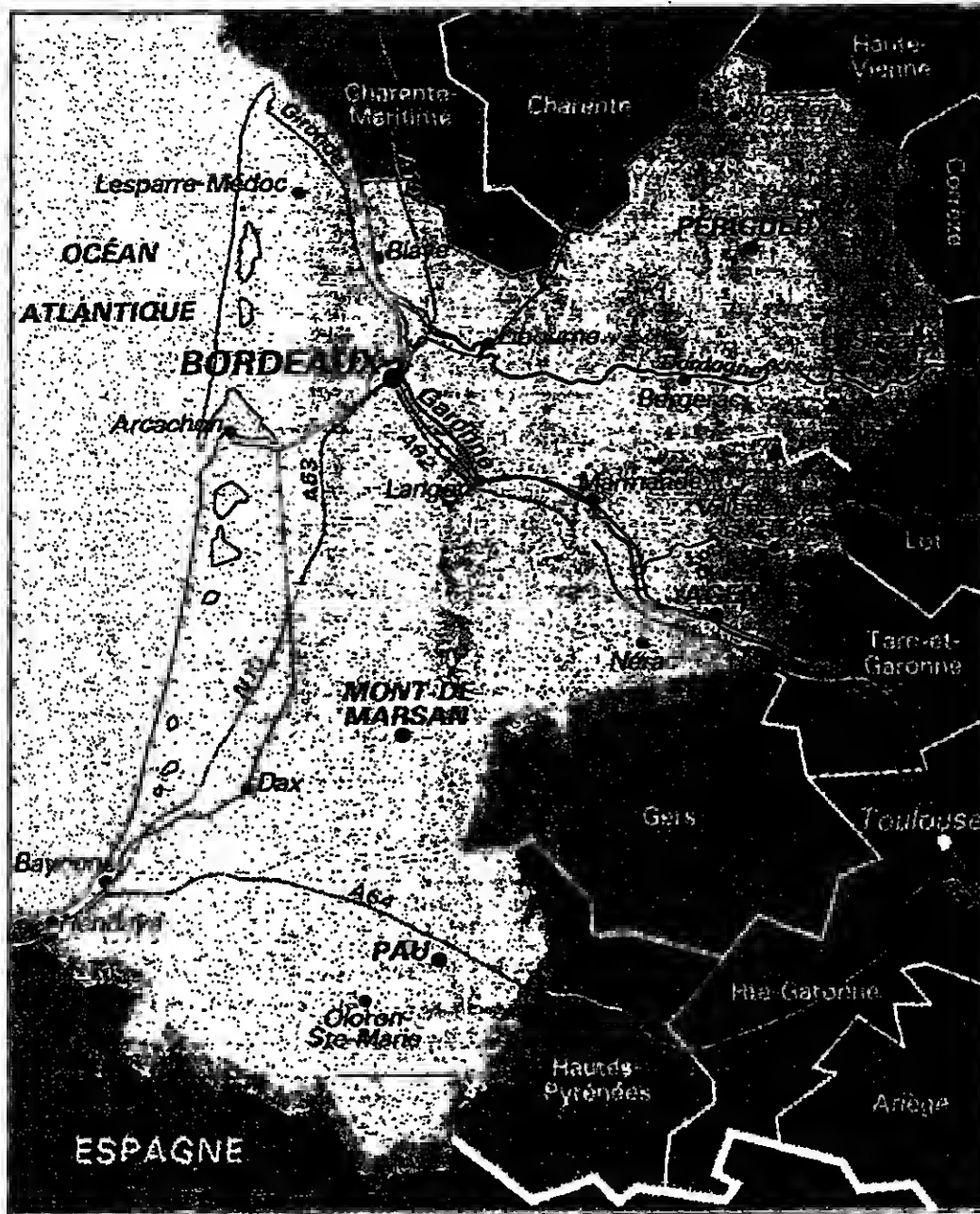
Préfecture :
Bordeaux

Départements :
Dordogne
(préfecture : Périgueux)
Gironde
(préfecture : Bordeaux)
Landes
(préfecture : Mont-de-Marsan)
Lot-et-Garonne
(préfecture : Agen)
Pyrénées-Atlantiques
(préfecture : Pau)

Superficie :
41 407 km²

Population :
2 796 093 habitants

Principales agglomérations :
Bordeaux (685 000 habitants)
Bayonne (136 000 habitants)
Pau (135 000 habitants)
Agen (61 000 habitants)
Périgueux (60 000 habitants)



« L'Aquitaine, ça n'existe pas ! » a déclaré il y a quelques mois Jean François-Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne. Mais c'était de la provocation. Ce grenier à blé, avec ses forêts et ses vignobles, son savoir-vivre et ses petits airs de Far-West, attend ses pionniers.

L'Aquitaine est un étrange pays. Les amateurs de Bordeaux du monde entier le désignent plus communément comme étant le terroir des graves. En arrivant à Bordeaux, une fois passé le quartier Saint-Jean, vous prenez la rocade, vous roulez une bonne quinzaine de kilomètres en direction du sud-est et vous pénétrez dans « la plus vieille terre à vignoble de Bordeaux », selon Jean-Paul Kauffmann, amateur éclairé. En réalité, sans le savoir, vous vous retrouvez chez André Lurton, seigneur des lieux.

André Lurton, saint patron de la « Lurtonie », n'est pas exactement un propriétaire comme les autres. D'abord, il est la providence de ces vignobles, parés grâce à lui, depuis 1986, du titre prestigieux de « pègre » à la fois tout seul quelque 250 hectares dans les Graves, deux cents dans l'Entre-Deux-Mers, cent dix salariés, 60 millions de chiffre d'affaires annuel et des millions de bouteilles. Les chiffres sont souvent indigestes, mais, ici, ils se boivent !

Or, barricadé en sa « Lurtonie », André Lurton est loquace. Qu'il dorme à Grézillac - dont il est maire - qu'il surveille quelques travaux au château Bonnet, qu'il vous reçoive en son château de La Louvière, ce propriétaire-viticulteur semble aux aguets. C'est peut-être qu'il se choisit que des adversaires terriblement patients, des « moines » froids, comme le département, voire l'Etat lui-même.

Un dossier empoisonné

Voilà presque cinq ans qu'il livre une guerre sans merci au conseil général de la Gironde, s'opposant résolument au microbolant projet de la technopole Mootesquieu, à deux pas de ses vignes. Et son dernier tour de force aura été de faire capoter - fin septembre - l'arrivée d'une filiale du groupe métallurgique Valnuc sur ce site.

Avec 11 % de chômage dans la région, ce n'est pas loin d'être un crime, l'indignité à la présidence du conseil général. Mais, pour qui veut l'entendre, cet homme d'argent a su trouver des accents écologistes. Tandis que le département, au fil des années, s'emploie à « zader », « zacer », « préempter » des centaines d'hectares de pins en lisière des crus du Pessac-Léognan, André Lurton invoque la beauté de ces « terrains d'une qualité écologique tout à fait particulière, rare et unique ».

Le décor est planté. La « Lurtonie » ne serait rien d'autre qu'un fabuleux gisement de terres à graves convoité par une poignée d'ingénieurs et d'industriels inconnus. Fort de cette certitude, André Lurton, soixante-sept ans, confie : « Je ne calerai jamais ».

Lorsqu'il lui arrive de sortir de sa « Lurtonie », notre propriétaire s'en va tenir des conférences devant les étudiants pour expliquer comment l'agglomération bordelaise n'a déjà que trop posé son empreinte sur la vigne. « Des milliers et des milliers d'hectares de terres viticoles magnifiques ont disparu sous les maisons, les carrières ou les routes. Des terrains si précieux auraient dû être l'objet d'une protection. »

L. G.

Un chasseur sachant voter est un bon chasseur

Les partis politiques n'ont pas vu venir la grande colère des ruraux. Les chasseurs comptent bien en profiter, comme aux dernières élections européennes

ATTENTION ! Cet élu est courageux. Henri Emmanuelli, député (PS), président du conseil général des Landes, affirme tranquillement ne pas chasser. « Pas de bête, pas de fusil ! » Dans cette Aquitaine où l'on se prend parfois à croire que les biberons sont gavés à la tourterelle et à l'ortolan, c'est quasiment de la provocation. Enfin presque. Parce que Henri Emmanuelli n'a rien contre la chasse et les chasseurs : « On les soutient de bon cœur. » Oui !

Car quiconque, ici, soufflerait un mot, un seul, contre les chasses traditionnelles ne s'en relèverait pas. Ne pas plaisanter, surtout ne pas plaisanter : « Ici, mon bon monsieur de Paris, on prend ses vacances en octobre rien que pour ça. » Les méchantes langues croient même pouvoir dire que le taux d'absentéisme double dès les premiers passages de palombes dans le ciel aquitain. Et toute l'année, on bricole les « palombières », ces cabanes perchées dans les arbres où l'on guette, la saison venue, sa proie, comme l'on va bêcher son lopin de terre.

C'est une douce rage sacrée. Belle comme un rite millénaire. Intouchable. Au point qu'il existe, en Aquitaine, des palombières municipales à l'instar des piscines. Des palombières de nécessité publique, en somme.

Georges Riboulet, arquetypique en chef dans la Gironde, gestionnaire attentionné de trente mille fusils, peut se vanter d'avoir secouru la région. « On a fait voter le conseil régional en faveur de la chasse », raconte-t-il. Saisis d'une union rare et touchante, les conseillers ont voté en juin une motion de soutien fraternel aux chasseurs traditionnels menacés par une « diabolique » coalition d'écologistes et d'écologistes. Foi de Riboulet, « si on n'avait pas été là, ça se terminait en bouillonnement d'endouilles ».

C'est probablement ce qu'on appelle une ambiance. « Pas question de toucher à la chasse ici, confie-t-on à la préfecture de région. Ce serait immédiatement la révolution. » Députés

et sénateurs, maires et conseillers généraux : pas un qui n'ait bien compris. Tous palabroient avec conviction leur amour « risqué » pour la chasse, brandissant leurs quartiers de noblesse cynégétique. Nicole Péry, député européen (PS), sort ainsi fièrement de sa gibecière un grand-père garde-chasse. « Je suis très très Sud-Ouest », assure-t-elle.

Pour preuve, elle se montre. Il y a un an, emmitouflée dans un gros anorak, au col de Tharta en compagnie du président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, en quête de palombes. Une photo en fait foi !

Doux militantisme, saint engagement et pieux consensus. A six mois des élections régionales, la défense de la chasse et de la ruralité fait une jolie bannière en ces terres d'Aquitaine. Alors, gare ! Ne venez pas plaider en faveur des directives de Bruxelles interdisant à qui mieux mieux de chasser en rond.

Un choc de cultures

« Je ne suis pas pour une Europe de l'uniformité », prévient Nicole Péry, avant de proclamer avec un joli sourire son attachement à la taurinomie et à la chasse à la palombe. Alain Lamassoure, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques, peste pour sa part contre cette Europe du Nord qui « entretient un purisme ». « La manière dont on tue les animaux, ce n'est pas de la compétence communautaire », confie-t-il.

Bref, toute l'Aquitaine se rebelle et il y a du choc de cultures dans l'air. « Venir dénoncer chaque année, avec une pression médiatique considérable, des modes de vie très profondément ancrés, ça devient très vite un viol », commente Gilles Savary, directeur de cabinet de Philippe Madrelle, sénateur (PS) et président du conseil général de la Gironde. Lequel iotique

gentiment pour faire recevoir l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles françaises à Maignon.

Ses aux « amis des bêtes » Jean François-Poncet, sénateur (RPR), président du conseil général de Lot-et-Garonne, évoque avec une flamme dans l'œil les palombières, hauts lieux de « boufferies » avant que d'être assaut de sarcophages à osseaux. Et Gilbert Mitterrand, maire de Libourne et député (PS) de la Gironde, recommande définitivement de la cuisine « aux petits pois et aux haricots ».

S'il fallait chercher un militant de choc, un convaincu, en voilà un ! « Il y a un tel discours anti-chasse », souligne-t-il. On le sent dans le regard désespéré. « Si les Brigitte Bardot, les Bourgain-Dubourg n'avaient pas à ce point provoqué, il n'y aurait pas eu en retour de tels excès. » Et d'aucuns considérables mobilisations.

Car ces chasseurs, depuis les élections européennes de 1989 où ils créèrent la surprise avec près de 12,5 % des voix sous l'étiquette ravageuse Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), continuent de s'organiser. Et les voilà de nouveau sur la ligne de départ, manière de ne point laisser à d'autres le soin de chasser sur leurs terres.

Là, les hommes politiques « traditionnels » commencent à sourire jaune. Tant de mauvais vents balaient l'Aquitaine. Ces bourgeois autochtones, d'abord, porteurs de désunion à l'endroit des partis classiques. Et ces brises régionales, ensuite, qui vous poussent ces ruraux à voter chasseur comme on crie son ras-le-bol.

Pour amortir par avance le choc d'un éventuel cataclysme, Gilbert Mitterrand ote que « l'électorat socialiste, aux européennes, était très chasseur ». « Ça va des cocos jusqu'à l'extrême droite en passant par nous », précise Hughes Martin, adjoint au maire de Bordeaux. « Ce sont des autres-tous sympathiques », résume Jean François-Poncet. De redoutables concurrents qui ne doutent plus de

rien. « On sera candidat à la présidence du conseil régional », assure Jean Saint-Josse, le secrétaire général du mouvement Chasse, pêche, nature, traditions.

Mais où est donc passé le radical-socialisme du Sud-Ouest, cet art de composer avec tous, d'arrondir les angles et de tirer en douceur les différends ? Un élisé, soupire Henri Emmanuelli : « Dans les Landes, on dit encore les culs rouges et les culs blancs. Ce qui trompe, c'est notre accent et notre façon de vivre ».

Pour une France en couleurs

Voilà donc la majorité et l'opposition sur la défensive, persuadées que les chasseurs feront un tabac dans les campagnes au point, pourquoi pas, de rendre impossible la constitution d'une majorité unie. « Coalition », ce mot encore baroque il y a quelques mois, a fait sa discrète apparition dans les conversations des élus-aquains. Mezza voce, et mezza voce seulement, on vitupère ces tribulations qui montent-montent-montent.

Il faut les voir se froter les mains. Ils rêvent d'injecter de l'oxygène dans le débat politique et rodent des petites phrases bien senties comme : « On veut une France en couleurs, pas en noir et blanc. » Plus profondément, ils concoctent une bataille à la mesure de leur détresse : « On n'a plus de curés, plus d'instituteurs, plus d'emplois et on ne voit pas être une réserve d'Indiens. »

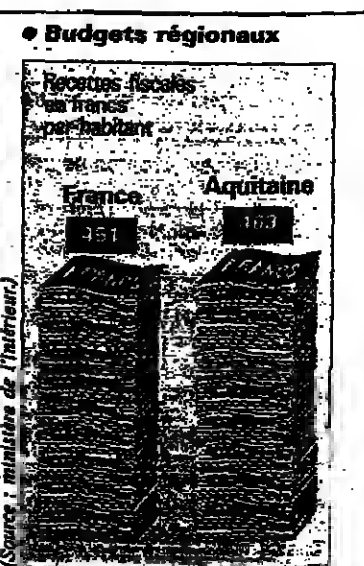
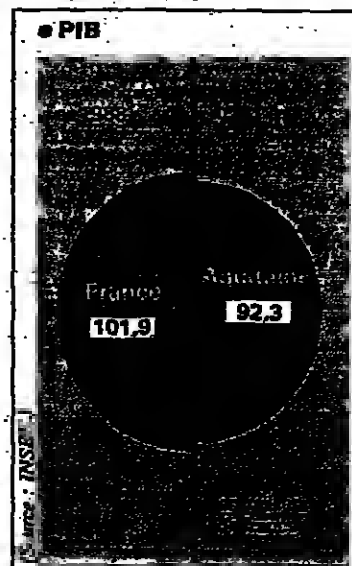
Ces nouveaux militants sont du genre insubmersibles. Ils vous répètent qu'ils ont laissé la politique au vestiaire et Jean Saint-Josse, par exemple, a du mal à se rappeler qu'il fut RPR. C'est si loin, dans une autre vie. Non, à leur idée, ils font plutôt dans la protection du patrimoine des humains et leurs affiches, ils ne les collent pas à la nuit, en commando, mais en plein jour, comme on va

acheter son pain. Dans ce combat, ils se sentent les meilleurs. L'Aquitaine ne rido-t-elle pas consciencieusement les premiers prix ? La Gironde affiche ainsi le plus grand nombre de fusils de tous les départements français. La Dordogne couve amoureusement un battant comme André Goussat, président de cette fronde régionale-nationale, maire de Mauzac et directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Bergerac. Les Pyrénées-Atlantiques veulent amicalement sur leur bouillotte Saint-Josse.

« On peut faire ce qu'on veut », reconnaît Michel Duchéne, porte-parole des Verts à Bordeaux, dans les zones rurales, ce sont les plus forts. » Né réactif-ils pas, bien tardivement, le vieux slogan post-soixante-huitard : « Vivre et travailler au pays » ?

L. G.

TENDANCES



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

un Far-West

à la française

Bien sûr, il y eut des discussions, des négociations, des avancées, et autant d'escarmouches, de contentieux administratifs et judiciaires.

Naturellement, il y eut des empuignes, des manœuvres d'enveloppement et des débordements. A l'évidence, il y eut et il demeure, en cette belle « Lurtonie », une forte dose de passion.

Mais comment en est-on arrivé là ? Il faut remonter au début des années 80, alors que Bordeaux, fasciné par l'exemple de Saphia Antipolis, dans l'arrière-pays nantais, rêve à son tour de posséder un site où convergeraient laboratoires de pointe et entreprises high tech. Séduit par le projet, Jacques Valade, premier adjoint de Jacques Chaban-Delmas, ingénieur chimiste de formation et alors président du conseil général, appuie la démarche.

tif leur donne satisfaction et annule l'arrêté préfectoral entérinant la création de la ZAC. Or voilà que le comité d'économie mixte Technopolis-Bordeaux, non prévue, arrache l'accord de l'entreprise Valmet pour venir sur le site de Montesquieu.

Devent les Aquitains médusés, la pièce se joue en trois actes. Le 17 septembre, Valmet annonce son intention de construire une unité de production de 3 000 mètres carrés. Il s'agit pour cette filiale du groupe métallurgiste finlandais de quitter son implantation de Mérignac pour regrouper ses forces et plus d'une centaine d'emplois. Le lendemain, la « Lurtonie » contre-attaque en brandissant l'annulation de l'arrêté préfectoral. Le surlendemain, Valmet annonce sa décision de renoncer à participer plus longtemps à ce qui s'apparente à un mauvais voyage.

depuis l'origine, fallait-il le soutenir mordicus, que l'on suit de droite ou de gauche ?

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la région ne manque pas d'espace. Certains parlent même d'un Far-West à la française. Au printemps dernier, Jacques Valade évoquait pour un ces terres libres à l'infini : « Bordeaux est l'une des rares métropoles à disposer d'un espace fantasmagorique », s'engouffrait-il. Certes, mais pourquoi alors s'écarter à concentrer l'industrie de haute technologie sur le pourtour d'un terroir viticole ? Comme si le destin industriel de Bordeaux et de la Gironde, voire de la région, passait obligatoirement par la ZAC Montesquieu.

paraissent que plus belles. La Gironde s'émue presque d'avoir un alléché Narsk-Hydro, une société norvégienne qui a été en novembre 1990 quelque deux cents emplois. « Bordeaux l'a emporté sur les villes de Hambourg et de Nantes », souligne Jacques Valade. Les Landes se flattent d'accueillir la firme Sony, à Pontenx, près de Dax. Une unité de pointe qui produirait des bandes magnétiques.

Le péril du grand écart

Passé le temps des grandes ambitions, des coups fumants, on se contente d'une réalisation plus modeste mais sûre. On se félicite de constater la création de 6 500 entreprises par an même si 2 000 défontent dans le même temps. L'âge de raison, en somme, pour une région que la géographie invite désormais à regarder plein sud. Vers cette Espagne intégrée au Marché commun depuis 1986, et plus précisément vers ce Pays Basque espagnol pourtant taraudé par de fortes fièvres.

« L'Euskadi est un atout énorme », assure François Jacqué, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. « C'est une région riche et peuplée. » Depuis deux ans, l'Aquitaine commence ainsi à profiter de ce voisinage. Privée d'espace à Bilbao, la société Altos Hornos s'est implantée dans la zone portuaire de Bayonne, de même que l'entreprise Bois de Bayonne et quelques autres. Ce qui représente au total des investissements de l'ordre de

80 millions de francs. Des pesetas appréciées, même si tout le monde observe parallèlement un boom immobilier sur la côte qui effraie à juste titre bien des Basques. « Biarritz est devenu un aéroport intérieur espagnol », note Alain Lamassoure, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques. Et comme San Sebastián est devenu aussi cher que Paris, les classes moyennes et la grande bourgeoisie d'Euskadi ont pris l'habitude de faire leurs ennuis entre Hendaye et Bayonne.

Ce n'est pas encore une menace mais un nuage barizon. L'Aquitaine, ancien « eul-de-see » de l'Europe, s'en voit recentrée. La promesse ibérique « remonte stratégiquement jusqu'à Bordeaux », souligne Gilbert Mitterrand, député (PS) de la Gironde et maire de Libourne. Dans sa ville précisément, Sannil a implanté un centre de distribution de produits vétérinaires tourné vers l'Espagne.

Il n'est pas dit pourtant que cette vieille attirance vers le sud ne doive pas être légèrement corrigée. Les aménageurs professionnels et les économistes promoteurs du projet Arc Atlantique rêvent en effet de susciter de nouvelles interactions entre Bordeaux, La Rochelle, Nantes, et d'autres cités d'Europe tournées vers l'océan. L'esquisse d'un quelconque mais au péril du grand écart. L'Aquitaine, bientôt, devra choisir son aventure.

LAURENT GRELSAMER

La semaine prochaine : L'Auvergne

(Publicité)

LES PLUS GRANDS CONSTRUCTEURS INFORMATIQUES MONDIAUX ONT CHOISI UNE ENTREPRISE AQUITAINE

Si IBM, Hewlett-Packard, Texas Instruments, Toshiba ont choisi COM 1 pour équiper leur matériel c'est que nous avons su développer des produits de hautes technologies à des prix d'Asie du Sud Est.

Si nous avons pu conserver cette avance technologique c'est parce que nous avons su convaincre les investisseurs français et étrangers lors de notre introduction en bourse en mars 1991.

Et c'est parce que nous exportons dans plus de dix neuf pays que, pour nous, l'Europe des Télécommunications est déjà une réalité.



LEADER EUROPEEN DU MICRO MODEM

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE, CONTACTER NOTRE SERVICE COMMUNICATION
COM 1 - PARC TECHNOLOGIQUE DE MARTICOT - SP 101
33612 BORDEAUX CESTAS CEREX - TEL 56 75 54 00 - FAX 56 75 84 73

vic
en-
ver-
eux
ajo-
lent,
ins,
ne-
des
est
ion,
syn-
aussi
les
ione
lents.
Sul-
asprit
lence.
se les
asent
ateurs
... de
irales
y voir

Le conseil régional

Président : Jean Tavernier (RPR);

8 PC; 30 PS; 2 MRG; 1 div. g.; 19 UDF; 16 RPR; 3 CNI; 4 FN.

Résultat des élections de 1986 par département.

DORDOGNE (12 sièges):

Ins.: 301 245; abst.: 15,81 %; suff. ex.: 237 979.

Ex. g.: 1,77 %;

PC: 15,46 %; 2 élus; PS: 31,45 %; 4 élus; div. g.: 3,36 %; Un. opp.: 40,57 %; 6 élus; CNI: 1,36 %; FN: 6 %.

GIRONDE (34 sièges):

Ins.: 761 515; abst.: 22,19 %; suff. ex.: 568 660.

LO: 1,72 %; PC: 7,99 %;

3 élus; PS: 35,51 %; 13 élus; div. g.: 1,77 %; Un. opp.: 43,10 %; 16 élus; FN: 7,13 %;

2 élus; div. d.: 2,04 %; FN-diss.: 0,70 %.

LANDES (10 sièges):

Ins.: 231 690; abst.: 17,06 %; suff. ex.: 182 289.

PC: 8,58 %; 1 élu; PS: 40,76 %; 5 élus; MRG-diss.: 5,08 %; Un. opp.: 35,78 %; 4

élus; FN: 5,02 %; div. d.: 4,75 %.

LOT-ET-GARONNE (10 sièges):

Ins.: 232 765; abst.: 18,03 %; suff. ex.: 172 199.

PC: 11,69 %; 1 élu; PS: 31,06 %; 3 élus; MRG: 2,94 %; Un. opp.: 41,56 %;

5 élus; FN: 8,06 %; 1 élu; div. d.: 4,67 %.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (17 sièges):

Ins.: 410 408; abst.: 19,18 %; suff. ex.: 319 119.

PC: 5,98 %; 1 élu; PS: 34,39 %; 7 élus; MRG: 2,49 %; Un. opp.: 42,03 %; 8

élus; FN: 6,84 %; 1 élu; div. d.: 4,86 %; Régionnalistes (M. Izusta): 1,84 %;

Régionalistes (M. Grosclaude): 1,52 %.

De ce moment, le dossier ne cessera plus d'être empoisonné. André Lurton s'entête à défendre les terres à graver et le département s'accrochant à cet emplacement de prestige. Avant de quitter la présidence du conseil, Jacques Valade obtient ainsi que la Gironde se porte acquéreur de 353 hectares le 2 septembre 1988. Et Philippe Médrelle, sénateur (PS), son successeur, ne remet pas fondamentalement en cause cette politique sinon en « éclatant » la technopole sur trois sites au lieu d'un.

Mais le tintamarre de la polémique et une conjonction peu favorable suffisent à compromettre les ambitions avouées. « Le site, avoue un responsable, n'est pas très porteur. » Et, tandis que le conseil général finance un bel immeuble destiné aux services communs, seuls l'Institut des matériaux composites, le Laboratoire d'évaluation des matériaux implantables et la Sorébio s'implantent.

C'est alors que se joue un scénario surréaliste. André Lurton, le Syndicat viticole Pessac-Léognan, l'Association pour la sauvegarde des graves de Bordeaux et quelques autres, obtiennent en effet une victoire fulgurante. Le 23 juillet dernier, le tribunal administra-

ville industriel (le Monde daté 22-23 septembre).

On imagine sans mal la fureur des uns, le bonheur des autres. Les données épiques lancées à l'écoulement de la « Lurtonie » - « un repaire de grands féodaux » - la satisfaction rentrée d'André Lurton lui-même : « Ils se battent comme des chiens maternels mais il n'y a que la vigne qui marche ici. Les exportations de vins rapportent près du double des exportations aéronautiques ! ».

Une terre de marchands

Mais plus profondément - et c'est ce qui justifie notre intérêt appuyé pour cette petite fable des temps modernes - cette guerre entre pieds de vigne illustre au moins trois traits de l'Aquitaine. Et tout d'abord que l'aimable consensus politique à la bordelaise, cette forme de cohabitation au long cours qui prescrit eux hommes politiques de se point s'injurier mais plus encore de ne pas se faire de peine, ne produit pas que des bienfaits. S'il était évident que le projet de la technopole Montesquieu était mal engagé

Car l'heure est au pessimisme, même si l'agriculture place le région au premier rang français pour ce qui concerne les produits agricoles et que le tiersaire brille très honorablement. Les grands espoirs industriels ne se déclinent pas déjà en passé ? Le miracle de la découverte du gaz de Lacq, dont la production est en déclin rapide, en est l'exemple typique. De même toute la pétrochimie regroupée en Gironde s'est-elle évaporée au long des années 70 vers le départ des raffineries Esso, Shell et Elf.

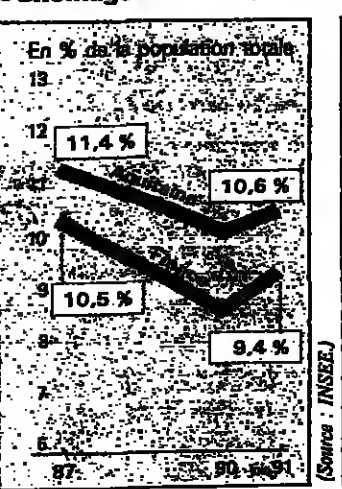
« La culture d'entreprise régionale est trop marquée par de grands groupes venus de Paris ou des entreprises publiques », remarque le directeur de l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, Claude Lacour. Et là réside naturellement l'une des grandes faiblesses de l'Aquitaine. La grille de l'aéronautique militaire - réalisée il y a trois décennies sous l'impulsion de Jacques Chaban-Delmas - le démontre amplement. Attirée ici pour des raisons stratégiques, cette industrie encaisse rudement les révisions à la baisse du budget du ministère de la défense et redoute les conséquences d'une éventuelle politique de désarmement.

Plus de sept cents emplois de haut niveau sont menacés dans les deux années à venir sur quelque seize mille postes (aéronautique et espace). « C'est dramatique parce qu'il faut dix ans pour reconstruire des équipes de chercheurs qu'on casse en un instant », relève Albert Massiah, secrétaire général du Comité d'expansion Aquitaine. « Le personnel le plus qualifié risque de partir à l'étranger », prévient le président (RPR) du conseil régional, Jean Tavernier.

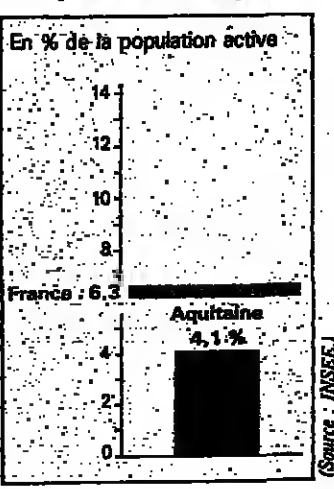
Longtemps fière de produire le nez de la fusée Hermès, de travailler sur le programme du missile nucléaire M5, du Rafale, de l'hélicoptère franco-allemand, l'Aquitaine redoute un brutal retour en arrière. Certains parlent déjà à l'imparfait. « C'était un modèle, le pôle le plus technologique de la région avec les salaires les plus hauts, les comités d'entreprise les plus puissants et dynamiques », explique Nicole Pery, députée européenne (PS) et conseillère régionale.

Du coup, les dernières victoires des prospecteurs de nouvelles implantations industrielles n'en

Chômage



Population étrangère



il s'agit de savoir quel cadre) et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen.

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

HEURES LOCALES

REPÈRES

ILE-DE-FRANCE

Une salle ultramoderne au Palais des congrès porte Maillot à Paris

La nouvelle salle de spectacles du Palais des congrès, porte Maillot à Paris, a été inaugurée mardi 11 octobre. A l'exception de la scène, dont la rénovation sera la prochaine étape, tout a été reconstruit dans cette salle où sont passés neuf millions de spectateurs depuis 1974.

Le nombre de places est passé de 3 693 à 3 723. Les huit premiers rangs sont amovibles, ce qui permet d'agrandir le plateau. Mais, surtout, dans une harmonie de noir, grenat et violet, la salle est devenue, selon le nouveau directeur du Palais des congrès, M. Claude Blot, « non plus une salle de congrès où avaient lieu des spectacles mais une salle de spectacles où auront lieu des congrès ». Les six tours acoustiques, les éclairages en font l'un des équipements les plus performants actuellement.

Exécutés en un temps record, sous la direction de trois architectes, Erik Morvan, Simon et Mireille Buichard, les travaux ont coûté 35 millions de francs.

LORRAINE

Union autour de l'aéroport régional

EN décidant, au lendemain des élections régionales du printemps 1986, de doter la Lorraine d'une nouvelle plateforme aéroportuaire, les élus ont choisi de l'implanter à mi-chemin entre Metz et Nancy. Cette décision a été prise « au nom de l'unité de la région », sans pour autant faire l'unité. Les Mosellans auraient préféré développer l'aéroport de Metz-Frescaty, soulignant que cette solution était la moins coûteuse. Mais les élus de Meurthe-et-Moselle, dont l'aéroport ne pouvait pas être agrandi pour des raisons techniques, s'opposaient farouchement à une telle hypothèse. Cinq ans plus tard, les élus tournent la page.

A l'occasion de l'inauguration de l'aéroport Metz-Nancy, dont le coût s'élève à 380 millions de francs, le président du conseil régional, M. Jean-Marie Rausch, et le maire de Nancy, M. André Rossion, ont plaidé les vertus de l'union, pensant en particulier au développement universitaire et au TGV Est.

L'aéroport régional remplacera dès la fin du mois ceux de Metz et de Nancy. La compagnie TAT assurera des liaisons régulières quotidiennes vers Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille et Nice.

Avant la fin de l'année, la compagnie luxembourgeoise Luxair proposera de son côté une desserte quotidienne de Londres.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de notre correspondant : Jean-Louis Thie (Metz).

Opération esthétique au cœur de Landerneau

Retour aux sources pour Edouard Leclerc qui redonne le local qui a vu ses débuts

BREST

de notre correspondant

LES habitants de la région de Brest l'appelaient « la verrerie des Capucins ». Une verrerie, une verrerie, au cœur de Landerneau avec un hangar à la toiture de fibrociment, une chapelle délabrée, un parking avec pompe à essence et un transformateur électrique en béton gris. L'endroit est devenu désert après avoir été le plus fréquenté de la ville. Des générations de consommateurs y ont fait leurs emplettes. Un drôle de oom, les Capucins, mais comme une prédestination de ce qui allait advenir de cet ancien repaire moineau : c'est là qu'un ancien séminariste est devenu « croisé de la distribution ».

Le granit remplace le parpaing

Le bureau commercial d'Edouard Leclerc dans sa ville natale. Tout l'esprit de son système est concentré en ces lieux. En guise de magasin, un hangar bourré de marchandises, avec places de stationnement, et plus tard, la pompe à essence. Particularité des lieux : l'ancienne chapelle servait d'entrepôt. Dans cet endroit, qui n'était pas conçu pour les ménages de la bonne société, Edouard Leclerc a commencé à livrer ses premières batailles, au début des années 50 contre les circuits traditionnels de la distribution.

« Les autres commerçants rigolaient quand j'ai ouvert », se souvient-il. Mais on n'a pas tardé à prendre l'« épicerie » très au sérieux. En 1991, son enseigne ornait six cents magasins en France, un hypermarché aux États-Unis, et il faut y ajouter des puits de pétrole dans ce pays. Edouard Leclerc ne s'est jamais embarrassé d'esthétique au temps

héroïque de sa croisade. Sa spécialité, c'était la boîte de poudre à cacao, le paquet de lessive ou encore le lot de lames de rasoir. Pour passer les marges, il fallait réduire les frais généraux, et le premier service que l'on pouvait rendre aux clients, ce n'était ni le confort ni le coup d'œil, mais les prix.

Aujourd'hui, alors qu'il est en train de redorer son ex-centre des Capucins, maintenant vide depuis que, après moult péripéties, il a pu construire un hypermarché à la périphérie de la ville, il a beau jeu de monter à quelques pas une salle de sport en tôle construite à côté du bâtiment du seizième siècle.

Au cœur du Landerneau historique, Edouard Leclerc s'est lancé dans une véritable opération de chirurgie esthétique qui correspond à son caractère fantasque. Le site étant classé, pour contourner les tracasseries administratives il n'a pas fait la moindre modification. Le hangar où jadis entassaient les caisses enregistrees a été conservé. Mais le « petit épicerie » a fait démoler l'ancienne toiture pour la remplacer par de l'ardoise et il a substitué à l'ancienne tour de parpaings des murs en beau granit breton. L'ex-hangar a aujourd'hui des allures d'église. Le patron des centres distributeurs a également entièrement reconstruit la chapelle du seizième siècle, maintenant surélevée de dix vitraux à l'ancienne. On y voit la vie de saint François, l'accouchement de la Vierge et une exaltation du soleil, car Edouard Leclerc pense qu'on est entré dans une phase d'extension solaire.

Cette chapelle deviendra un lieu de recueillement et un musée de la statue. Edouard Leclerc a aussi choisi une solution luxueuse pour le transformateur. L'ancienne installation va disparaître pour faire place à une tour en granit.

GABRIEL SIMON

Les Français face à la décentralisation

Suite de la page 9

C'est un premier indice que, placé devant un choix précis, les Français ne manifestent pas le rejet brutal de l'Etat affirmé lorsqu'il s'agit d'une appréciation globale. Il en est d'autres. S'il n'est pas surprenant que 79 % des sondés pensent que l'Etat doit s'occuper « en totalité ou en partie » des chemins de fer, et que 78 % aient la même opinion pour les autoroutes, ils sont quand même 22 % à souhaiter qu'il ait une attitude identique en ce qui concerne les « problèmes locaux » et, surtout, ils sont 85 % à avoir la même demande pour l'enseignement. Les accusations portées contre la machine tentaculaire de l'éducation nationale sont répandues, il est même à la mode d'affirmer qu'il faut décentraliser l'enseignement. Il y a pourtant plus de personnes interrogées à avoir une opinion contraire qu'en 1981, où le taux de réponse à la même question était de 81 %, et pas beaucoup moins qu'en 1970, où il était de 91 %.

Aujourd'hui les sondés sont encore 43 % à souhaiter que l'Etat s'occupe « en totalité » de l'enseignement, et là aussi cette demande est assez généralement répandue quels que soient l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, même si les agriculteurs (34 %) et les cadres supérieurs ou professions libérales (35 %) sont un peu moins nombreux que les autres à le réclamer, ou l'appartenance politique, même s'il y a une nette distinction entre la gauche (50 %) et la droite (34 %).

Tout aussi surprenant est la constatation que 41 % des personnes interrogées estiment que « l'Etat n'intervient pas assez dans la vie économique », alors qu'elles ne sont que 21 % à penser qu'il intervient « trop », et 23 % « comme il faut ». Là encore ce sentiment est assez général, puisque 38 % de celles qui disent être proches du RPR, comme de celles qui disent être proches de l'UDF, répondent « pas assez », et simplement 31 % « trop ». Il n'est donc pas étonnant qu'il n'y ait que 55 % des sondés à demander plus de pouvoirs pour les

conseils régionaux, 44 % à souhaiter la même chose pour les conseils généraux et 55 % pour les communes. Là encore l'uniformité des réactions traverse les professions et les classes politiques. Mais les cadres supérieurs et les professions politiques sont plus partisans de la région (60 %) qui souhaitent plus de pouvoir que les autres, alors que ce sont les agriculteurs qui en demandent plus pour les départements (45 %). Il est curieux de constater que la gauche est moins sensible à la structure régionale (57 %) que la droite (61 %), alors que l'une et l'autre donnent exactement le même score à l'accroissement des pouvoirs du département (46 %). En revanche, il est logique que les communistes réclament, à 80 %, plus de pouvoirs pour la commune, puisque c'est la seule collectivité locale qu'ils peuvent espérer gérer ou continuer à gérer.

Les responsables des assemblées régionales ont toutes raisons d'être satisfaits de cette enquête : 64 % « il se fait pas mal de choses » dans leur région, même si le taux de satisfaction est plus important à droite (69 %) qu'à gauche (63 %), ce qui est normal puisque la première génération des vingt-deux régions métropolitaines, 73 % considèrent aussi que l'actuel découpage régional est satisfaisant, alors qu'elles ne sont que 7 % à souhaiter que le nombre des régions soit réduit à dix ou quinze.

Une satisfaction des Français qui est, quand même, mêlée de scepticisme : ils ne sont, d'après ce sondage, que 35 % à juger que la régionalisation a eu « un effet positif », alors que 44 % pensent qu'elle n'a « pratiquement rien changé ». Pourtant 44 % d'entre eux estiment que la décentralisation a « surtout profité » aux régions, alors qu'ils ne sont que 20 % à penser que le bénéficiaire a été le département. C'est dire que les citoyens ont sur ce point un jugement diamétralement opposé à celui des praticiens et des observateurs professionnels.

THIERRY BRÉHIER

Une mutuelle pour les élus

Le projet de « statut de l'élu », tel qu'il a été présenté lors du conseil des ministres du mercredi 9 octobre, prévoit de donner une meilleure couverture sociale aux 511 417 élus locaux (le Monde du 11 octobre). Cependant pour environ un élu sur cinq, la possibilité d'adhésion à une mutuelle restera entière. Ainsi des maires ou des conseillers généraux, qui ont abandonné leur profession pour consacrer à leur mandat, ne bénéficient pas d'un système de prestations de services qui permet de meilleurs remboursements des frais de santé, mais aussi l'accès à certains loisirs ou à la formation.

Plusieurs membres du Mouvement national des élus locaux (MNEL) ont pris l'initiative de favoriser la création d'une mutuelle des élus locaux, le MUDEL. Cet organisme qui a fait l'objet d'un arrêté ministériel le 6 septembre, donne lieu à une convention technique avec la Fédération mutualiste parisienne. Il sera signé le 14 octobre. Les subventions des collectivités locales, au même titre que les dons individuels ou d'entreprises, doivent permettre de réduire le montant des cotisations.

Les objectifs de cette mutuelle sont de rassembler, au-delà des clivages politiques, un grand nombre d'élus qui auront la possibilité de contrôler la gestion de cet organisme.

Les fondateurs de la MUDEL insistent aussi sur l'intérêt pour ces élus de participer ainsi au débat sur l'avenir de la protection sociale et du régime des retraites.

C. de C.

► MUDEL, 400, rue Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42-97-59-10.

BLOC NOTES

AGENDA

La Corse demain. - L'Institut de la décentralisation organise jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio un colloque sur les perspectives de développement de la Corse dans les prochaines années : « Du statut particulier à l'émergence de nouvelles règles ».

Institut de la décentralisation. - La seconde édition du Festival international de géographie aura lieu du vendredi 18 au dimanche 20 octobre à Saint-Dié-des-Vosges. Présidé par

M. Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, ce festival aura pour thème « Mégapoles et cités géantes, pour une écologie urbaine ».

Direction des festivals, hôtel de ville, place Jules-Ferry, BP 275, 93107 Saint-Denis-Vosges. Tél. : 29-52-66-66.

Les SEM et le stationnement. - La deuxième rendez-vous des Sociétés d'économie mixte (SEM) chargées des problèmes de stationnement aura lieu les jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Brest à l'initiative de la Fédération nationale des SEM.

► FNSEM, 7, rue La Boétie. Tél. : 47-42-81-19.

PUBLICATIONS

L'emploi en zones rurales. - Face au déclin de l'espace rural, M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre de l'emploi, avait demandé, il y a un an, à M. Maurice Allefandre, universitaire, et à M. Denys Aguetant, directeur de la Fédération des maires ruraux (FNMR), une étude sur le bilan et le devenir de l'emploi dans les zones les plus fragiles. La Documentation française publie ce rapport, à la fois constat mais aussi recette pour éviter un déclin de certaines campagnes. « Un projet ambitieux, note M. Soisson dans la préface, qui nécessite une modification de notre comportement social et la mise en œuvre de dispositions nombreuses en direction des activités qui structurent l'espace rural... comme le maintien du commerce et de l'artisanat et le développement des services aux populations ».

L'Avenir de l'emploi dans les zones rurales fragiles. La Documentation française, 120 pages, 95 francs.

Environnement. - Le ministère de l'environnement vient de publier un recueil de jurisprudence intitulé Environnement et urbanisme. Ce document recense les dispositions du code de l'urbanisme ainsi que les décisions des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat en la matière.

Ministère de l'environnement, délégation à la qualité de la vie, 14, bd du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (16-1) 47-56-12-12.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

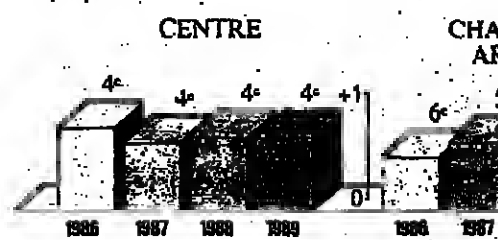
Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. La poutre affectée à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03) ; Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

Centre (quatrième)

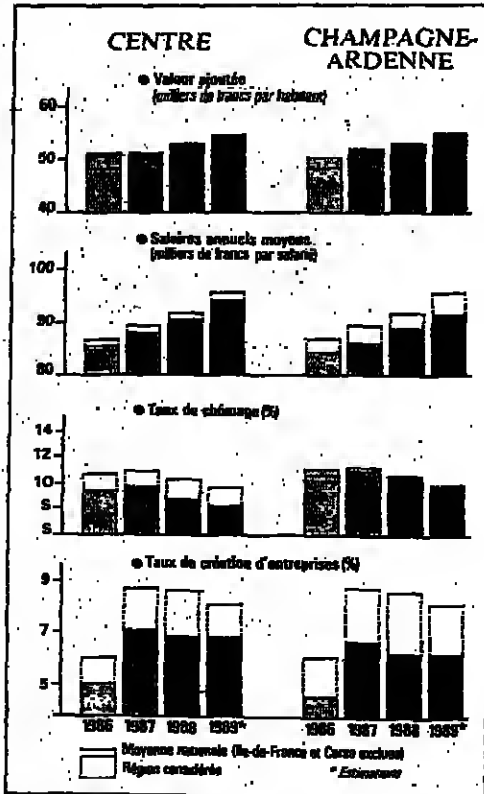
La région Centre n'est devenue que par trois régions de province selon l'indicateur synthétique retenu : l'Alsace, la Haute-Normandie et Rhône-Alpes. La valeur ajoutée par habitant y est supérieure de près de 6 % à la moyenne de province et le chômage inférieur de l'ordre de 1,5 point.

Grande région agricole à structure diversifiée, le Centre est la première région céréalière française. Le tissu industriel, relativement récent, est lui aussi assez diversifié. Stimulé par les déconcentrations des années 80 et 70, l'industrie est cependant assez dépendante des sièges sociaux franciliens et des capitaux étrangers. Quelques pôles industriels émergent : industrie pharmaceutique, construction mécanique, industrie du caoutchouc et des matières plastiques et construction électrique et électronique. Certaines activités tertiaires, comme les services aux entreprises, les activités de banque et d'assurance sont peu développées.

Le salaire moyen est légèrement inférieur à la moyenne de province, en raison d'une faible qualification de la main-d'œuvre. La croissance de la population du Centre a été proche de la moyenne nationale ces dernières années et s'est répartie de manière équilibrée entre excédent naturel et migratoire.



Le chiffre porté au-dessus de chaque barre indique le classement de la région selon l'indicateur synthétique (de la France et de la Corse exclues).



Champagne-Ardenne (cinquième)

Après avoir gagné une place en 1987, Champagne-Ardenne arrive juste derrière le Centre au classement des régions. Cette place de cinquième s'explique par une valeur ajoutée par habitant supérieure de 7 % à la moyenne de province. Champagne-Ardenne est la seule région française à réaliser plus de 10 % de sa valeur ajoutée dans l'agriculture. Concentrée dans la Marne et l'Aube, celle-ci a été principalement sur un vignoble réputé et la présence de grandes cultures ; elle s'accompagne d'une forte présence dans une vigne agricole et alimentaire. Mais Champagne-Ardenne est aussi une région très industrialisée dans deux secteurs traditionnels : la fondrie et le travail des métaux, ainsi que la textile. Au contraire les activités tertiaires, et en particulier les services aux entreprises et l'hôtellerie-restauration, sont nettement sous-représentées. Les salaires sont inférieurs à la moyenne de province en raison d'une faible qualification et d'une structure industrielle défavorable. En revanche, le revenu disponible par habitant de la région est supérieur à cette moyenne.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

recrute
tout au long de l'année des

Fonctionnaires
de catégories A et B

Pour ses différents services :

- ADMINISTRATIFS • SOCIAUX
- TECHNIQUES • CULTURELS...

Lieu de travail : GRENOBLE

Si vous êtes intéressés, et appartenez à la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat, contactez ou écrivez au :

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

Direction de l'Administration Générale
Service du Recrutement et de la Formation
BP 1096 38022 Grenoble Cedex
Tél. 76-60-38-38, poste 3584

SCIENCES

A la suite d'un court-circuit dans un générateur de la centrale nucléaire ukrainienne

Incendie sans fuite de radioactivité à Tchernobyl

Un incendie a ravagé, vendredi 11 octobre, la salle des générateurs de l'une des trois tranches encore en fonctionnement à la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine). Selon les autorités, il n'a fait aucun blessé, et n'a provoqué aucun dégagement de radioactivité.

Le feu s'est déclaré à 20 h 09, heure locale (19 h 09 heures de Paris), à la suite d'un court-circuit dans un générateur électrique de la salle des turbines du bloc numéro deux. Il s'est étendu au toit du bâtiment, et a été éteint vers 23 h 30, a annoncé l'agence Tass.

«Le feu ne s'est pas étendu au réacteur, et toute l'activité est revenue normale dès 21 heures», a précisé le permanent du service de presse de la centrale. Il n'y a pas eu de fuite radioactive et les réacteurs 1 et 3 continuent de fonctionner normalement.

Aucun dispositif spécial n'a été mis en place dans les ministères ukrainiens. Une commission d'enquête, dirigée par le ministre ukrainien d'Etat Victor Gladoush, a été créée pour enquêter sur les circonstances de l'incident, a annoncé l'agence Tass.

Après l'explosion du réacteur n° 4 le 26 avril 1986, la construction des tranches 5 et 6 de la centrale a été abandonnée, mais les trois autres réacteurs continuent de fonctionner. Plusieurs incidents qualifiés de «mineurs» par les autorités s'y sont produits, notamment une fuite d'eau radioactive sur le réacteur 2 de Tchernobyl au mois d'août dernier, évalué au degré 2 sur l'échelle de gravité internationale qui en compte 6.

Le Soviet suprême (Parlement) ukrainien avait voté, en mars 1990, un plan de fermeture en cinq ans de la centrale. Le premier des trois réacteurs toujours en

marque doit être mis hors d'exploitation dès 1993.

L'incident de vendredi pourrait accélérer l'application de cette décision malgré les problèmes d'approvisionnement de la région en électricité qu'elle posera, estiment les experts. Interrogé sur France-Info, M. Pierre Tanguy, responsable de la sûreté nucléaire à EDF, a en effet estimé que «un incendie de ce type n'est jamais bon signe» quant à l'état d'entretien d'une centrale. De plus, a-t-il ajouté, les personnels de sécurité de Tchernobyl «n'avaient pas, semble-t-il, le bon moral ces derniers temps».

A la suite de la catastrophe de 1986, 28 000 kilomètres carrés de terres ont été contaminées, et des centaines de milliers de personnes évacuées. Le bilan officiel reste cependant de trente et un morts, sur cent quarante-cinq personnes «atteintes de la maladie des rayons», a déclaré l'agence Reuters.

SPORTS

La Coupe du Monde de rugby

Billet anglais pour le Parc des Princes

L'Angleterre s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe du monde de rugby en battant les Etats-Unis 37-9, vendredi 11 octobre à Twickenham. Les Anglais, qui avaient changé huit joueurs par rapport à leur match contre l'Italie, ont marqué cinq essais, les Aigles américains n'en ayant inscrit qu'un. Si l'équipe de France bat les Canadiens, les joueurs de la rose rencontreront les équipiers du Sarge Blanco en quarts de finale au Parc des Princes, samedi 19 octobre.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Roger Uttley, l'entraîneur des Anglais, peut se gratter la moustache, qu'il porte drue. Son équipe a réussi l'exploit : en battant les Etats-Unis, elle accède aux quarts de finale. Elle ne mérite pas pour autant la moindre mention. Les quinze élèves à la rose ont joué le rugby appliqué qu'on leur connaît, sans génie particulier.

Ceux des premiers rangs, ces avants chouchoutés parce qu'ils constituent la principale force du jeu anglais, ont été loin de «mercure» leurs robustes adversaires, comme le réclamait la presse populaire. Ceux du fond de la classe, ces arrières turbulents dont on se méfie toujours un peu de ce côté de la Manche, ont eu le droit,

rare, de toucher le ballon. Ils méritent un peu plus que la moyenne, malgré quelques grosses maladresses, puisqu'ils ont inscrit quatre des cinq essais de l'équipe - dont deux par le surdoué Rory Underwood. En défense, en revanche, ils ont rendu une copie bâclée, offrant à l'arrière américain Ray Nelson son meilleur souvenir ovaire : un essai sur la pelouse légendaire de Twickenham.

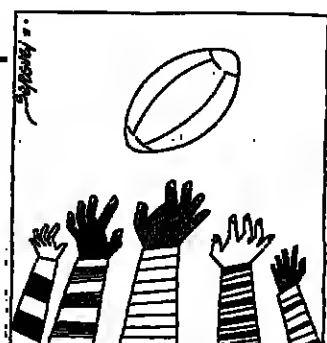
A l'averse des Français

Mais le plus inquiétant pour Roger Uttley, qui est aussi directeur de l'éducation physique dans un prestigieux collège londonien, restera sans doute cet interminable passage à vide de l'ensemble de la promotion, au début de la seconde mi-temps. Une absence qui a permis aux Aigles, combattants vigoureux, plaqueurs impitoyables mais toujours aussi empruntés avec le ballon dans les mains, de revenir à 21-9.

L'entraîneur pourra toujours dire que la classe n'était pas au complet. Les Anglais ont en effet choisi une stratégie inverse de celle de la France : ils font tourner leur effectif. Après ce dernier match de poule, seuls deux des vingt-six sélectionnés n'auront pas joué le seul essai d'avant de la rencontre, alors que Winterbottom et Teague frappent aussi à la porte.

Quelques-uns des acteurs de vendredi ont certainement donné leur première et dernière représentation de la Coupe du monde. Pour d'autres, la partie faisait office d'oral de rattrapage. Le troisième-ligé aile Dean Richards, par exemple, qui n'a pas retrouvé la forme affichée lors du Tournoi des cinq nations 1990. Ce policier, qui sa tête rasée fait ressembler à un bégayé, n'a pas dû voir d'un très bon œil la performance de Mick Skinner - chevelure longue et hirsute d'un hippie attardé, auteur du seul essai d'avant de la rencontre, alors que Winterbottom et Teague frappent aussi à la porte.

L'ailier Nigel Heslop a lui aussi marqué un essai, et il pourrait en profiter pour chiper la place de son camarade Chris Oti. Quant à l'arrière Simon Hodgkinson, une autre des stars du grand chelem, supplanté depuis par un Jonathan Webb qui le même jour a battu son record de meilleur marqueur anglais de tous les temps, il ne se faisait aucune illusion : «Je peux bien être gérald aujourd'hui, ce



n'est pas moi qui jouerai contre la France.

Car Roger Uttley et son acolyte Geoff Cooke avaient beau se débarrasser des questions gênantes en expliquant qu'ils ne connaissent pas encore le nom de leur futur adversaire, Twickenham n'avait qu'une seule échance en tête : ce quart des Princes qui doit opposer, en toute logique, le Quinze de la rose aux Français. Toute l'Angleterre du rugby y pense en fait depuis le coup de sifflet final du match d'ouverture contre les All Blacks. Et si les joueurs se bousculent, c'est pour mieux laver à Paris l'affront reçu à domicile. En confirmant par la même occasion que, s'ils doivent attendre pour être les premiers dans le monde, ils sont toujours les meilleurs en Europe.

Will le volontaire

Parmi eux, un seul est vraiment sûr de disputer, quoi qu'il arrive, cette partie. C'est Will Carling, le plus jeune capitaine que l'on ait donné au rugby anglais. Aujourd'hui, ce centre de vingt-cinq ans pourrait presque dire : «L'équipe d'Angleterre, c'est moi». Pas seulement parce que la presse raffole de son physique de jeune premier et de son prénom, si utile pour les jeux de mots bien sentis - «will» signifie «volonté» en anglais, il n'y a plus qu'à décliner. Pas seulement parce qu'il a été le premier à aborder la question tabou, de l'argent et des rémunérations des joueurs. Mais surtout parce que, sur le terrain, Carling s'est imposé comme un chef indiscuté.

«C'est dans ma nature de diriger une équipe, dit-il. J'aime savoir ce que pense et vit chacun des joueurs, qu'il soit titulaire ou remplaçant. Une fois le match commencé, je vois tout, je ne veux rien manquer de ce qui se passe.» Il faut le voir diriger la manœuvre sur le terrain à vue des grands gestes des bras. Il faut le voir profiter du moindre temps mort pour faire passer ses consignes, sermoner l'un et encourager l'autre. Parfois Carling en rajoute, ne serait-ce que dans cette manière cérémonieuse de remettre la balle à son buteur ou dans ses déclarations, un peu trop volontaristes. Avant la Coupe du monde, il avait annoncé que son équipe jouerait mieux que lors du grand chelem du début d'année. Il sait maintenant, plus que quiconque, qu'il faudra le prouver à Paris.

JÉRÔME FENOGLIO

Le chasseur de Similaun

Suite de la première page

Il y avait aussi le nombre d'objets retrouvés avec le mort. C'était presque trop bon pour être vrai : les faussaires ont, paraît-il, l'habitude de multiplier les «preuves» pour renforcer la crédibilité de leur «travail».

En interrogeant des spécialistes de diverses disciplines liées à la préhistoire, nous avons pu à peu près convaincre, comme eux-mêmes l'étaient. Le glacier de Similaun a mis quatre mille ans avant de lâcher son prisonnier ? Parce qu'il s'agit d'un glacier en coulante, presque pas ou d'un lobe mort (sans alimentation par le corps principal du glacier) depuis longtemps, l'un ou l'autre pouvait occuper, à l'endroit de la découverte, une dépression naturelle du socle rocheux qui bloque l'écoulement de la glace.

De plus, des glaciers du Vais ont «relâché» il y a quelques décennies, des fragments d'arc de bois vieux d'environ quatre mille ans ; mais, à l'époque, on n'a guère prêté attention à ces trouvailles... La hache de bronze n'est pas du tout corrodée ? La glace est un conservateur très efficace des objets métalliques.

Autrichien devenu italien

Quant à l'ancienneté de la momie, certes, elle est assez exceptionnelle. Mais la sécheresse d'altitude a déshydraté le corps et la glace l'a congelé en milieu anaérobie où les bactéries intervenant dans le processus de décomposition ne peuvent pas vivre. Le chasseur de Similaun n'est d'ailleurs pas le seul corps momifié spontané à être découvert naturellement. On a trouvé en Egypte et dans les Andes de très vieux corps momifiés spontanément par l'effet de la sécheresse extrême de l'air. Sans parler des momies naturelles, beaucoup plus récentes, il est vrai - du Groenland, de Bordeaux, de Brno, de Palerme ou de Kiev.

La seule chose qui ait changé depuis la découverte est la nationalité du chasseur de Similaun : d'autrichien, il est devenu italien. Les préhistoriens, qui ont découvert fortuitement la momie et qui pensaient avoir trouvé la pièce à conviction d'un crime ou d'un accident récent, ont d'abord présumé, paraît-il, les carabinieri italiens. Ceux-ci n'ayant pas manifesté la moindre envie de se débarrasser des «trouvailles» sont allés raconter leur histoire à la police autrichienne qui, elle, a envoyé le 23 septembre un hélicoptère pour descendre le mort à l'Institut médico-légal d'Innsbruck.

Avec le bruit fait par la découverte, les autorités italiennes se sont «réveillées». Elles ont envoyé des experts sur le glacier de Similaun : le lieu de la découverte est situé à quelques mètres de la frontière, mais du côté italien. Elles ont donc revendiqué la «propriété» du chasseur de Similaun tout en laissant la momie à Innsbruck pendant les deux ou trois années nécessaires aux études.

L'Institut médico-légal d'Innsbruck, l'aspect inhabituel du corps a poussé à faire appel au professeur Conrad Spindler, préhistorien à l'université d'Innsbruck qui, lui, a compris tout de suite qu'il s'agissait d'un mort pas ordinaire. On a cru d'abord que

l'homme momifié avait quelques siècles. Mais la hache de bronze à très vite conduit à penser à un mort vieux de quelque 4000 ans.

Le chasseur de Similaun est très bien conservé en dépit d'une hâte sur l'arrière de la tête, faite probablement par des oiseaux après la mort de l'homme. Des poils sont même encore visibles sur sa peau. L'homme était sans doute âgé de vingt à quarante ans et chacun de ses genoux était orné d'une croix tatouée. Il était vêtu d'habits en cuir ou fourrure, dont une sorte d'anorak de fourrure muni d'une fermeture à capuchon (on a trouvé à Similaun, en Sibirie une petite, succincte habitude, elle aussi, d'un anorak à capuchon, mais vieille de quelque douze mille ans). Ses chaussures de cuir étaient fourrées de foie (tout comme l'étaient encore avant la guerre les sabots des paysans dans les campagnes européennes) pour isoler du froid.

L'homme portait l'attirail du parfait chasseur : la hache de bronze dont il a été question plus haut, qu'il tenait dans une main toujours ligaturée sur son manche de bois, un couteau en silex dans son fourreau de bois, un carquois de bois contenant quatorze flèches de bois dont certaines se terminent par une pointe en os collée avec de la poix, une sorte de réticule de vannier avec une réserve de pointes de flèche de silex et de poix, une pochette de cuir avec un silex à faire du feu, une hotte en matière végétale, un arc dont seules les deux extrémités sont cassées.

Mort de froid

Tous ces détails permettent de reconstituer avec vraisemblance le drame qui a coûté la vie à ce jeune homme. On peut imaginer un chasseur (de chamois ?) surpris par une tempête de neige et tentant de s'abriter dans un creux de la topographie. L'homme a vite senti qu'il était prisonnier du trou et de la neige. Il a désespérément essayé de se dégager en prenant appui sur son arc, cassé ; ainsi l'une puis l'autre extrémité de son arme. Sans succès. Et puis il est mort de froid.

La neige et la glace l'ont recouvert peu à peu, mais pas assez vite pour le cacher immédiatement aux oiseaux. Le chasseur de Similaun est resté dans son trou pendant une quarantaine de siècles avant que la succession des trois été chauds et secs que l'Europe occidentale vient de vivre ne le fassent réapparaître.

On ne peut pas dire que la découverte honorerait les connaissances sur la vie au début de l'âge du bronze telle qu'elle a pu être reconstituée par les trouvailles purement matérielles. Mais le corps momifié du chasseur est sans nul doute une «première». En outre, comme tout corps d'homme sapient sapiens (c'est-à-dire

d'homme moderne en tout point semblable à nous par l'aspect et l'intelligence) récent ou ancien, il apporte une note étonnante dont sont dépourvus la plupart des vestiges préhistoriques. Espérons que l'émotion ne sera pas oubliée lors du colloque qui devrait réunir à Innsbruck dans deux ou trois mois une centaine de scientifiques.

YVONNE REBEYROL

Dans l'est de la France

Épinglettes nazies au courrier.

STRASBOURG

de notre correspondant

Les fabricants de pin's qu'ils est désormais conseillé d'appeler épinglottes) valent-ils dans les néo-nazis une clientèle potentielle à ne pas négliger ? C'est en tout cas ce qu'il ressort des pratiques du Cantra commercial européen (CEE) installée à Lingolsheim, dans la banlieue sud de Strasbourg.

Cette société, spécialisée dans la vente par correspondance de jouets et de modèles réduits de voitures, a adressé à des clients, qui trouvent principalement dans les magazines de télévision, des lots de 12 pin's dont l'un est une reproduction d'une croix de fer de 1^{re} classe et de l'ordre de Malte frappée de l'amblyme nazi.

La CCE, qui minimise les faits, prétend mal s'expliquer ces

erreurs de livraisons. A la suite de protestations de plusieurs clients trompés par la marchandise, il a été procédé à la vérification des stocks, et, à ce jour, dit la direction de l'entreprise, aucun autre exemplaire n'a été trouvé. Da surcroît, on a déclaré dans l'impossibilité de déterminer la provenance du pin's par lequel le scandale est arrivé, tant les fournisseurs, qui livrent leur marchandise en vrac, sont divers.

La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) ne veut pas en rester là. Elle a demandé à près d'une dizaine de ses adhérents de commander les assortiments proposés par la CCE et tous ont reçu un lot contenant la farneuse croix de fer et l'amblyme. En conséquence, M. Georges Nicod, député national, a décidé de porter l'affaire devant la justice. M. S.

CORRESPONDANCE

La réforme du conseil de l'ordre

A la suite de notre article consacré à la prochaine réforme du conseil de l'ordre des médecins (Le Monde du 26 septembre), nous avons reçu une lettre du docteur Bernard-Cloude Savy, qui nous demande de publier au titre du droit de réponse :

Dans le Monde du 26 septembre, concernant la réforme de l'ordre des médecins, vous avez cité la question que j'ai posée à son assemblée générale : «Considérez-vous préférable de refuser le texte actuel de réforme ordinaire du gouvernement ?» Vous avez précisé que j'étais bien connu dans la profession médicale pour mes «positions extrémistes».

Il me paraît facile de taxer une personnalité d'un tel qualificatif. Je vous précise que je suis conseiller national, élu par les trois quarts des cent quatre-vingts conseillers des départements de la région parisienne. Faut-il penser qu'il y ait autant d'extrémistes ? Ma question a recueilli près des trois quarts des voix : 144 «oui», 51 «non». L'extrémisme serait donc très majoritaire...

D'ailleurs, est-il «extrémiste» de refuser une réforme qui remet en cause les principes de la démocratie au sein d'un organisme chargé d'un service public, puisqu'elle aboutirait à empêcher les électeurs, divisés en collèges, de choisir leurs candidats, eux-mêmes catégorisés par mode d'exercice, comme si leur rôle de conseiller de l'ordre n'était pas de faire respecter la

même déontologie ?

La limitation des mandats prévue dans le projet n'est-elle pas une sélection arbitraire qui n'est pas en usage dans les institutions de notre République ? C'est aux seuls électeurs de choisir. Il n'est pas non plus démocratique de voir, aujourd'hui, un président prorogé par un pouvoir politique et non plus élu par ses pairs... C'est pour sauvegarder les principes de la démocratie à tous les niveaux que mes collègues ont largement soutenu ma proposition. Est-ce là de l'extrémisme ?

Le docteur Savy m'a depuis longtemps un combat au service des intérêts exclusifs de l'ordre libéral de la médecine ainsi que, en 1986, contre le remboursement de l'interception volontaire de grossesse. Il était alors député apparenté RPR de la Vienne et, rejoignant le Front national, il s'appuyait sur M. Michèle Barzach, alors ministre RPR déléguée chargée de la santé. En 1987, la revue *Profil* édité-médical, dont le docteur Savy était rédacteur en chef, menait une violente campagne contre M. Jacques Attali, alors conseiller spécial du président de la République et accusé d'être partisan d'un «généralisme des vieux». Dans cette affaire, le docteur Savy et plusieurs de ses collaborateurs avaient été condamnés pour diffamation.

Le docteur Savy qualifie de «non démocratique» la proposition - jusqu'en 30 juin 1992 - des mandats des conseils régionaux, un préalable indispensable à la réforme en cours. Faut-il rappeler que cette proposition trouve son origine dans le texte de la loi du 17 juillet 1991 et que, sans à revenir au corporatisme, un ordre, tel que des médecins, ne saurait se constituer en dehors de la loi ? J. Y. N.

Ecran polémique

Est-il choquant de payer pour assister à un spectacle, fût-il sportif ? Naguère, il n'y avait pas d'autre solution que d'écarter un hillal et de se rendre au stade. La télévision publique a quelques peu bouleversé la tradition, multipliant les spectacles en payant et vidant les gradins. Mais l'exclusivité des premiers matches de la Coupe du monde de rugby accordée aux chaînes à péage a provoqué une sombre polémique.

Pour suivre en direct ces rencontres, il fallait être abonné soit à Canal +, soit au câble (TV-Sport). Quelque 90 % des téléspectateurs ne sont pas dans ce cas. Pour évaluer les prestations de l'équipe de France, ceux-ci ont dû attendre fort tard les diffusions en différé par TF1. Cela a exaspéré les amateurs de ballon ovale habitués à vivre le Tournoi des cinq nations et la phase finale du championnat de France sur Antenne 2. Ils ont fait part de cette irritation par lettre ou par téléphone, tant à la Fédération française de rugby qu'au ministère de la jeunesse et des sports.

M. Albert Ferrasse, la président de la Fédération française de rugby, avait crié à la trahison quand il avait pris connaissance du résultat des négociations entre l'organisateur de la Coupe du monde et les télévisions. L'occasion était donc belle pour lui de faire l'un des trébuchants numéros de populisme dans lesquels il excelle. Feignant d'oublier qu'il a largement ouvert les vannes aux commentateurs pour le sport qu'il dirige depuis deux décen-

nies, M. Ferrasse a donc fulminé contre l'argent qui dévale le sport.

Extraordinairement discrète en matière sportive depuis son installation tour Olivier-de-Serraes (siège du ministère de la jeunesse et des sports, mais aussi de Canal +), M. Frédéric Bredin a estimé que l'occasion était bonne pour sortir de sa réserve : «Les équipes nationales représentent la France, elles ont besoin du soutien de tous les Français si doivent pouvoir être vus par tous les Français.» Elle va donc convier à une table ronde tous les partenaires concernés pour que de telles bavures ne se reproduisent plus.

Dans ces deux réactions, on ne sait laquelle l'emporte, de la mauvaise foi du premier ou de la démagogie de la seconde. Sans argent, il n'y aurait plus d'équipe de France. Et sans télévision à péage, il n'y aurait plus de sport en direct sur le petit écran. L'un et l'autre savent pertinemment et n'ont pas en poche de solution de remplacement.

C'est donc un débat de fond sur la politique sportive de la France, qui ne consacre même plus 0,2 % de ses dépenses publiques au sport, qui devrait être engagé. Mais TF1 devant bientôt prendre le relais de Canal + pour couvrir en direct et en clair les prochaines prestations de l'équipe de Sarge Blanco, il y a fort à parier que cette vaine polémique sera bien vite oubliée.

ALAIN GIRAUDO

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Il s'agit de savoir qui aura le droit de voter et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

le programme des sept, consentis précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde
INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

vie renver-
leux
ajout
cins,
rues
des
s'est
ion,
syn-
arti
aussi
i, les
dons
Bul-
esprit
lence
les
issent
ateurs
r... de
érais
y voir

RALON

Premier succès pour la vente Kochno avec les tableaux, les objets d'art et les projets de théâtre, dispersés par Sotheby's à Monaco

LAURENCE BENAÏM

□ PHOTO : 2 millions de dollars lors d'une vente Sotheby's. - La vente organisée par Sotheby's, le 9 octobre à New-York, a rapporté 2 135 000 dollars, 25 % des pièces étant les aventures. « Clouds » d'Edward Westoa (88 000 dollars) et un portrait pictorialiste d'Eleanora Duse par Edward Steichen (60 500 dollars) ont obtenu les prix les plus élevés dans une vente dominée par les opérateurs des années 20-30. Ce résultat illustre un marché en bon état après la vente d'avril dernier où une natore morte signée Tina Modotti avait atteint le chiffre record de 165 000 dollars.

La mer et les vagues

Rien n'eûte été épergné au capital, les courageux assaillir par les embrurements à toutes parts. Mais le temps n'est pas ble revenu. La Ville de Paris doit concrétiser la donation du terrain sur lequel se construit le TGB, avant le vrai démarrage du chantier en décembre. Dominique Jamet est confiant : si les rapports de l'Etat et de la Ville sont mauvais, les contacts personnels de M. Bessin, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, et du préfet de la Seine-Saint-Denis, les ne gêneront pas vraiment. Le déroulement des opérations. Les pétitionnaires ? Le TGB lui oppose ses comités de soutien, dont les signatures sont tout aussi nombreuses. Au fraces des vagues, Dominique Jamet oppose le silence de la mer.

EMMANUEL DE ROUX

En quête de considération

Les architectes des Bâtiments de France décident de se mettre en grève le 14 octobre

La Semaine de l'architecture s'achève dimanche 13 octobre par un grand ficher d'autocritique sur le cours à travers la capitale. Les stars ont eu leur soirée, vendredi 10, avec la remise des grands prix du ministère de l'équipement, à la Grande Arche de la Défense. Sans champagne. Cette tristesse publique pour des arts les plus péculiers de la France s'empare de la semaine. Elle fait souhaiter son rattachement au ministère de la culture. Il n'y aura peut-être pas plus de moyens pour la Direction de l'architecture, cinquième rang du carrosse de M. Paul Quilès, mais au moins un peu de considération. Car l'apparente vitalité de l'architecture française est en fait la réalité actuelle de cette profession fragile économiquement et administrativement. C'est en particulier le cas des architectes fonctionnaires de l'Etat, au premier rang desquels, les architectes des Bâtiments de France, à peine plus connus sous leur sigle

On lui en veut quelquefois, et parfois à juste titre, de s'être pas plus ferme devant les élus municipaux. Les élus eux, les trouvent encombrants. L'ABF n'est pas soutenu par son confrère libéral. Il suffit de voir comment Roland Castro, fidèle à son habitude de proclamations à l'émotion-pièce, a, lors de la même émission, balayé d'un balai de vix cent ans le même génie architectural que prônerait les ABF. Il faut reconnaître aujourd'hui la construction du Mont-Saint-Michel, dit Castro. Le même Roland Castro qui a soutenu la défiguration du CNIT.

Le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, a défendu le rôle de l'ABF. Cela ne mange pas de pain. Depuis des années, le ministre dont la charge, a-t-il cessé de promettre à l'une ou l'autre profession, comme il le fait pour l'enseignement de l'architecture, sans que rien n'ait été fait dans d'autres domaines. Dans les autres cas, les paroles ne soient suivies d'effets. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'après avoir fait visiter les secteurs sauvegardés les 5 et 6 septembre, le 12 octobre, les ABF aient décidé, une fois la Semaine de l'architecture achevée, de se mettre en route le 14 octobre.

Que demandent-ils à leur autorité de tutelle? De l'argent bien sûr, des postes, de meilleures conditions de travail, mais aussi cette considération sans laquelle les agents de l'Etat perdent leur crédit auprès de ceux-là mêmes dont ils doivent surveiller l'enthousiasme urbain et architectural.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Semaine de l'architecture,
tel.: 40-70-12-7B; ou Minitel:
616 Telarchi.

D'une gare l'autre

La SNCF sur les rails de l'art d'aujourd'hui

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le *Monde* du 12 octobre que l'Idoménée de Campra avait été donnée à Paris en version de concert au Théâtre des Champs-Élysées. Il s'agissait en fait du Théâtre du Châtelet.

Sophocle au goût du jour

Un espoir de la mise en scène s'attaque au dramaturge grec

Cela commence bien. Pour la folie d'Ajax aveuglé par Athènes, Breunschweig compose - à ce qu'on peut déjà appeler sa manière - une image inoubliable. Tandis qu'un grand mur noir se transforme en cube étouffant, escamotant miraculeusement la Déesse, apparaît au-delà d'une vitre transparente le corps nu du héros, enroulé dans une

Ajax en son début est d'une énergie, d'une violence qui sied à l'énergie, à la violence de la jeunesse d'aujourd'hui. Tout de suite après, la pièce se complique, beaucoup. Il y a le «réveil» du héros et la réaction de ses proches comme de ses marins qui font tout. Il y a la mort du héros, l'enterrement comme il en est peu au théâtre. Il y a ces parabes, entre rois et hommes, entre Homéris et rois, Agamemnon et Ménélas, autour d'un cadavre qu'il faut ou qu'il faut pas ensevelir. Là se mêlent le mythe, la politique, le sentiment d'humanité jusqu'à l'incandescence. Là,

Les costumes sans beauté nous rebutent à aujourd'hui; les mœurs, les attitudes, les comportements, deviennent laborieusement systématiques; le jeu se perd entre l'écritisme anachronique (la Tekkessa de Flore Lefebvre des foëttes), décalage impossible (le chanteur jazzé d'Éric Louis) et le metteur en scène perd ses marques. Braunschweig confie, dans un entretien avec le directeur de Gennevilliers, Bernard Sobel (un embarras vis-à-vis du monde actuel, une peur qu'il lui des correspondances dans l'écrit. Cet embarras est au moins à l'heure de notre

OLIVIER SCHMITT

11) Dans *Théâtre/Public*, N° 101-102.

Théâtre de Gennevilliers. Jusqu'au 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47.93.26.30.

1 vie
 ren-
 auver-
 deux
 majou-
 eulent
 noins,
 rern-
 n des
 i s'est
 ssion,
 n syn-
 Parti
 i aussi
 on, les
 t donc
 urulents.
 les Bul-
 d esprit
 violence.
 que les
 fuesent
 ntateurs
 ler... de
 aérales
 r y voir

FRALON

dit, il s'agit de savoir qui fait quoi (le «cadre») et d'éviter l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

appel directement au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

Le Monde
INITIATIVES

Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

SPECTACLES

SAMEDI 12 - DIMANCHE 13 OCTOBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Mélis (1986), de Alain Resnais, 15 h ;
Nuits blanches (v.f.), 17 h ; Les quatre
nuits d'un rêveur (1972), de Robert
Bresson, 19 h ; Marié pour mémoire
(1987), de Philippe Garrel, 21 h.

DIMANCHE

Le Cabinet du Dr. Caligari (1919), de
Robert Wiene, 15 h ; La Maison du doc-
teur Edwards (1945, v.o.), d'Alfred Hitch-
cock, 17 h ; On murmure dans la villa
(1951, v.o. a.t.), de J. L. Mankiewicz,
18 h ; L'ombre d'un doute (1943, v.o.
a.t.), d'Alfred Hitchcock, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

DIMANCHE

Troisième semaine nationale de l'archi-
tecture : la Rebelle (1948, v.o.), de King
Vidor, 14 h ; La Terre des Pharaons
(1955, v.o.), de Howard Hawks,
16 h ; Le Tigre du Bengale (1959,
v.o. a.t.), de Fritz Lang, 18 h ; Le Tigre
du Bengale (1959, v.o. a.t.), de Fritz
Lang, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Le Cinéma australien : les Volontiers qui
ont mangé Paris (1974, v.o. a.t.), de
Peter Weir, 14 h 30 ; Un oncle dans la nuit
(1988, v.o. a.t.), de Fred Schepisi,
17 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma australien : La route est
ouverte (1946, v.o. a.t.), d'Henry Watt,
14 h 30 ; Les Sorcières d'Eastwick
(1987, v.o. a.t.), de George Miller,
17 h 30 ; Miss Daisy et son chauffeur
(1989, v.o. a.t.), de Bruce Beresford,
20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache
Forum des Halles
(40-28-34-30)

SAMEDI

Les 20 ans du Festival d'automne à
Paris : Hans Jürgen Syberberg, Edith
Cavaler, Mademoiselle Elise (1988)
d'Hans Jürgen Syberberg, 14 h 30 ;
Peter Brook : Peter Brook (1989) de
David Thomas, 14 h 30 ; Patrice Ché-
reau : Portrait de Patrice Chéreau :
dépense d'artiste (1980) de Pascal
Aubier, 15 h 30 ; Georges Lescage :
Palazzo mental (1988) de Georges
Lescage, 18 h 30 ; Patrice Chéreau :
Bernard-Marie Kolbe : Dans la solitude
des champs de coton de Benoît Jac-
quot, 18 h 30 ; Peter Brook : Questions
sur le théâtre (1988) de Pierre Lecoq,
17 h 30 ; Samuel Beckett :
Film (1965) d'Alain Schneider et Samuel
Beckett, 18 h 30 ; John Cage, Philip Glass :
4 American Composers : John Cage, Philip
Glass (1982-1983) de Peter Greenaway,
18 h 30 ; Luigi Nono : Archipel Luigi
Nono (1988) d'Olivier Millet, 19 h 30 ;
Robert Ashley, Meredith Monk : 4 Amer-
ican Composers : Robert Ashley, Mered-
ith Monk (1982) de Peter Greenaway,
20 h 30.

DIMANCHE

Les 20 ans du Festival d'automne à
Paris : György Ligeti : All Clouds are Clo-
cks (1991) de Leslie Megawley, 14 h 30 ;
Alfred Arbas : La Dita dans la jungle de
Benoît Jacquot, 14 h 30 ; Georges
Perec : Le souviens-toi de Gaspard Win-
ckler (1988) de Catherine Sinet,
15 h 30 ; Robert Pinget, Jobi
Jouanneau : F.W. de Jodelle, Jobi
Jouanneau, 18 h 30 ; Jérôme Des-
champs : Les Petits Pas (1989) de Guy
Seligmann, 18 h 30 ; Georges Perec :
Le souviens-toi de Gaspard Winckler
(1988) de Catherine Sinet, 17 h 30 ;
Georges Perec, Sami Frey : Je me sou-
viens (1988) de Sami Frey, 18 h 30 ;
Bernard Sobel : La Bonne Ame de Ber-
choud (1989) de Bernard Sobel,
18 h 30 ; Samuel Beckett : Soirée
Samuel Beckett (1988) de Pierre Boute-
lier, 19 h 30 ; Jacques Rivette (1989) de
Gilles Dimey : Paris nous appartient
(1980) de Jacques Rivette, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

LUNDI 14 OCTOBRE

« La peinture italienne, de Giotto à
Leonard de Vinci, 14 h 30, sortie métro
Saint-Pierre (Régence du musée). »
« Conciergerie et Sainte-Chapelle, »
14 h 30, 1, qui de l'Horloge
(S. Rojon-Kern). »
« Le quartier Mouton au temps de
Marcel Proust, 18 heures, métro
Mouton (Approche de l'art). »
« Le temple bouddhiste du bois de
Vincennes. Histoire du bouddhisme, »
18 heures, métro Liberté (P.-V. Jas-
let). »
« Compagnies des Indes et porce-
laines de Chine : histoire d'une ren-
contre, 14 h 30, hall du Musée Gu-
m (Le Cavalier bleu). »
« Hôtels et rues autour de Saint-
Sulpice, 14 h 30, entrée principale de
l'église (M. Cazas). »
« L'ancienne abbaye de Saint-Ger-
main-des-Prés et la place Fursten-
berg, 14 h 30, devient l'église (E. Romani). »
« Les salons Napoléon III de la
maison Opéra, hôtel Bourbon de Rou-
vre (nombre limité), 14 h 30, 5, rue du
Docteur-Lancaster (D. Bouchard). »
« L'Opéra Garnier et les fêtes du
Second Empire, 14 h 30, en haut
des marches, à l'extérieur (Commis-
sion de Paris). »
« Les appartements du duc de
Maine et du maréchal de La Mollerie
à l'Arsenal, la bibliothèque du comte
d'Artois, 14 h 30, sortie métro
Sully-Montand (J. Haefliger). »

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-
10-82).
AN ANGEL AT MY TABLE (Inédit-
d'Alain, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-
54-46-86).
ATLANTIS (Fr.) : Rex (la Grand Rex), 2
(42-36-83-83) ; Publicis Champs-Ély-
sées, 6 (47-20-78-23) ; Gaumont Pa-
ris, 14 (45-36-30-40).
AV CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 4
(42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5
(44-07-20-49) ; Gaumont Parnasse, 14
(44-36-30-40).
BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Hor-
izon, 1 (45-08-57-87) ; 14 Juillet
Odéon, 6 (43-28-58-83) ; Stratégie, 8
(42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade,
8 (43-59-19-08) ; George V, 6 (45-82-
41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-
75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-
56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-
01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ;
Mistral, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les
Nations, 12 (43-43-04-67).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
BOVZIN THE HOOD (A., v.o.) : Gau-
mont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;
Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-
72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-
27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-08).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-
47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches,
6 (46-33-10-82) ; Gaumont Ambas-
sade, 8 (45-74-94-94).
LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6
(45-82-41-46) ; UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).
LES COMMITMENTS (Rondais, v.o.) :
Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-
54-46-86).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A.,
v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra,
9 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).
LES COMMITMENTS (Rondais, v.o.) :
Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-
54-46-86).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A.,
v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra,
9 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

SARTON FINK (A., v.o.) : Forum Hor-
izon, 1 (45-08-57-87) ; Pathé Impérial,
2 (47-42-72-52) ; Cini Beaubourg, 3
(42-71-62-38) ; UGC Denfert, 6 (42-25-
10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-
62-20-40) ; Max Linder Panorama, 6 (45-
62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-
48-08) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ;
Mistral, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les
Nations, 12 (43-43-04-67).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
BOVZIN THE HOOD (A., v.o.) : Gau-
mont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;
Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-
72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-
27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-08).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-
47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches,
6 (46-33-10-82) ; Gaumont Ambas-
sade, 8 (45-74-94-94).
LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6
(45-82-41-46) ; UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Gaumont
Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Pathé
Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Cini Beaubourg,
3 (42-71-62-38) ; UGC Denfert, 6 (42-25-
10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-
62-20-40) ; Max Linder Panorama, 6 (45-
62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-
48-08) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ;
Mistral, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les
Nations, 12 (43-43-04-67).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
BOVZIN THE HOOD (A., v.o.) : Gau-
mont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;
Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-
72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-
27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-08).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-
47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches,
6 (46-33-10-82) ; Gaumont Ambas-
sade, 8 (45-74-94-94).
LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6
(45-82-41-46) ; UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6
(45-82-41-46) ; UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).
LES COMMITMENTS (Rondais, v.o.) :
Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-
54-46-86).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A.,
v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra,
9 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

LES COMMITMENTS (Rondais, v.o.) :
Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-
54-46-86).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A.,
v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;
George V, 6 (45-82-41-46) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Opéra,
9 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

CONFÉRENCES

LUNDI 14 OCTOBRE

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Pro-
grès sociaux et évolution des mentali-
tés », par le docteur G. C. Servy
(Académie des sciences morales et
politiques).
23, rue François-Miron, 18 h 30 :
« La diplomatie et les moyens de la
combattre », par G. Allaire (Bibliothèque
des 100 diètes).

(45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-
61-94-94).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5
(43-37-57-47).
LES DOORS (A., v.o.) : La Bastille, 11
(43-07-48-08) ; Grand Pavois, 15 (45-
54-46-86).
DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC
Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon
Bastille, 12 (43-43-01-59).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-
Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6
(43-28-48-18) ; République Cinéma, 11
(48-05-51-33).
FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les
Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Rive
Gauche, 5 (43-28-48-18) ; 14 Juillet
Odéon, 6 (43-28-58-83) ; La Pagode, 7
(47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade,
8 (43-59-19-08) ; George V, 6 (45-82-
41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-
75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-
56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-
01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ;
Mistral, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2
(42-38-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-
59-19-08) ; Pathé Française, 8 (47-07-
28-04) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ;
Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Pathé
Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gau-
mont Convention, 15 (48-28-42-27) ;
Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AUTRE, film français de Ber-
nard Giraudoux : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé
Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé
Hauteville, 6 (46-33-78-38) ;
Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-
59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14
(43-20-32-20) ; 14 Juillet Beau-
grenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les
Nations, 12 (43-43-04-67).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
BOVZIN THE HOOD (A., v.o.) : Gau-
mont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;
Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-
72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-
27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-08).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-
47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches,
6 (46-33-10-82) ; Gaumont Ambas-
sade, 8 (45-74-94-94).
LE CHOIX D'AMER (A., v.o.) : Forum
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6
(45-82-41-46) ; UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;
UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;
CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 6
(45-82-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Gaumont
Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Pathé
Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Cini Beaubourg,
3 (42-71-62-38) ; UGC Denfert, 6 (42-25-
10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-
62-20-40) ; Max Linder Panorama, 6 (45-
62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-
48-08) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ;
Mistral, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC
Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les
Nations, 12 (43-43-04-67).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-
main-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle,
6 (42-22-87-23) ; Les Trois Batz, 6
(45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-30-40-40).
BOVZIN THE HOOD (A., v.o.) : Gau-
mont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;
Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-
72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-
27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-
83-83) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-
58-08).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-86).
LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-
47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches,

Le premier ministre annonce 7,5 milliards de francs pour l'emploi

La ligne de crête

Bien joué, M^{me} Cresson ! En annonçant à ses interlocuteurs syndicaux que le prochain plan emploi sera doté de 7,5 milliards de francs, le premier ministre - sur la ligne de crête - est parvenu à reprendre l'initiative sur le terrain social sans pour autant tourner réellement le dos aux grandes choix économiques du gouvernement.

En effet, M^{me} Edith Cresson n'a fait qu'anticiper l'officialisation des dispositions qu'elle s'appropriait à rendre publiques et qui n'avaient jusqu'à présent fait l'objet d'aucun chiffrage. De nature plus « qualitative », les autres dispositions (tables rondes sur l'automobile, l'électronique et le textile ainsi que sur les rapports entre les entreprises et l'éducation nationale) donnent du « grain à moudre » aux syndicats mais n'entraînent pas de dépenses supplémentaires. Quant à la perspective d'aggraver le déficit budgétaire prévu en 1992 (89,5 milliards de francs) que le premier ministre a évoquée devant ses interlocuteurs, il s'agit d'un vrai-faux aveu. Le déficit traditionnellement dépassé en fin d'exercice. Surtout lorsqu'il s'agit d'une année présidentielle.

Pour autant, les quatre syndicats réformistes n'ont pas du tout fait une mauvaise affaire. Si le certain infatigable de la politique économique du gouvernement qu'ils entendaient paraître modeste, ils ont quand même obtenu l'ouverture de discussions dans plusieurs secteurs en difficulté (électronique, automobile, textile), où des entreprises publiques (Bull, Thomson, Renault) ont engagé des réductions d'effectifs. De même, l'entrevue de vendredi leur a permis de faire monter la pression avant la seconde séance de négociation salariale dans la fonction publique, prévue mercredi prochain.

M^{me} Cresson sait qu'en cas d'échec, ses rapports avec les syndicats redeviendraient conflictuels et tout serait à refaire. Quant à M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, il s'est placé dans une situation particulièrement embarrassante. Il ne peut plus compter sur la participation de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN à sa journée de grève générale du 24 octobre. Pour mener à bien cette opération dans laquelle il s'est imprudemment lancé en solitaire, il a reçu l'appui enthousiaste mais bien encombrant de M. Henri Krasucki... Pour avoir déjà testé l'efficacité d'un rapprochement tactique avec la CGT (dans la création de la CSG, notamment), M. Blondel devrait pourtant savoir que le tandem FO-CGT risque d'être insuffisant pour assurer le succès de son initiative. L'ère Blondel est décidément à des années-lumière de l'ère Bergeron.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un plan en faveur des jeunes non qualifiés

Après avoir reçu durant trois heures à l'Hôtel Matignon les dirigeants de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN, M^{me} Edith Cresson a annoncé, vendredi 11 octobre, que 7,5 milliards de francs seront consacrés au plan emploi qui sera présenté au conseil des ministres de mercredi prochain. 6 milliards de francs seront consacrés à des exonérations de charges sociales pour l'embauche de jeunes sans formation et à l'octroi d'un crédit d'impôt aux familles créant des « emplois de proximité ». Ces emplois seront aussi favorisés par une aide de 1,5 milliard de francs aux associations fournissant des services aux particuliers, notamment aux ménages non imposables.

MM. Doublin et Gillibert renouent à participer à des manifestations officielles. - Les ministres ont de plus en plus de mal à participer aux manifestations officielles en raison de l'hostilité des agriculteurs. Vendredi 11 octobre, M. François Doublin, ministre de l'artisanat, du commerce et de la consommation, qui avait écourté, le 10 octobre et pour les mêmes raisons, une visite à Pontarlier (Doubs), a dû renoncer à se rendre à un dîner dans un restaurant situé près d'Argentan (Orne). D'autre part, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicaps et des accidentés de la vie, a annulé un déplacement prévu le samedi 12 octobre à Besançon.

Menaces de grève à Air Inter. - Alors que l'ensemble des syndicats du groupe Air France hésite à lancer un mot d'ordre de grève contre le plan de restructuration et de suppression d'emplois lancé par la direction, un syndicat de la filiale Air Inter, le Syndicat national du personnel inter-transports-tourisme (SNPTIT) a annoncé, vendredi 11 octobre, qu'une intersyndicale de la compagnie intérieure avait décidé d'appeler le personnel à une grève de vingt-quatre heures, mercredi 23 octobre.

Nouveaux candidats au rachat d'Executive Life

De nouveaux candidats au rachat d'Executive Life, la compagnie d'assurances californienne en faillite, se sont déclarés vendredi 11 octobre au soir, date limite pour la soumission. Ils disposent encore d'une semaine pour améliorer leurs propositions, qui seront soumises le 25 octobre pour décision au juge des faillites de Los Angeles. Les premiers candidats déclarés, conduits par la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) et Altus Finance (filiale du Crédit lyonnais), ont amélioré leur offre dès vendredi pour répondre à celle faite jeudi par un groupe d'investisseurs menés par la firme californienne Hellman and Friedman.

Se sont ensuite fait connaître : le comité officiel des créanciers de First Executive Corp., maison mère d'Executive Life, qui a proposé de mettre la portefeuille de junk-bonds (obligations à haut risque et rendement élevé) dans un fonds de dépôt dont les bénéfices permettraient de payer les créanciers ; un autre assureur californien, Broad Inc., qui ne voudrait reprendre que les activités de l'assurance ; enfin, d'autres candidats qui se seraient déclarés plus intéressés par les junk-bonds, comme le groupe d'assureurs américains NOLHA ou l'homme d'affaires texan Richard Rainwater.

Ces dépenses seront financées par des cessions d'actifs des entreprises publiques, a fait savoir le chef du gouvernement qui, toutefois, n'a pas confirmé le chiffre de 30 milliards de francs évoqué par ses interlocuteurs. Un communiqué du premier ministre souligne que « la mobilisation du capital des entreprises publiques dégagera des marges de manœuvre supplémentaires de plusieurs milliards par an ».

D'autre part, le gouvernement a accepté que les ministres du travail et de l'industrie examinent, en liaison avec les représentants professionnels et les syndicats, la situation des secteurs de l'automobile, de l'électronique et du textile. Il s'agit d'étudier les perspectives

industrielles ainsi que les problèmes de formation, d'organisation du travail et de reconversion. Outre la mise à l'étude d'actions spécifiques en faveur du bâtiment et des travaux publics, il a été décidé que la table ronde programmée à la suite de l'accord national interprofessionnel du 3 juillet dernier sera consacrée à l'établissement de « nouveaux rapports entre les entreprises et l'éducation nationale ».

Au nom des quatre organisations syndicales, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a souligné qu'il s'agissait d'une « première étape », dont les résultats lui paraissent « insuffisants ». La traduction budgétaire de la priorité accordée à la lutte contre le chômage est « encore floue et incertaine », a-t-il

déclaré. Néanmoins, l'organisation d'une grève générale « n'est pas d'actualité » car il existe « d'autres moyens à mettre en œuvre ».

Grève du 24 octobre : la CGT rejoint FO

Pour sa part, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a annoncé vendredi après-midi son intention d'organiser une journée de grève générale interprofessionnelle le 24 octobre prochain. « Nous n'avons jamais été devant une situation aussi catastrophique », a-t-il assuré. Dans la soirée, la CGT a appelé les salariés à faire du 24 octobre une journée « marquée par des grèves et des manifestations les plus unitaires et les plus massives possibles ».

Nouvelles manifestations contre la ligne à grande vitesse Valence-Marseille

Ces écologistes qui croient au TGV

La journée du samedi 12 octobre devait voir une reprise des manifestations contre la future ligne du TGV Méditerranée. De Saint-Sorlin-en-Valloire jusqu'à Aix-en-Provence, des barrages sur les voies ferrées et des rassemblements étaient prévus dans la Drôme, la Vaucluse et les Bouches-du-Rhône. A l'opposé de ces protestations de futurs riverains, les écologistes sont de plus en plus nombreux à défendre le train à grande vitesse.

Il y a les écologistes hostiles au TGV, qui pensent qu'un train peut rouler seulement à 200 km/heure et se contenter pour cela des voies ferrées existantes. On les trouve en Provence, par exemple dans l'association CARDE. M. Antoine Waechter leur a apporté le soutien des Verts. Génération écologie de M. Brice Lalonde n'est pas loin de penser de la même façon.

Il y a aussi les écologistes qui croient au TGV et qui le disent. Le professeur René Dumont n'a pas craint de traiter, dans la Vie du rail (1), les opposants provinciaux au TGV de « faux écologistes » qui « ont tout simplement peur pour leur propriété ». Sur la même longueur d'onde, se trouve le professeur Pierre Samuel, directeur scientifique des Amis de la Terre, qui aligne les avantages du train à grande vitesse. « Une ligne TGV occupe deux fois et demie à trois fois moins d'espace qu'une route, dit-il. La ligne Sud-Est-Paris-Lyon a nécessité moins d'hectares que l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Ce train consomme deux à trois fois moins d'énergie que la voiture et quatre fois moins que l'avion. Il n'émet pas de gaz carbonique et ne pollue ni l'atmosphère ni les eaux. Il est sûr. Il offre une forte capacité et des rendements sont croissants avec le trafic ».

« Le TGV est l'alternative idéale à l'avion, poursuit-il, mais à condition que son temps de parcours n'excède pas quatre heures. Pour nous, le TGV Méditerranée est essentiel, car la desserte de Marseille et de Nice est aujourd'hui assurée respectivement à 80 % et à 80 % par la voie aérienne ». Et pour que Marseille se retrouve à trois heures de Paris et Nice à quatre heures, il faut de « vraies lignes à grande vitesse au sud de Valence ».

Pourrait-on se contenter d'utiliser les emprises des voies ferrées existantes pour n'avoir pas à pratiquer des saignées nouvelles dans les paysages, dans les exploitations agricoles et dans les zones d'habitation ? « Je suis allé voir sur le terrain cet été », répond M. Samuel. En raison d'un environnement beaucoup trop dense, aucune amélioration n'est possible sur la voie Valence-Marseille, qui est saturée. Dans le meilleur des cas, les trains pourraient atteindre 220 km/heure, mais les incidents survenus à cette vitesse sur la vieille ligne des Landes montrent les limites de cette solution. Est-il indispensable de rouler à 300 km/heure et de gagner quelques quarts d'heure ? « Nous nous sommes posé la question. Nous avons constaté que les gens avaient besoin de gagner du temps, et même les écologistes qui se rendent à des colloques... Meux vaut un bon TGV qu'un avion. Mes amis Verts voient les hommes tels qu'ils devraient être et nous tels qu'ils sont ».

M. Samuel n'est tout de même pas un partisan inconditionnel des projets de la SNCF. Il juge celle-ci peu encline au dialogue. Il pense qu'il est raisonnable de se battre pour préserver un site exceptionnel et de faire perdre quelques minutes au TGV pour cela.

Il trouve normal que la SNCF privilégie la rentabilité des TGV en qu'il voit de « bonnes vaches à lait susceptibles de permettre l'amélioration des lignes locales et régionales ». Il n'en juge pas moins incohérent d'avoir prévu la gare TGV « picarde » sur un

nœud routier et la gare TGV « Lorraine » loin de la ligne du Métrolor. Il regrette que le tracé Est du TGV Méditerranée, dans le département de la Drôme, ait été écarté. « C'était le meilleur. S'il avait fallu protéger un vignoble de qualité, un tunnel aurait très bien pu faire l'affaire, comme à Vouvray, sur la ligne Atlantique ». Il souhaite que des études de bruit sérieuses soient menées dans la perspective de l'exploitation du TGV qui rallieront, de nuit, Amsterdam à lun et Londres à Nice. Encore qu'il trouve exagérées les craintes de ceux qui dénoncent la pollution sonore émise par le TGV : « Celui-ci ne fait pas plus de bruit qu'un autre train », affirme-t-il.

La gourmandise des ingénieurs

La proposition faite par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, aux élus et aux associations de débattre des futures infrastructures de transports, raconte son assentiment : « Une politique de transport doit être globale et la loi d'orientation des transports intérieurs prévoit déjà d'éviter de construire une autoroute au même endroit qu'une ligne TGV. » Mais M. Samuel ira dans les instances de concertation qui se matérialisent en place pour faire entendre la voix de la modération. « Les ingénieurs des ponts et chaussées ne doivent pas être trop gourmands, conclut-il. Prévoir un doublement de la demande de transports d'ici au début du siècle prochain est exagéré. Je suis frappé de constater que ce genre de prévision vise à sa propre réalisation et nous fait entrer dans un cycle infernal. Selon les Amis de la Terre, les projets actuels sont bien suffisants. Il nous semble, désormais, important d'orienter les voyageurs de la voiture et de l'avion vers le rail, vers les transports urbains et vers le vélo ».

ALAIN FAUJAS

(1) La Vie du rail, n° 2311.

Fiat prend le contrôle du polonais FSM

De tous les constructeurs automobiles européens, l'italien Fiat est celui dont la volonté de pénétrer à l'Est est la plus manifeste. Présente de longue date dans les pays de l'ex-bloc communiste, la firme turinoise a décidé de pousser à fond cet avantage. La prise de contrôle du constructeur automobile polonais FSM (Fabryka Samochodow Malotrzozowych) vient d'en apporter l'illustration. Le groupe automobile italien et le gouvernement polonais ont en effet signé vendredi 11 octobre une lettre d'intention aux termes de laquelle Fiat acquiert 51 % du capital de FSM ; 20 % des parts de la nouvelle société seront cédées aux 16 000 salariés. L'état conservant temporairement ? - le solde, soit 29 % (nos dernières éditions du 12 octobre).

La vente de FSM à Fiat constitue la première opération de privatisation dans l'industrie automobile polonaise. Elle a doublé la valeur de test. Pour les autorités de Varsovie, qui ont tout intérêt au succès de l'opération, il s'agit du plus gros projet d'investissement étranger en Pologne, pour le constructeur italien, en raison du caractère hautement stratégique de cette opération. Fiat a décidé d'engager, sur plusieurs années, plus de 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs) sur FSM pour y produire la Cinquecento, nouvelle voiture de petite cylindrée, premier véhicule conçu par un constructeur occidental et totalement fabriqué à l'Est. FSM devrait fournir dès l'an prochain 160 000 véhicules de ce type, destinés, pour l'essentiel, au marché européen.

Ambroveneto rachète Citibank Italia

La banque italienne Ambroveneto va racheter Citibank Italia, filiale italienne de la Citibank (groupe Citicorp), a annoncé vendredi 11 octobre à Milan M. Giovanni Bazzoli, président de l'Ambroveneto. Le rachat de 92,6 % du capital de Citibank Italia pour 345 milliards de lires (environ 1,6 milliard de francs) correspond à la stratégie d'expansion territoriale de l'Ambroveneto. Grâce aux quarante-six agences de Citibank Italia, situées en majorité dans le sud de la péninsule, Ambroveneto, dont le Crédit agricole est l'un des grands actionnaires, disposera de quatre-vingt agences dans le centre et le sud de l'Italie.

REPÈRES

ÉTATS-UNIS

Reprise hésitante mais inflation contenue

L'administration américaine a publié vendredi 11 octobre son évaluation des ventes de détail qui ont progressé de 0,7 % en septembre. Ce chiffre pourrait paraître encourageant puisque ces ventes représentent la moitié des dépenses de consommation des ménages et qu'elles font tourner environ deux tiers des entreprises américaines. Mais, si l'on excède de cet indice la hausse de 3 % des ventes d'automobiles, il tombe à + 0,1 %, ce qui signifie une quasi-stagnation. Quant au bond des ventes automobiles, il s'explique beaucoup par les remises accordées par les constructeurs sur les modèles 1991. D'autre part, la hausse des prix de gros en septembre a été limitée à 0,1 %, ce qui est un bon résultat, après une progression de 0,2 % en août. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

Inflation réduite à 4,1 % en septembre sur douze mois

Le taux d'inflation est tombé à 4,1 % en Grande-Bretagne pour les douze mois terminés en septembre, contre 4,7 % en août, a annoncé vendredi l'Office central des statistiques en données provisoires corrigées des variations saisonnières. Ce résultat est légèrement supérieur aux attentes des analystes ; la livre et la Bourse de Londres ont marqué un recul vendredi. Toutefois, l'inflation bar mètre au plus bas depuis avril 1988. En excluant le coût du crédit immobilier - qui est compris dans le calcul de l'indice des prix en Grande-Bretagne - la différence des autres pays européens, le taux d'inflation est tombé à 5,7 % contre 6,2 % en août. - (AFP.)

La 46^e conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Bangkok s'est parée pour dix mille touristes-congressistes

Par les temps qui courent - le touriste se fait plus rare que d'habitude - c'est une aubaine. Quelques dix mille personnes (les délégués et leurs familles) réunies à Bangkok à l'occasion de la 46^e conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international : on ne pouvait rêver mieux. Aussi les autorités thaïlandaises ont-elles tout entrepris pour que cette réunion soit un succès et que leurs invités de quelques jours gardent le meilleur souvenir de la « Cité des anges ».

BANGKOK

de notre correspondant

Tout d'abord, le centre de conférences Reine-Sirikit, du nom de l'épouse du roi actuel, construit

pour la circonstance, est un bijou aux lignes régulières, doté d'un équipement ultramoderne et d'une panoplie de chefs-d'œuvre illustrant l'art contemporain thaïlandais. Il a coûté environ 100 millions de dollars (près de 600 millions de francs), mais personne ne conteste que l'ensemble soit une réussite qui, à l'avenir, permettra d'accueillir conférences, spectacles et rencontres sportives.

La salle de réunion plénière a une capacité de dix mille places. La cafétéria peut recevoir mille clients. Des bureaux ont été habilement nichés un peu partout, à la convenance des délégués. Le parking peut accueillir 40 autobus et 700 limousines. Le Centre est même doté de deux mille lignes téléphoniques reliées à un central indépendant. Ce véritable palais,

qui dispose de ses propres réservoirs d'eau purifiée, sera géré pendant la conférence par une équipe de 1 200 personnes.

Hôtels de luxe et quartiers rouges

Ensuite, la sécurité : la Thaïlande veut prouver que les reproches de laxisme qui lui ont été adressés par le passé, notamment pendant la crise du Golfe, ne sont pas de mise. Environ sept mille policiers, déployés en trois cercles, seront chargés de protéger le centre et les délégués. Ils seront aidés dans leur tâche par des militaires déguisés en policiers. Cette vaste opération, qui englobe une vingtaine d'hôtels de grand luxe où seront logés les délégués, se réalisera le plus discrètement possible. Chefs de délégation, digni-

taires et ministres seront, par exemple, accompagnés partout par des gardes du corps en civil. Des représentations culturelles seront organisées afin de détourner les délégués des quartiers rouges de la capitale.

Enfin, les embouteillages, véritable cauchemar quotidien d'une capitale dont la croissance n'a jamais été véritablement gérée : le centre Reine-Sirikit se situe à proximité d'un croisement très fréquenté et non loin du port, les deux premiers jours de réunion, les lundi 14 et mardi 15 octobre, ont été déclarés fériés, ce qui devrait permettre de décongestionner la ville. Il sera plus difficile, en revanche, de canaliser la circulation des deux jours suivants sans provoquer des embouteillages monstres. Les autorités tiennent, en effet, à ce que les quelque mille

limousines mises à la disposition des délégués puissent circuler prioritairement.

Il est aussi prévu de reloger ailleurs des squatters installés depuis longtemps à proximité du centre de conférences, ce qui a provoqué une polémique. Les autorités ont été accusées de se préoccuper davantage de l'image de la Thaïlande que du bien-être de ces communautés. Le premier ministre a même déclaré, au plus haut de la dispute, que les expulsions n'étaient pas nécessaires. Un terrain à la périphérie de la ville a été cependant aménagé pour accueillir 150 familles tandis que 1 500 autres, plus chancelantes, devraient être relogées dans des appartements construits sur place.

JEAN-CLAUDE POMONTI

s'agit de savoir qui fait quoi « cadres » et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

groupe des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficie de certains rap-

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 7 AU 11 OCTOBRE

PARIS

Atonie d'automne

Voilà trois semaines maintenant que la Bourse n'en finit pas d'hésiter entre la baisse « franche et massive » et la consolidation. Au fil des séances, cette perplexité n'a cessé de s'accroître, freinant progressivement l'activité. L'absence d'initiative a pesé sur l'évolution des cours (-0,45 % lundi, +0,25 % mardi, -0,25 % mercredi, +0,01 % jeudi et -0,53 % vendredi). L'indice CAC 40 a quasiment fait du surplace au terme des cinq journées, terminant à 1833,32 en baisse de 0,87 %.

L'aggravation de la pression sociale sur le gouvernement avec les manifestations des infirmiers, des assistantes sociales ou des artistes, les menaces des agriculteurs, sans parler des tentatives syndicales pour infléchir la politique du premier ministre, M^{me} Edith Cresson, ont sans doute contribué à l'atonie des échanges. En revanche, mercredi, les rumeurs venant d'Extrême-Orient selon lesquelles M. Mikhail Gorbatchev aurait été victime d'un attentat n'ont pas eu d'impact. Pas plus que la publication vendredi d'une série d'indicateurs économiques américains.

La semaine aura été rythmée par la publication de résultats semestriels encourageants pour

Bongrain (+15 %), L'Oréal (+12 %) et la Société générale (+29,4 %). En revanche, les déceptions vinrent de Peugeot, où les bénéfices ont diminué de moitié, et de Spie Batignolles, dont les comptes ont viré au rouge. Eurotunnel a contrarié plus d'un actionnaire après l'annonce d'un retard dans l'exploitation commerciale du tunnel qui entraîne le report du paiement du premier dividende d'un an, de 1999 à l'an 2000. De plus, le titre a été chahuté en début de semaine, après les menaces des constructeurs de stopper les travaux, car la redoutant de ne pas être payés. La mise en cessation de paiement puis le dépôt de bilan vendredi des Mines de Seligne ont été précédés dès mardi par la suspension de cotation de la seule mine d'or française. Enfin, le Conseil des Bourses de valeurs a décidé de prolonger l'OPA de la société d'investissement Quadral sur le CSE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) du 23 octobre au 22 novembre prochain.

Entre les holdings et le rugby

Alors que les intervenants s'interrogent sur les opportunités d'investissements, IS Agence Conseil, groupe spécialisé dans la communication financière, a publié mercredi 9 octobre une étude sur l'image boursière des

holdings. « Ces sociétés cotées ou non cotées qui détiennent des participations dans des sociétés cotées ou non cotées » ont une image « floue » et la plus souvent le terme de holding est « une connotation péjorative ». De plus ce trouble apparaît dans le mot même de holding puisque personne, encore moins les dictionnaires, n'est d'accord sur son genre, masculin ou féminin...

Plus sérieusement, les personnes interrogées attendent des holdings qu'elles fassent mieux connaître leurs stratégies, leurs positionnements, et souhaitent que leurs dirigeants s'expriment régulièrement. La question du versement des dividendes est aussi essentielle, les montants distribués étant généralement peu élevés. Présentant le point de vue des analystes financiers, M. Bernard Barrière, directeur à la société de Bourse Didier Philippe, s'est appliqué à démontrer « le statut évolutif dans le temps » des holdings. Progressivement, ces sociétés se concentrent sur un métier, simplifient leurs structures et se transforment en groupes industriels comme Amadeu, dans les lacs ou Bolloré dans les transports.

Expriment le sentiment des « zinzins » (les fameux investisseurs institutionnels), M. François Simonet, directeur général adjoint de l'AGF (Assurances générales de France), a affirmé investir « plus que la moyenne » dans les holdings que dans les

sociétés classiques. « Les zinzins ne sont pas compétents pour apprécier la qualité d'un investissement industriel direct ». D'où l'attrait des holdings. De plus, c'est une solution permettant de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. La sélection de l'investissement repose plus sur un homme dirigeant la holding que sur des techniques.

Est-ce aussi pour rompre le morosité ambiante que la division « options » de la Société générale a décidé de quitter l'espace d'une journée les marchés financiers pour appliquer ses techniques au monde du sport ? Dimanche 27 octobre les spécialistes de cette banque ouvriront à une quarantaine de représentants d'entreprise et d'institutions financières du Royaume-Uni et de France un marché d'options basé sur la demi-finale de la Coupe du monde de rugby. Une notice d'une trentaine de pages détaille les règles du 1991 Rugby Options Market qui, selon ses organisateurs, est « un marché hors du commun qui reste mathématiquement et informatiquement exact ». Les transactions se dérouleront, non pas au siège de la banque ou au palais Brongniart, mais dans l'auditorium de Canal Plus. Décidément, même privés, les banquiers aiment le cinéma.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Une amélioration toute relative

Après quinze jours de baisse, la tendance s'est très légèrement raffermit durant la semaine écoulée à Wall Street. Mais le mouvement s'est fait dans la plus grande irrégularité, dénotant un manque total de conviction. A la veille du week-end, l'indice Dow Jones enregistrait une avance de 0,74 %, signe d'une amélioration toute relative.

La nervosité du marché, il est vrai, grandit à mesure que s'approche l'heure du passage à l'afiche des résultats trimestriels des entreprises. Personne n'attend de miracle de ce côté-là, sinon de mauvaises nouvelles. La communauté financière new-yorkaise s'inquiète d'autre part de la mollesse persistante de la reprise économique et de la vague continue des licenciements. Finalement, il n'y a eu que les derniers statistiques sur le marché de l'économie qui ont un peu calmé les appréhensions, avec des chiffres meilleurs que ceux prévus par les experts. Ainsi, pour septembre, les ventes au détail ont augmenté de 0,7 % (contre une baisse de 0,7 % en août) en lieu du 0,5 % prévu. Même constat pour les prix de gros, dont la hausse est ressortie à 0,1 % (contre 0,2 % le mois précédent), quand les augures avaient pronostiqué une montée de 0,2 %.

Lesdits experts n'ont pas voulu être en reste et ont relativisé ces chiffres en soulignant qu'à l'exclusion des ventes d'automobiles, qui représentent un cinquième des ventes au détail, l'indice est resté quasiment inchangé, continuant à entretenir la confusion. Seul point positif aux yeux des professionnels : le plan Bush de relance du crédit. Beaucoup craignent cependant que ses premiers effets mettent du temps avant de se manifester.

Indice Dow Jones du 11 octobre : 2 983,68 (contre 2 961,76).

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Alcoa	58 3/4	61 1/8
AT&T	36 3/8	37
Bacard	48 1/8	48
Chase Man. Bank	17 1/4	18 3/4
De Pont de Nemours	43 5/8	43 1/4
Eastman Kodak	42 1/8	42 7/8
Exxon	59 1/8	60 1/8
Ford	30 3/4	30
General Electric	68 3/8	66 1/2
General Motors	38 3/8	37 3/4
Goodyear	43 1/8	43 7/8
IBM	98 1/4	98 7/8
ITT	55 1/2	54 7/8
Mobil Oil	68 7/8	69 1/2
Pfizer	66 5/8	64 7/8
Schlumberger	65	67 5/8
Texas	63	65
UAL Corp. (ex-Allegis)	120 3/4	124 1/4
Union Carbide	19 7/8	19 3/4
United Tech.	43 1/4	43
Westinghouse	21 3/4	18
Xerox Corp.	61 1/8	59 1/4

TOKYO

Coup de frein à la hausse

Le Bourse de Tokyo a enregistré une baisse sensible cette semaine, les investisseurs étant enclins à la prudence après six semaines consécutives de hausse. L'indice a terminé la semaine à 24 152,72 points, en baisse de 444,18 points, soit un repli de 1,8 % par rapport à vendredi dernier. Le volume des transactions a lui aussi légèrement baissé. En moyenne, 312,9 millions d'actions ont été échangées quotidiennement au cours de cette semaine de quatre jours, jeudi ayant été férié au Japon, contre 481,3 millions la semaine dernière.

Le Nikkei a ouvert la semaine dans la morosité lundi, les investisseurs adoptant une attitude de prudence, craignant que les récentes hausses n'aient surchauffé le marché. Le Nikkei perdait 1,08 %. Pour une semaine de perfection, mardi il abandonnait 0,72 %. Mercredi, l'indice reprenait 1,36 %

sur des achats d'arbitrage. Après la pause de jeudi, le marché repartait à la baisse vendredi, effaçant presque entièrement ses gains de mercredi. Le Nikkei perdait 1,34 %. Selon les opérateurs, le fait que l'indice soit, malgré la baisse, resté au-dessus de la barre psychologique des 24 000 points est une bonne chose. Peu de variations attendues la semaine prochaine, à moins que les réunions de Bangkok aboutissent à un accord pour laisser le dollar glisser par rapport aux autres devises. Le marché, dans ces conditions, pourrait redevenir faussier.

Indices du 11 octobre : Nikkei, 24 152,72 (c. 24 569,90); Topix, 1 853,33 (c. 1 883,32).

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Akai	1 060	1 050
Bridge	1 200	1 140
Chion	1 570	1 520
Fuji Bank	2 720	2 690
Honda Motor	1 590	1 570
Mitsubishi Electric	1 550	1 540
Mitsubishi Heavy	743	725
Sony Corp.	5 200	5 180
Toyota Motor	1 560	1 590

LONDRES

Inquiétudes politiques

- 2,6 %

Soulagé une semaine avant par le report des élections au printemps prochain, le London Stock Exchange n'a pas réussi ces derniers jours à réoccuper ses démons politiques. Redevenu inquiet après le congrès, pour le moins houleux, du Parti conservateur, il a répondu, le vendredi, sa baisse atteignant 2,6 %.

Le marché a aussi été confronté à l'affaiblissement de la livre sterling, survenu malgré le discours apaisant du chancelier de l'Échiquier sur l'inflation et sur la perspective d'une reprise économique d'ici la fin de l'année. Il est vrai que le recul moins important que prévu de l'inflation en septembre (4,1 % au lieu des 3,7 % escomptés) a limité la portée de son message. Ajoutons que les sauts de carpe de Wall Street n'ont pas peu contribué à la morosité.

Indices « FT » du 11 octobre : 100 valeurs, 2 555 (c. 2 624,6); 30 valeurs, 1 953,9 (c. 2 018,7); mines d'or, 166,6 (c. 161,2); Fonds d'Etat, 86,70 (c. 87,26).

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Bowater	6,87	6,85
BP	3,30	3,40
Charter	5,25	5,32
Comptrols	4,75	4,84
De Beers	15,87	16
Glaxo	14,02	13,65
GLS	18,25	18,25
ICI	13,10	13,07
Reuters	9,35	9,38
Shell	5,05	5,13
Unilever	8,00	7,67
Vickers	1,80	1,67

FRANCFORT

Six de baisse

- 2,1 %

Pour la sixième semaine de suite, la Bourse de Francfort a baissé ces derniers jours, et même bien baissé, puisque d'un vendredi à l'autre le mercure est descendu de 2,1 %. Depuis la fin août, l'indice DAX, un des principaux thermomètres du marché, a reculé de 5,1 %.

Visiblement, la communauté financière allemande, euphorique l'été dernier, n'arrive plus ces derniers temps à surmonter sa déprime. Et pourtant, les derniers indicateurs économiques devraient porter à plus d'optimisme, avec notamment un recul marqué du chômage.

Ce qui n'a pas empêché les étrangers, dont la confiance a été ébranlée concernant la croissance allemande avec les prévisions de ralentissement pour 1992 du FMI, de vendre d'assez importants paquets de titres. Le secteur automobile a été le plus affecté.

Indices du 11 octobre : DAX, 1 568,42 (c. 1 601,73); Commerzbank, 1 820 (c. 1 845).

ASB, 152; BASF, 258,10; Bayer, 289,20; Commerzbank, 240; Deutschebank, 644; Hoechst, 244; Kargard, 596; Mannesmann, 271; Siemens, 631,30; Volkswagen, 351,50.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	11-10-91	Diff.
AGF	490,50	-13,50
AXA (ex-Cv Mid)	927	-
Banque Paribas	120	-0,50
Banque C (C)	513	-5
Coleman	620	+5
CCF	172,20	-0,80
CFI	1 060	-21
Chargers	321,10	-4,90
CPR	931	-12
Eurofinance	272,50	-3,60
GAN	1 510	-15
Locindus	762	-53
Midland Bank	75	-0,40
Paribas	428,30	+1,70
Schneider	676	-13
Société générale	465,30	+4,90
Suez (C. fin.)	319	+0,90
UAP	493,50	-10,50

Bâtiment, travaux publics

	11-10-91	Diff.
Auril d'ent.	930	-41
Bouygues	595	-6
Ciments français	282	-13,20
DTM	390	-10
Imat	124,40	-0,20
J. Leclerc	825	+9
Lafarge-Couper	348,90	-8,10
Poliet	443	-1
SGE-SB	248	-5

Mines, caoutchouc

	11-10-91	Diff.
Geoplyc	717	-18
Imet	267,50	-6,50
Métaleurop	79,50	+0,10
Nichelin	124,40	-0,20
RTZ	55,10	-0,60
ZUC	1,61	-0,04

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	11-10-91	Diff.
8,80 % 1977	122,20	+0,75
10 % 1978	100,60	+0,09
9,80 % 1978	100,60	-0,25
9 % 1979	95,65	inch.
10,80 % 1979	102,35	+0,10
CNE 5 %	408,1	+6
CNR 5 % 100 F	99,25	+0,20
CNI Paribas 5 000 F	99,06	+0,01
CNI Suez 5 000 F	99,01	+0,01
CNI 5 000 F	99,40	+0,10

Valeurs diverses

	11-10-91	Diff.
Accor	724	-56
Air liquide	668	+3
Agimat	2 290	-70
Bic	709	-17
Bil	136	-12
CGP	1 016	-14
Club Med	455	+5
Evapor	327,10	-6,90
Euro Disney	139	+3,50
Europe	1 021	-
Framatome	45,75	-6,35
Groupe Cite	487	-59
Hachette	171	-7,50
Havas	461,10	-20,50
Marine Wende	210	inch.
Navigation mixte	1 280	inch.
Nord-Ex	105,30	+0,30
L'Oréal	660	+2
Saint-Gobain	460,70	-3,30
Simul	1 013	+34
Sauvies Cléillon	238,50	-0,50
SLB Rougnel	784	-1

Matériel électrique

	11-10-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	598	+4
CSEE	212,90	+23,80
De Dietrich	1 338	-35
Intertrich	245	-29
Labinal	730	+10
Legrand	3 906	-52
Lyoni des câbles	541	-3
Mair	187,60	+1,10
Merlin-Gerin	522	-9
Moulines (I)	157,80	+12,30
Radiorécepteur	850	+44
SEB	1 640	inch.
Sect. Aviation	304,60	-85,40
Thomson-CSF	145,50	-2,50
IBM	575	+14
ITT	318,50	-5,50
Schneider	376,90	+2,70
Siemens	2 098	-54

Métallurgie

	11-10-91	Diff.
Alsip	348	-18
Dassault Aviation	389	-11
De Dietrich	1 338	-35
Fives-Lille	332,10	+7,10
Penhoët	416	-14
Peugeot	614	+11
SAGEM	1 466	-10
Schneider	830	-23
Valéo	548	+3
Vallourec	320,50	-0,50

Produits chimiques

	11-10-91	Diff.
Inst. Minéraux	4 400	-20
Roussel-Uclaf	1 853	-76
Synthelabo	1 810	+50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 octobre 1991
Nombre de contrats : 107 120

COURS

	DEC. 91	MARS 92	JUN 92	SEPT 92
Premier	107,24	107,32	107,66	
+ haut	107,30	107,32	107,66	
+ bas	107,06	107,16	107,50	
Dernier	107,18	107,22	107,56	
Compensation	107,18	107,24	107,58	107,38

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4-10-91	7-10-91	8-10-91	9-10-91	10-10-91
RM	2 254 685	1 624 571	1 705 934	1 811 336	2 116 666
Cumulant	6 799 516	7 595 928	4 511 280	6 329 637	7 841 630
R. et obl.	265 019	901 521	210 187	135 398	99 166
Actions	9 319 200	9 310 651	6 427 401	8 276 371	10 057 162

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	7-10-91	8-10-91	9-10-91	10-10-91	11-10-91
Françaises	121,1	120,3	120,4	120,3	120,2
Etrangères	115,4	115,2	114,9	115,2	115,1

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	7-10-91	8-10-91	9-10-91	10-10-91	11-10-91
Général	490,8	489,6	490,6	488,9	490,7
(base 100, 28 décembre 1990)					
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 843,38	1 848,11	1 843,43	1 843,64	1 833,82

Mines d'or, diamants

	11-10-91	Diff.
Anglo-American	210,80	-2,50
Bongrain	379	-11,50
Bul. Gold M.	64,80	+0,45
De Beers	159,30	+0,60
Diaf	167,10	+2,30
Castro, G. Per	131,7	-13
Guyenne-Gasc	1 481	-45
LYMH	1 220	-7,40
Oliver	1 220	-7,40
Permy-Réa	1 220	-7,40
Primo	2 500	-70
Saint-Louis	1 338	+9
Sourire Perrier	1 328	-5
Nestlé	31 900	-630

Filatures, textiles

	11-10-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 121	inch.
BHV	750	-10
Danart	2 035	-62
DMC	326,50	-8,60
Gil. Laiterie	1 622	-9
Nap. Galeries	802	+2
Printemps	832	-20
La Redoute	4 780	+11
SCA	30,55	-0,55

Pétroles

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Rareté des emprunts français en dollars

Le Crédit foncier de France s'appuie à entraîner un grand emprunt sur le marché des capitaux, qu'il n'a plus sollicité depuis près d'un an. En novembre dernier, il avait levé des fonds en euros et son opération s'était effectuée sous le couvert de la République française. C'était alors une pratique étonnante que de faire bénéficier de la garantie de l'Etat les emprunts internationaux de plusieurs établissements publics. Entre-temps, les autorités ont décidé de laisser ces débiteurs voler de leurs propres ailes. La garantie n'est plus accordée que dans des cas exceptionnels. Cela fait que ces emprunts, s'ils veulent obtenir les meilleures conditions possibles, doivent convaincre les investisseurs de leur qualité intrinsèque.

Une offre d'actions sud-africaines

Si la tendance qui se manifestait à la veille du week-end en ce qui concerne le dollar se confirme, la perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt se précise. Cette perspective, un emprunteur de renom aurait vraisemblablement encore plus de chances d'être bien reçu des investisseurs. En tant que débiteur français, il bénéficie d'un avantage supplémentaire, celui de la rareté. On compte sur les doigts de la main les entreprises françaises du secteur public qui, ces dernières années, se sont adressées au compartiment de la devise américaine pour y émettre des obligations destinées à être cotées en Bourse. Les emprunteurs français en euros sont au contraire, très fréquents. Les grands gestionnaires de fonds, soucieux de diversifier au mieux leurs portefeuilles de titres, sont sensibles à de tels arguments.

Le volume de l'opération envisagée par le Crédit foncier est de l'ordre de 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) et sa durée sera, probablement, d'une dizaine d'années. Si l'offre était libellée dans la devise américaine, elle ferait l'objet de contrats d'échanges, de façon à procurer à l'emprunteur des fonds en francs, et à l'émission d'autres monnaies, auxquelles sont associées des rémunérations relativement faibles telles que le deutschemark et le franc suisse.

L'attention des spécialistes est d'ailleurs partiellement retenue par plusieurs offres internationales d'actions. Pour ce qui est des entreprises françaises, une opération de l'ordre de 2,5 milliards de francs, pour le compte de Total, suscite partout un très vif intérêt. La transaction de Total est vraiment internationale et le placement des titres se fera de part et d'autre de l'Atlantique. Paribas et Lehman Brothers sont les deux banques chargées du montage et de la coordination de cette émission, dont le prix devrait être arrêté le 21 octobre.

La probabilité intraduisible en Bourse des actions du Crédit local est également attendue avec impatience et on s'en préoccupe d'autant plus qu'il est maintenant certain que l'offre emportera une tranche internationale.

Mais la transaction nouvellement annoncée, qui a peut-être le plus fait sensation, porte sur des actions d'une société sud-africaine, Liberty Life Association of Africa Ltd. Cela faisait des années qu'il n'y avait plus eu d'offre de titres à revendre variable de cette origine. Contrairement à ce qui s'est produit sur le marché obligataire, où le retour de l'Afrique du Sud était prévu depuis plusieurs mois, peu nombreux étaient ceux qui attendaient une émission d'actions pour cet automne. La question des investissements en titres sud-africains continue de susciter de vives controverses. Cela n'a pas empêché la constitution d'un prestigieux groupe de direction qui, placé sous la conduite de la banque britannique, S.G. Warburg, comprend également parmi ses principaux participants, Paribas l'Union de banques suisses, et N.M. Rothschild.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Un G7 peu préoccupé par les changes

Les marchés des changes auront, sans nul doute, occupé bien peu du temps des ministres des finances du groupe des Sept, réunis à Bangkok vendredi 11 et samedi 12 octobre. Depuis leur dernière rencontre, en juillet, la monnaie américaine a amorcé un repli net. Un fait d'autant plus intéressant que, contrairement à la plupart des périodes qui ont suivi l'accord de stabilisation des changes signé en Plaza en 1985, ce repli s'est effectué pratiquement en l'absence des banques centrales.

Seul le yen a continué à progresser par rapport au dollar, qui est passé de 130,20 yens vendredi 4 octobre à 129,85 yens une semaine plus tard. Que faut-il penser de cette poussée récente du yen? Certains rappellent que cette tendance est naturelle, et ne fait que corriger la grande glissade de la monnaie japonaise en 1989 et en 1990. D'autres n'hésitent pas à accuser les responsables de Tokyo de favoriser à court terme une remontée du yen, afin de contrer d'éventuelles critiques occidentales face à la poursuite de l'accroissement de l'excédent commercial de l'archipel. Il est en tout cas souhaitable pour tous que le raffermissement du dollar, s'il se poursuit, ne se traduise pas par un nouvel

affaiblissement du yen, générateur de tensions politiques et décourageant pour les investisseurs nippons à l'étranger.

Rien de très nouveau dans le SME, et en tout cas rien de très favorable au franc, qui se traîne toujours en queue du système. La parité franc-mark a peu varié au cours des dernières séances, la monnaie allemande passant de 3,4086 francs à 3,4075 francs. Ce cours n'a pas de quoi inquiéter particulièrement les autorités monétaires françaises, mais interdit toujours tout assouplissement du crédit, surtout en période de tensions sociales et de discussions budgétaires vives.

Quant à la livre sterling, elle fête dans une ambiance plutôt morose le premier anniversaire de son entrée dans le SME. Si la baisse des taux entamée depuis octobre 1990 est impressionnante, et si des progrès très nets sont actuellement enregistrés dans la lutte contre l'inflation (+ 4,1 % entre septembre 1990 et septembre 1991), la perspective d'élections générales mouvementées pèse sur le climat financier. En un mois, la livre sterling a perdu 10 centimes, cotant vendredi 11 octobre 9,9105 francs.

Poussée subite

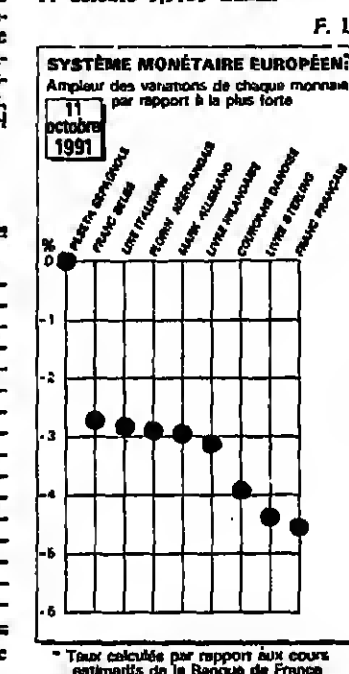
Seul le yen a continué à progresser par rapport au dollar, qui est passé de 130,20 yens vendredi 4 octobre à 129,85 yens une semaine plus tard. Que faut-il penser de cette poussée récente du yen? Certains rappellent que cette tendance est naturelle, et ne fait que corriger la grande glissade de la monnaie japonaise en 1989 et en 1990. D'autres n'hésitent pas à accuser les responsables de Tokyo de favoriser à court terme une remontée du yen, afin de contrer d'éventuelles critiques occidentales face à la poursuite de l'accroissement de l'excédent commercial de l'archipel. Il est en tout cas souhaitable pour tous que le raffermissement du dollar, s'il se poursuit, ne se traduise pas par un nouvel

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 OCTOBRE AU 11 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.D.	Franc suisse	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7190	-	17,3400	67,4991	59,1616	2,5094	52,482	8,7788
Paris	1,7418	-	17,3238	68,2360	59,7193	2,5095	52,9941	8,7787
Zurich	9,9117	5,7646	-	389,20	340,78	16,5451	302,439	4,5545
Bruxelles	9,9130	5,7665	-	389,389	340,788	16,5455	302,413	4,5577
Amsterdam	2,5466	1,4615	25,6937	-	87,5591	4,2510	77,7678	1,7702
Frankfurt	2,5514	1,4655	25,6812	-	87,5188	4,2175	77,6629	1,7705
Stockholm	2,5085	1,4970	25,3444	114,2885	-	4,3530	68,749	1,3364
Oslo	2,5153	1,5125	25,3577	114,2813	-	4,3534	68,748	1,3374
Copenhague	26,8071	34,85	6,5448	21,5334	28,599	-	18,7795	2,5727
Bucarest	68,6645	34,50	6,5447	21,5414	30,6031	-	18,7829	2,7555
Varsovie	3,2772	1,9045	33,0645	1,3888	112,677	5,4095	-	1,5849
Warsaw	3,2852	1,8878	33,0675	1,2876	112,69	5,4095	-	1,5871
Moscou	217,25	1,266	219,5431	854,539	748,226	36,3771	664,044	-
Beijing	217,73	1,252	219,3889	854,539	747,8838	36,3888	663,887	-
Tokyo	227,954	128,76	22,4939	87,5464	76,4548	7,716	68,8304	0,1824
Seoul	228,33	138,08	22,7818	88,7669	77,1351	7,781	68,8924	0,1838

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 octobre, 4,4456 F contre 4,3896 F le vendredi 4 octobre 1991.



MATIÈRES PREMIÈRES

Détente sur les céréales

Les marchés céréaliers ont connu une certaine détente cette semaine après l'annonce par le département américain de l'agriculture (USDA) de récoltes plus importantes que prévu. A la fin de l'été, la sécheresse persistante dans les zones de production avait laissé craindre l'insuffisance de Washington de répondre aux besoins supplémentaires de l'URSS. Il semble désormais qu'il n'en sera rien.

En tout état de cause, le seul obstacle susceptible de se dresser dans les échanges de grain américain-soviétiques est d'ordre financier (les conditions d'octroi de crédit). Les volumes de marchandises disponibles devraient suffire à satisfaire les demandes d'importation.

Dans son rapport mensuel de production publié le 10 octobre, l'USDA a certes révisé en baisse de 860 000 tonnes son appréciation sur la récolte de blé pour la campagne 1991-1992, qui s'élèverait à 53,91 millions de tonnes, contre 74,4 millions de tonnes en 1990-1991. La récolte de maïs a en revanche été révisée en hausse de 4,7 millions de tonnes, pour frôler les 190 millions de tonnes. Le marché tablait jusqu'ici sur un volume de 186 millions de tonnes.

De source américaine, on explique que les rendements ont été meilleurs que prévu dans le Midwest, en parti-

culier dans l'Illinois, l'Iowa et le Nebraska, où la sécheresse n'a pas été trop « méchante ». Les gélées précoces de septembre n'ont pas non plus eu d'impact néfaste sur les semis plus tardifs. L'USDA a aussi révisé à la hausse (à 3,2 millions de tonnes, soit 52,6 millions de tonnes) la production de graines de soja des Etats-Unis, les cultures ayant bénéficié de bonnes précipitations.

Dans ce même rapport mensuel jugé « baissier » par les opérateurs (les informations sur les récoltes devraient avoir un effet dévalorisant sur le marché), le département américain de l'agriculture a révisé en baisse son estimation de la production soviétique de grain - céréales et tubercules - tout en maintenant pour l'instant ses prévisions d'importations. La production de grain est ainsi estimée à 187,5 millions de tonnes (contre 190 millions de tonnes prévues en septembre). En 1990-1991, la récolte soviétique avait atteint 233 millions de tonnes.

Des obstacles budgétaires

Dans le détail, l'USDA estime que Moscou produira 83 millions de tonnes de blé et 90,5 millions de tonnes de céréales secondaires, contre respectivement 108 millions de tonnes et 113,3 millions de tonnes l'an passé. Quant aux achats soviétiques, ils porteraient, selon les Etats-Unis, sur 21 millions de tonnes de blé (14,8 millions de tonnes en 1990) et sur 15 millions de tonnes de céréales secondaires (dont 8 millions de tonnes de maïs), contre 11,1 millions de tonnes au cours de la précédente campagne.

Le 10 octobre, l'URSS a acheté 770 580 tonnes supplémentaires de blé américain dans le cadre du programme d'exportations subventionnées, avec un soutien de 59,44 dollars la tonne. Cette transaction est une des premières de la nouvelle campagne commerciale 1991-1992 commencée en octobre et pour laquelle les Etats-Unis ont accordé à Moscou des garanties de crédit de 175 millions de dollars pour financer des achats de blé en grain ou de farine.

En mars, Washington avait déjà ouvert un quota spécial de 2 millions de tonnes de blé subventionné, mais celui-ci a été quasiment épuisé, 21 250 tonnes restant disponibles. La vente annoncée le 10 octobre sera assurée physiquement par sept

exportateurs entre le 15 octobre et le 30 novembre. Il s'agit des firmes Carpil, Continental Grain, Union Equity Cooperative Exchange, Louis Dreyfus, Tradigrain, Alfred Toepfer et Mitsubishi International.

Mais selon les estimations du Journal of Commerce à Washington, l'URSS risque de se heurter à des obstacles budgétaires qui le conduisent à limiter à 1,7 milliard de dollars ses garanties de crédit supplémentaire à l'URSS pour l'année fiscale 1992. Les autorités budgétaires estiment en effet que les programmes dits « GSM 102 et 103 » (garantie de prêts à court et moyen terme contractés par des pays liés acheteurs des céréales américaines) devraient être plafonnés à 4,5 milliards de dollars. Or depuis le 1^{er} octobre, 2,5 milliards de dollars ont déjà été alloués à onze pays au titre de ces programmes, dont 585 millions de dollars à l'URSS.

Le président George Bush n'a pas exclu de dépasser le budget prévu, l'hiver prochain, si la situation soviétique l'exige. Les garanties de crédit non utilisées par certains bénéficiaires pourraient aussi être transférées à d'autres pays. Il reste que l'URSS est à l'arrêt de la moindre somme pour financer des achats de céréales qui s'annoncent massifs. Le Canada, après consultation des grands pays industrialisés, a fait savoir en fin de semaine que s'agissait d'une ligne de crédit à l'URSS pour le financement d'achats de grain. La question devait être discutée à Bangkok, lors de la réunion des ministres des finances du groupe des Sept.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Confiance persistante dans la baisse des taux

M. Pierre Bérégovoy n'aurait pu être plus clair. Il ne sera pas « l'homme de la dévaluation », a-t-il déclaré, dimanche 6 octobre, en réponse aux rumeurs concernant sa prochaine démission qui avaient ébranlé les marchés la semaine précédente.

A tous ceux qui s'inquiètent de la montée des tensions sociales en France, de possibles envies de généraliser la part de Matignon ou de l'Élysée, le ministre a tenu à rappeler qu'il restait maître à bord en cette période de turbulences et qu'il ne fallait pas compter sur lui pour modifier sa politique. Du coup, le marché parisien, s'il reste sensible à toute rumeur concernant les orientations de la politique économique, a retrouvé une certaine sérénité.

Sur le marché monétaire, un assouplissement sensible des taux a été enregistré, au point que la Banque de France a fini, vendredi 11 octobre, par baisser de 20 points de base le taux directeur afin de maîtriser le « JJ ». Celui-ci était tombé jusqu'à 8,13/16 %, les banques ayant constitué à l'avance les réserves dues au 15 octobre.

Des liquidités, la Réserve fédérale américaine en a elle aussi retiré du marché, à plusieurs reprises cette semaine. Si les mesures d'assouplissement à la distribution de crédit par les banques annoncées durant la semaine laissent à penser que la Réserve fédérale est toujours très inquiète du « credit crunch », elle n'a

pas pour autant procédé à un nouvel assouplissement des taux à court terme sur lequel de nombreux opérateurs avaient parié cette semaine. Tout au contraire, elle a drainé des fonds à plusieurs reprises, contribuant au maintien du taux des « Fed Funds » (l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) un peu au-dessous de 5 1/4 %. Ce taux est considéré comme celui de référence pour la Fed depuis son dernier assouplissement du crédit, le 13 septembre dernier.

Le secteur des obligations à long terme, qui avait tout d'abord très mal réagi aux interventions sur le marché, s'est finalement repris en fin de semaine, estimant sans nul doute qu'une nouvelle baisse des taux est inévitable, et qu'il suffit de se montrer patient. A 7,89 %, le rendement de l'emprunt phare à trente ans (8 1/8 % émit d'ailleurs à peine plus élevé le 11 octobre qu'une semaine plus tôt).

Hausse du MATIF

Dans la foulée de la détente du marché monétaire et de la solidité de la place allemande, le MATIF s'est montré fort bien orienté, particulièrement au cours de la journée de jeudi. Le contrat national échéance décembre a clôturé vendredi pratiquement au plus haut de la semaine, à 107,18, et ce dans un volume de transactions important. Si

l'heure est toujours à la baisse des taux aux Etats-Unis et en France et à la stabilité en Allemagne, les opérateurs ne désespèrent pas de pouvoir taucher l'08, voire l'09, au cours des prochaines semaines.

Détente du marché monétaire, forte hausse du MATIF... Tout cela avait de quoi décider les investisseurs sur le marché primaire français à ne pas rester à l'écart. Trois emprunts importants ont été émis cette semaine et ont bénéficié de la belle embellie de jeudi. Gaz de France a lancé un emprunt nouveau de 1,5 milliard de francs à neuf ans, au rendement nominal de 9 % et actuariel de 9,30 %. La Compagnie bancaire a lancé 1,6 milliard à dix ans, dont le rendement de 9,30 % est ressorti à 9,295 %.

Quant à la CRH (Caisse de refinancement hypothécaire), son emprunt de 1,1 milliard à dix ans et 9,30 % a été accompagné d'un rendement actuariel de 9,15 %. A signaler une intéressante offre publique de rachat sur plusieurs lignes obligataires du Crédit local de France (CLF). La filiale de la Caisse des dépôts et consignations a souhaité profiter de l'écart favorable de taux pour elle bénéficier sur l'euromarché. Pour les 2,7 milliards de francs effectivement rachetés sur la place de Paris, le CLF emprunte 1,2 milliard de francs sur l'euromarché, qui s'ajoutent à 1,5 milliard déjà levés.

Les prochaines séances seront marquées par l'arrivée sur le marché d'emprunts de la BFCE (Banque française du commerce extérieur), du Crédit national et de la SOVAC.

FRANÇOISE LAZARE

Face à la fronde des élus locaux

Le BRGM et GENCOR renoncent à leur projet minier en Guyane

Moins de trois semaines après avoir signé un accord, le Bureau d'études géologiques et minières (BRGM) et le groupe minier sud-africain GENCOR ont renoncé à exploiter ensemble une mine d'or en Guyane. Dans un communiqué commun laconique, les deux firmes ont expliqué, vendredi 11 octobre, qu'elles sont convenues de mettre fin à leur accord « en raison de l'opposition rencontrée localement à ce programme ».

Le BRGM, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous le tutelle du ministère de l'Industrie, et Gencor, filiale du groupe sud-africain GENCOR, avaient signé cet accord le 23 septembre, lors de la visite du ministre de l'Industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, en Afrique du Sud (le Monde date 22-23 septembre et du 9 octobre). Il prévoyait que les deux groupes exploiteraient en commun le gise-

ment d'or de Montagne Tortue en Guyane. L'annonce de cette coopération avait aussitôt provoqué une véritable levée de boucliers chez les élus de ce département, qui y ont vu la survivance d'un « comportement colonialiste primaire ». Une rupture de mauvais augure pour la mine d'or de Sélingue (Aude), actuellement en dépôt de bilan, dont le groupe GENCOR s'était engagé à prendre 10 % du capital en contrepartie de son entrée dans le projet de Montagne Tortue.

Précision. - Comme le Monde l'indiquait dans son édition datée 29-30 septembre, le Crédit local de France (CLF) et la Caisse autonome de refinancement (CAR), tous deux filiales de la Caisse des dépôts et consignations, bénéficient bien de la notation financière la plus prestigieuse, le triple A (AAA), attribuée par l'agence de rating américaine Moody's. Mais aussi, et le Monde a omis de le signaler, du triple A accordé par la grande rivale de Moody's, américaine elle aussi, l'agence Standard and Poors.

érale, meot et les 25 par orma- ovis-abora- Uoe sident nitrov, snir, efuser ature. PSB, xchait avec le : d'Ah- la vie de ren- gouver- se deux a majoe- vaient moins, iverne- on des ui s'est ession, du syn- ni aussi ion, les it donc inulents. les Bul- id esprit violence. que les fussent ntateurs ler... de inérales r y voir

FRALON

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une année sur l'autre.

dit, il s'agit de la situation qui prévaut jusqu'à la fin de l'année 1991, et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

groupes des Sept, concernés par la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

appartenant au marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rap-

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

مركز التحليل

20 • Dimanche 13 - Lundi 14 octobre 1991 ••

Le Monde

Aux termes d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

L'ensemble de l'industrie militaire irakienne est placée sous contrôle de l'ONU

L'ensemble de l'industrie militaire irakienne et une bonne partie de son industrie civile sont désormais placées sous le strict contrôle de l'ONU. Ainsi en a-t-il décidé à l'unanimité, vendredi 11 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité, y compris les plus fidèles alliés de l'Irak que sont, dans cette instance, le Yémen et Cuba.

Dans sa résolution 715, le Conseil confie à la commission spéciale de l'ONU, chargée de l'élimination de toutes les armes irakiennes de destruction massive, et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le soin de s'assurer, à tout instant et en tout lieu, que l'Irak ne cherche pas à violer l'interdiction qui lui est faite de se procurer ou de produire des armes chimiques, biologiques, balistiques ou nucléaires. Pour y

parvenir, le Conseil a adopté deux plans, très détaillés et précis, l'un préparé par le secrétaire général de l'ONU et l'autre par le directeur général de l'AIEA, pour les armes et installations nucléaires.

L'hypothèque Saddam Hussein

Ces plans font obligation à l'Irak de laisser les experts de l'ONU et de l'AIEA contrôler, où et quand ils le veulent, toutes les installations techniques civiles et militaires qu'ils soupçonneraient être liées à l'industrie de l'armement. De même, tous les laboratoires et projets de recherche, les scientifiques et les techniciens y

travaillant, les produits importés ou exportés seront soumis à de rigoureux contrôles de l'ONU. Ce qui a fait dire au représentant irakien aux Nations unies, M. Abdel Amir el Anbari, que le responsable de la commission spéciale de l'ONU devrait se voir accorder le titre de « haut commissaire en Irak », comme au temps de la colonisation.

Mais, tant pour les représentants américains, britanniques que français, il est clair que cette résolution n'a pas d'autre but que de contraindre l'Irak à respecter ses engagements à ne plus produire d'armes de destruction massive. Plusieurs diplomates reconnaissent que ces dispositions rigoureuses pourraient être révisées si le président Saddam Hussein quittait le pouvoir. (AFP)

Entre Français, Américains et Suédois

La compétition se durcit pour emporter un marché finlandais de 67 avions de combat

Dans quelques mois, le ministère finlandais de la défense doit arrêter son choix sur celui des constructeurs actuellement en compétition qui remportera le marché du renouvellement de sa flotte aérienne. Il s'agit en tout de soixante-sept avions, dont sept appareils-écoles biplaces, pour un budget fixé à 9,5 milliards de marks finlandais (l'équivalent de 13 milliards de francs).

HELSINKI

Si la décision du gouvernement d'Helsinki sur le renouvellement de la flotte aérienne est avalisée par le Parlement, le contrat avec le fournisseur pourrait être signé en juin 1992. Sur les rangs : le JAS-39 Gripen suédois, le F-16 et le F-18 américains, et le Mirage 2000-5 de Dassault. La compétition est de plus en plus serrée avec l'entrée en scène du F-18, seul bimoteur des quatre, « deux fois plus cher », affirme son constructeur, le groupe McDonnell-Douglas, qui s'appuie sur ce que la guerre du Golfe aurait démontré, mais « deux fois plus cher », entend-on aussi du côté de la concurrence.

Les performances des appareils, si elles sont essentielles, ne sont cependant pas tout, et les compensations - l'effet dans le jargon - proposées par les constructeurs doivent répondre à l'objectif des autorités « d'élargir le jeu » que représente, pour l'économie finlandaise, l'achat de matériel de défense, et de créer de nouvelles possibilités pour les industries finlandaises.

Compte tenu des difficultés que connaît depuis quelque temps l'économie finlandaise, une dépense de 9,5 milliards de marks représente effectivement un lourd fardeau qui doit être couvert à 100 %, sinon plus, par l'État, avec des effets à long terme pour le développement technologique et industriel du pays.

Les Finlandais ont le souci d'ajouter un raffinement supplémentaire dans cette compétition : le « prêt effectif », qui devrait donner la mesure du sérieux des concurrents et peser dans la décision finale. Ainsi, il y a quelques jours, General Dynamics, qui présente le F-16, annonçait la création d'une « joint venture » (société

commune) avec la société Vaisala, numéro un mondial des instruments de mesures météorologiques. Les perdants auront toutefois la possibilité de transférer les contrats des offres à d'autres fournisseurs de la défense finlandaise.

Gagnants ou K-O ?

Difficile, actuellement, de dire lequel des constructeurs a le plus de chances. Par leur proximité et leurs liens étroits avec les industries finlandaises, les Suédois, malgré le retard accumulé par le projet Gripen, ne se sentent pas le moins du monde hors concours, et le nouveau gouvernement a assuré l'aviation de tout son soutien. McDonnell-Douglas a déjà une bonne coopération avec la Finlande dans le secteur de l'aviation civile.

Les Français ont aussi développé la leur, dans le secteur militaire, avec bonheur ces dernières années, et la Finlande, s'affirmant maintenant résolument européenne depuis sa demande d'adhésion à la CEE, pourrait être intéressée par le Mirage.

« Nous prenons cette affaire extrêmement au sérieux », dit M. Bruno Deprez, délégué de Dassault-Aviation, à Helsinki depuis un an : « Nous en sortirons gagnants au K-O dans ce sens que nous aurons fait le maximum pour obtenir le marché. » Par exemple : aucune restriction en ce qui concerne le transfert de technologie, même la plus avancée, comme la technique de soudure TIG, ou les commandes déjà passées par Dassault auprès d'un certain nombre de sous-traitants finlandais pour préparer le terrain psychologique et contractuel.

Valmet, poids lourd, s'il en est, de l'industrie finlandaise, se verrait offrir de fabriquer sur place un certain nombre de pièces du Mirage. Cette compensation pourrait même, dit-on, s'étendre à rien moins que des éléments du Rafale. Dassault s'engageait, pour sa part, à aider Valmet à commercialiser son Redigo, un avion d'entraînement pour des débutants.

Les autorités finlandaises ne souhaitent pas que l'affaire se traite sur la place publique. Mais cette recommandation est battue en brèche par ceux qui estiment que la publicité donnée à la conclusion d'un accord peut avoir un effet positif.

FRANÇOISE NIETO

DAVID SHIFF
PUR CACHEMIRE
ET SUPER 100S
AUX PRIX ANTI-CRISE
MEME LE
DIMANCHE
DE 10H A 18H
PARIS 8 - 13 RUE ROYALE

Un arrêt du Conseil d'Etat

M. Diouri peut rester en France

M. Abdelmoumen Diouri peut rester en France. Ainsi en a-t-il décidé le Conseil d'Etat, vendredi 11 octobre, en confirmant le sursis à l'exécution de la mesure d'expulsion en urgence absolue de l'opposant marocain le 20 juin. La plus haute juridiction administrative a en effet repoussé le pourvoi du ministre de l'Intérieur en annulation du jugement du tribunal administratif de Paris qui avait, le 10 juillet, ordonné le sursis à l'exécution de l'arrêt d'expulsion.

La décision du Conseil d'Etat est tombée comme un nouveau désaveu du gouvernement, qui avait ordonné l'expulsion en urgence absolue de M. Abdelmoumen Diouri. Entré en France en 1971, réfugié politique depuis 1977 et disposant de titres de séjour réguliers, l'opposant au régime de Hassan II pour le démantèlement de la région parisienne qu'il avait rejoint, en juillet, après plusieurs semaines de « résidence surveillée » dans un hôtel de Libreville.

Réuni en assemblée plénière, le Conseil d'Etat a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Maryvonne de Saint-Pulgent. Magistrat indépendant chargé de dire le droit, celle-ci avait demandé de rejeter le pourvoi du ministre de l'Intérieur, tout en reconnaissant l'importance des développements fournis par le ministre de l'Intérieur à propos des « motifs politiques occultes de M. Diouri ». Si ce dernier a obtenu gain de cause, il n'en est pas moins présenté, par le magistrat, comme « un individu indésirable ».

« Le dossier du ministre fait apparaître M. Diouri non comme un espion ou un terroriste actif, mais comme un compagnon de route et un porteur de valeurs de tous les terrorismes arabes », a noté M. de Saint-Pulgent. Un dossier de cent cinquante pages, une quinzaine de « notes de police », des photographies prises à l'insu de M. Diouri : rarement le ministre de l'Intérieur et ses services ont fourni autant d'éléments à l'appui de leurs dires, et cette profusion faisait tout l'intérêt de l'audience d'appel devant le Conseil d'Etat.

La place Beauvau n'eura pas été inscrite sur les moyens pour justifier un arrêt d'expulsion qui avait été motivé par les « intelligences de nature à troubler gravement la sécurité publique et à nuire aux intérêts essentiels de la France » que M. Diouri aurait entretenues avec « des groupes et puissances étrangères ».

La première partie du dossier composé par le ministre remonte aux débuts de 1975 et concerne la mouvance terroriste palestinienne avec laquelle, selon le commissaire du gouvernement, il n'est pas prouvé que M. Diouri ait entretenu des liens après cette date. Deuxième épisode du dossier constitué par la police : au milieu des années 80, M. Diouri est signalé comme un agent des services de renseignement libyens, circulant en Europe sous de fausses identités, achetant des armes destinées au Proche-Orient, assurant la liaison des activités subversives libyennes en France et à l'étranger. Sur ce chapitre, M. de Saint-Pulgent a estimé que le ministre de l'Intérieur n'a pas fourni d'éléments postérieurs à 1987.

« Sans aucun doute indésirable »

Plus sérieux lui paraissent les griefs concernant la période allant de la crise du Golfe à l'expulsion de M. Diouri. Celui-ci se voit reprocher sa sympathie affichée pour le régime irakien et ses relations nouées avec plusieurs mouvements islamistes. « Son action pro-irakienne », commente M. de Saint-Pulgent, « ne revêtait un caractère véritablement dangereux que pendant la guerre du Golfe, laquelle s'est terminée à la date de son expulsion. La question se pose donc au point de savoir si les activités pro-irakiennes de M. Diouri, dont la réalité est établie par le dossier, constituent une menace suffisamment imminente pour la sécurité de l'Etat et la sécurité publique pour justifier une expulsion en urgence absolue ».

Au total, pour M. de Saint-Pulgent, M. Diouri est « sans aucun doute un individu indésirable et présentant pour la sécurité publique un danger qui, dans certaines circonstances, peut devenir très sérieux. Mais le dossier n'établit pas que de telles circonstances existent ou risquent sérieusement de se produire ».

Le ministère de la santé prêt à négocier avec les infirmières

Le ministère de la santé est prêt à entamer, lundi 14 octobre, les négociations proposées jeudi 10 aux syndicats et organisations représentatives des personnels infirmiers.

Selon un communiqué du ministère, M. Bruno Durieux « installera personnellement » la mission de négociations confiée à M. Alain Fiquet, inspecteur général des affaires sociales, « sur des conditions de travail et la prise en compte des contraintes propres à la profession d'infirmière et en particulier le travail de nuit, des dimanches et des jours fériés ».

Pour le ministère, ces négociations ont également pour but « de définir le cadre national des conditions de travail qui seront passées entre les hôpitaux et les services extérieurs de l'Etat, après concertation avec les personnels ». La Coordination nationale des infirmières avait déclaré, jeudi soir, que les points que le ministère acceptait de négocier ne correspondaient pas à ses revendications, notamment à l'urgence de nouvelles effectifs.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame que vivent actuellement les infirmières contaminées par le virus du sida ».

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la prescription de leur dossier.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame que vivent actuellement les infirmières contaminées par le virus du sida ».

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la prescription de leur dossier.

culier le travail de nuit, des dimanches et des jours fériés.

Pour le ministère, ces négociations ont également pour but « de définir le cadre national des conditions de travail qui seront passées entre les hôpitaux et les services extérieurs de l'Etat, après concertation avec les personnels ». La Coordination nationale des infirmières avait déclaré, jeudi soir, que les points que le ministère acceptait de négocier ne correspondaient pas à ses revendications, notamment à l'urgence de nouvelles effectifs.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame que vivent actuellement les infirmières contaminées par le virus du sida ».

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la prescription de leur dossier.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame que vivent actuellement les infirmières contaminées par le virus du sida ».

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la prescription de leur dossier.

d'exister en juin 1991. A cette date, M. Diouri ne pouvait donc être expulsé selon la procédure de l'urgence absolue, seule utilisable à son encontre ».

Pour ce qui concerne la valeur des éléments de preuve présentés par le dossier ministériel, le commissaire du gouvernement a rappelé que « dans les affaires de terrorisme ou d'espionnage », le ministre de l'Intérieur ne doit certes pas « être tout à fait cru sur parole en ce qui concerne la dangerosité de l'étranger expulsé », mais qu'il est « autorisé à accuser la provenance des renseignements qui nourrissent son dossier de police », ce qui permet de préserver le secret des méthodes de surveillance et de renseignement dans des domaines intéressant la sûreté de l'Etat.

« J'ai toujours cru en la justice française », a réagi M. Diouri à la lecture de l'arrêt de la haute juridiction. La décision du Conseil d'Etat fera école et sera une leçon de justice et de démocratie pour les pays qui les violent. Et je veux parler du Maroc », a-t-il poursuivi. Dans son entourage, comme à France Terre d'Asile, on se réjouissait que, contrairement à ce qu'évoquaient diverses personnalités, dont le président de la République, au moment de l'expulsion, l'argument selon lequel M. Diouri aurait dû respecter un quelconque « devoir de réserve » avait finalement été écarté par le ministre de l'Intérieur. L'opposant reste néanmoins convaincu que « c'est la poursuite de ce fameux livre qui a provoqué l'expulsion ».

Prenant acte de la décision du Conseil d'Etat et s'engageant « à en tenir compte pour l'avenir », M. Philippe Marchand a précisé que cette décision concernait uniquement la forme de la procédure ; le fond de l'affaire sera en effet traité ultérieurement par la justice administrative, qui devra se prononcer sur l'annulation pure et simple de la mesure d'expulsion. « Le Conseil d'Etat n'a pas dit que les raisons justifiant cette expulsion n'étaient pas fondées », a réagi le ministre. Il a simplement décidé que la procédure employée ne convenait pas ».

ERICH INCIVIAN

Rapats gratuits lors d'une fête de PS

La rose à du cœur...

Venu, le 23 septembre à Calais, pour animer une de ces fêtes de la rose qui réunissent les militants socialistes, M. Laurent Fabius avait eu le plaisir d'être chaleureusement applaudi par un millier de personnes pendant le banquet. Or, parmi ses auditeurs, figuraient une cinquantaine d'habitants du Restaurant du cœur de la ville, invités à profiter d'un repas gratuit.

A l'origine de cette initiative se trouve un conseiller municipal socialiste de Calais, M. Francis Moreau, qui préside l'Association d'entraide calaisienne et avait utilisé le fichier de celle-ci. Dans un communiqué, signé avec M. André Capet, député (PS) du Pas-de-Calais, M. Moreau reconnaît le fait, en expliquant que cinquante « volontaires » avaient accepté cette invitation et que « conformément à la loi, la conception de la sécurité, le repas était offert à ceux qui, pour des raisons économiques, en faisaient la demande ».

Interrogé, vendredi 11 octobre, sur France-Inter, M. Fabius a expliqué n'avoir été informé qu'au début de la semaine et que c'est « très désagréable ». Il a ajouté : « Mais, en même temps, je crois qu'il ne faut pas dramatiser. J'ai encore dans le souvenir qu'il y a un millier de personnes qui étaient là et, si j'ai bien compris, il y avait une cinquantaine de personnes qui étaient invitées. » Les responsables nationaux des Restaurants du cœur, eux, ont sévèrement critiqué cette pratique. Dans un communiqué publié vendredi, le président de l'association, M. Paul Houdart, déclare : « Il s'agit d'un non-respect de notre éthique, d'un manque de respect de nos bénéficiaires eux-mêmes et d'une trahison de notre confiance [...] ». Il annonce que son pouvoir a été remis au président de l'association calaisienne.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La recherche d'un règlement en Yougoslavie
Incertitudes sur les modalités du cessez-le-feu..... 5

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient
Regain de tension en Israël..... 6

La succession de M. Kaifu au Japon
M. Miyazawa assuré d'être premier ministre..... 6

POLITIQUE

Deux présidents pour le CDS
M. Méhaignerie et M. Baudis se partageront la direction du parti centriste..... 7

Les débats au PS
Un point de vue de M. Cambadélis..... 8

Livres politiques
La chronique d'André Laurens..... 8

COMMUNICATION

La MIPCOM à Cannes
M. Klejman soutient la politique des quotas..... 7

HEURES LOCALES

Un tour de France des régions : Aquitaine, un Fir-Vos à la française
« Les » petits Mickeys » achèvent leur chantier près de Marne-la-Vallée
Les régimes vont fêter leur vingtième anniversaire..... 9 à 12

SOCIÉTÉ

La Coupe du monde de rugby
Victoire anglaise sur les Etats-Unis..... 13

CULTURE

Ventes : souvenirs des Ballets russes
A la vente Kachno, maubles baroques disparus par Karl Lagerfeld à Monte-Carlo..... 15

ÉCONOMIE

Le TGV et les écologistes
Certains y croient..... 17
Revue des valeurs..... 18
Changes, crédits, grands marchés..... 19

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 14
Météorologie..... 14
Mots croisés..... 14
Télévision..... 14
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1991 a été tiré à 504 270 exemplaires.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES